

**MINISTÈRE DE LA FAMILLE
ET DE L'ENFANCE**

**ÉTUDE DES CRÉDITS
1999-2000**



**CAHIER EXPLICATIF
DES CRÉDITS**

1999-2000

FAMILLE ET ENFANCE

AVRIL 1999

NOTE PRÉLIMINAIRE

Ce document d'information est principalement destiné aux membres de la Commission parlementaire responsables de l'étude des crédits du portefeuille Famille et Enfance pour l'année financière 1999-2000.

Au cours de la période 1998-1999, le Ministère a adopté une nouvelle structure budgétaire qui a pour objectif de rendre plus transparent le suivi des coûts des divers programmes et éléments ; celle-ci est effective depuis le 1^{er} avril 1999. Le présent cahier explicatif en prend compte, et les crédits 1998-1999 ont été répartis selon cette nouvelle structure afin de permettre l'examen des variations.

Deux parties distinctes composent ce document. La première partie est constituée de renseignements généraux et de données financières et statistiques; la deuxième partie comprend l'explication des variations de crédits entre les années financières 1998-1999 et 1999-2000.

FAMILLE ET ENFANCE
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1999-2000
TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Le rôle et l'organisation administrative du ministère de la Famille et de l'Enfance et du Conseil de la famille et de l'enfance

1.1 La mission du Ministère

1.2 La mission du Conseil de la famille et de l'enfance

1.3 L'organisation administrative

1.3.1 L'effectif et la structure administrative

Annexe I - Organigramme

1.3.2 La structure des programmes

Annexe II - Structure des programmes 1999-2000

Annexe III - Crédits comparatifs 1998-1999 et 1999-2000

2. Les crédits du portefeuille Famille et Enfance en 1999-2000

PARTIE II

CRÉDITS COMPARATIFS 1998-1999 ET 1999-2000

PROGRAMME 01 PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

- Élément 01 Direction, planification, recherche et services à la gestion
- Élément 02 Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance

PROGRAMME 02 SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

- Élément 01 Soutien financier aux centres de la petite enfance et autres services de garde
- Élément 02 Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires

PROGRAMME 03 PRESTATIONS FAMILIALES

- Élément 01 Allocation familiale
- Élément 02 Allocation pour enfant handicapé
- Élément 03 Soutien administratif

PROGRAMME 03 CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

- Élément 01 Conseil de la famille et de l'enfance

PARTIE I
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. LA MISSION ET L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE ET DU CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

1.1 La mission du Ministère

Le ministère de la Famille et de l'Enfance (MFE) a pour mission de valoriser la famille et les enfants et de favoriser leur plein épanouissement. Il réalise cette mission, à la fois engageante et large, par le développement et la mise en œuvre de la politique familiale du gouvernement du Québec, en concertation avec les acteurs concernés, principalement dans les domaines d'activités qui visent :

- L'amélioration du milieu de vie des familles, notamment en matière d'habitation, de santé, d'éducation, de sécurité et de loisir;
- Le soutien financier des familles;
- La conciliation des responsabilités familiales et professionnelles;
- Le développement des enfants et le soutien aux parents;
- Le développement des centres de la petite enfance.

Plus spécifiquement, afin de soutenir les parents dans leurs responsabilités d'assurer le bien-être et l'épanouissement des enfants, il doit :

- Développer des politiques et des programmes pour les familles et les enfants;
- Favoriser la cohérence et la complémentarité des actions qui touchent de façon particulière la famille ou l'enfance;
- Soutenir les personnes, les groupes et les organismes qui contribuent à l'épanouissement des familles et des enfants.

Pour accomplir sa mission au plan du soutien financier des familles, le Ministère s'appuie sur la Régie des rentes du Québec (RRQ) pour l'administration de la Loi sur les prestations familiales (L.Q. 1997, c. 57) et les règlements sur les prestations familiales et sur l'allocation pour enfant handicapé. La RRQ collabore avec le Ministère pour proposer au gouvernement des orientations à l'égard des allocations à verser ainsi que des modalités d'un régime québécois d'assurance parentale. Enfin, la Régie collaborera à l'évaluation du volet allocation familiale du programme des prestations familiales et éventuellement à celle du régime d'assurance parentale.

1.2 La mission du Conseil de la famille et de l'enfance

La ministre est responsable du Conseil de la famille et de l'enfance. En vertu de sa loi, le mandat du Conseil consiste essentiellement à :

- Solliciter des opinions, recevoir et entendre les requêtes et les suggestions de personnes et de groupes sur toute question relative à la famille et à l'enfance;
- Saisir la ministre sous forme d'avis de toute question relative à la famille et à l'enfance qui mérite l'attention ou une action du gouvernement et lui soumettre ses recommandations;
- Effectuer ou faire effectuer les études et les recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions;
- Fournir de l'information au public sur tout avis ou rapport qu'il a transmis à la ministre et que celle-ci a rendu public.

Le Conseil doit aussi donner son avis à la ministre sur toute question ou projet relatif à la famille et à l'enfance que celle-ci lui soumet. Enfin, le Conseil a également pour fonction de soumettre annuellement à la ministre un rapport sur la situation et les besoins des familles et des enfants du Québec.

1.3 L'organisation administrative

1.3.1 L'effectif et la structure administrative

Au 1^{er} avril 1998, l'effectif du ministère de la Famille et de l'Enfance était de 288 ETC. Au cours de l'exercice 1998-1999, pour mener à terme plusieurs mandats importants découlant directement de sa mission, le Ministère s'est vu autorisé par le Conseil du trésor l'ajout de 50 ETC, soit 20 ETC réguliers et 30 ETC occasionnels, ce qui porte son effectif autorisé à 338 ETC. À ces ETC s'ajoutent ceux du Conseil de la famille et de l'enfance, soit 8 ETC, pour un total de 346 ETC.

On trouvera en annexe I l'organigramme du Ministère.

1.3.2 La structure des programmes

Le tableau en annexe II présente la structure des programmes du portefeuille Famille et Enfance pour l'année financière 1999-2000 et l'annexe III les crédits comparatifs 1998-1999 et 1999-2000.

Programme 1 : Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches et l'élaboration de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et d'autre part, l'administration et le développement des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

Programme 2 : Services à la famille et à l'enfance

Ce programme vise d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et, d'autre part, à soutenir financièrement les organismes familiaux et communautaires, les associations et les regroupements ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

Programme 3 : Prestations familiales

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme.

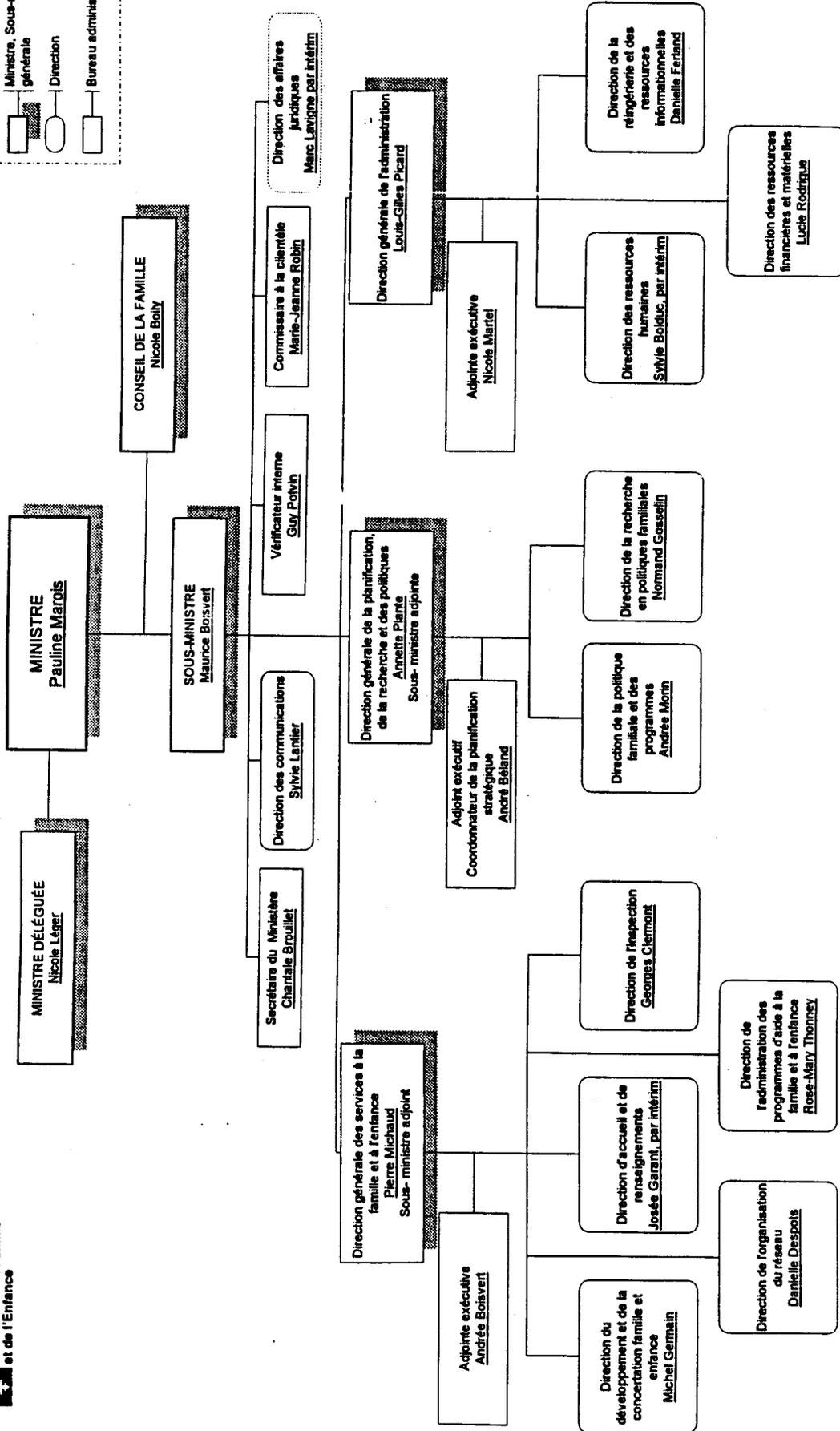
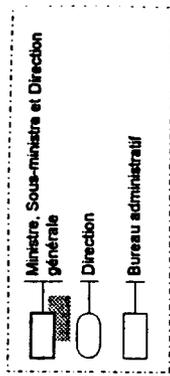
Programme 4 : Conseil de la famille et de l'enfance

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative.

2. LES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE FAMILLE ET ENFANCE 1999-2000

Ces crédits totaliseront 1 462, 2 M \$ soit une hausse de 12,5 % par rapport aux crédits de 1998-1999.

Les principales raisons de cette hausse sont la majoration de 188,1 M \$ au programme 2, Services à la famille et à l'enfance, en raison : de l'ouverture de nouvelles places en services de garde régis, dont le nombre pourrait atteindre près de 20 000 en 1999-2000, de l'annualisation de l'offre de services de garde à contribution réduite (PCR) pour les enfants de 3 ans offerts depuis le 1^{er} septembre 1998 et la mise en œuvre des PCR pour les enfants de 2 ans à partir du 1^{er} septembre 1999.



ANNEXE II

FAMILLE ET ENFANCE
STRUCTURE DES PROGRAMMES 1999-2000

PROGRAMME 01 -PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION	32 301,5	2,21%
Élément 01 - Direction, planification, recherche et services à la gestion Élément 02 - Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance		
Programme 02 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE	616 646,8	42,17%
Élément 01 Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Élément 02 - Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires		
Programme 03 - PRESTATIONS FAMILIALES	812 570,9	55,57%
Élément 01 Allocation familiale Élément 02 Allocation pour enfant handicapé Élément 03 Soutien administratif		
PROGRAMME 04 - CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE	772,6	0,05%
Élément 01 - Conseil de la famille et de l'enfance		
TOTAL	1 462 291,8	100 %
Moins : crédits permanents	9,6	
TOTAL	1 462 282,2	

ANNEXE III

ÉTUDES DES CRÉDITS 1999-2000
Crédits comparatifs 1998-1999 et 1999-2000 (000 \$)

PROGRAMMES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
01- Planification, recherche et administration	32 301,5	29 275,3	⁽¹⁾ 3 026,2	10,34%
02- Services à la famille et à l'enfance	616 646,8	427 874,5	⁽²⁾ 188 772,3	44,12%
03- Prestations familiales	812 570,9	842 000,0	⁽³⁾ (29 429,1)	(3,50)%
04- Conseil de la famille et de l'enfance	772,6	701,2	71,4	10,18%
TOTAL	1 462 291,8	1 299 851,0	162 440,8	12,50%
Moins : crédits permanents	9,6-			
	1 462 282,2	1 299 851,0		

- (1) Pour 1999-2000, les activités d'études et de recherches sur les familles et les enfants que compte intensifier le Ministère, les travaux d'évaluation de programmes ainsi que les activités de concertation avec les Conseils régionaux de développement (CRD) expliquent principalement la hausse des dépenses prévues.
- (2) Pour 1999-2000, l'ouverture de nouvelles places en services de garde régis, dont le nombre pourrait atteindre près de 20 000, l'annualisation de l'offre de services de garde éducatifs à contribution réduite (PCR) pour les enfants de 3 ans offerts depuis septembre 1998, ainsi que l'offre, à compter de septembre 1999, de places à contribution réduite pour les enfants de 2 ans expliquent principalement l'augmentation de 188,8 M\$ des dépenses prévues.
- (3) Pour 1999-2000, la baisse des dépenses est attribuable à l'investissement qui sera fait par le gouvernement fédéral en juillet 1999 dans le cadre de la prestation fiscale canadienne pour enfants. Toutefois, cette révision maintiendra l'objectif général qui était d'assurer la couverture des besoins essentiels des enfants des familles à faible revenu. Cette baisse prend en compte également un montant de près de 25 M \$ qui correspond à la portion des crédits que compte réinvestir le gouvernement du Québec dans le programme d'allocation familiale.

PARTIE II

CRÉDITS COMPARATIFS
PAR
PROGRAMME ET ÉLÉMENT

FAMILLE ET ENFANCE

ÉTUDES DES CRÉDITS 1999-2000

(000 \$)

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches et l'élaboration de politiques favorables à l'épanouissement des familles et des enfants en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux et d'autre part, l'administration et le développement des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance. Ce programme inclut également les coûts administratifs du Ministère.

ÉLÉMENTS	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
01- Direction, planification, recherche et services à la gestion	19 849,9	17 227,6	2 622,3	15,22%
02- Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance	12 451,6	12 047,7	403,9	3,35%
TOTAL DU PROGRAMME 01	32 301,5	29 275,3	3 026,2	10,34%
Moins : Crédits permanents	9,6			
	32 291,9	-		

EXPLICATION DES VARIATIONS

Pour 1999-2000, les activités d'études et de recherches sur les familles et les enfants que compte intensifier le Ministère, les travaux d'évaluation de programmes ainsi que les activités de concertation avec les Conseils régionaux de développement (CRD) expliquent principalement la hausse des dépenses prévues.

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

ÉLÉMENT 01- Direction, planification, recherche et services à la gestion

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
Budget des dépenses				
Rémunération	7 366,1	7 366,1	-	-
Fonctionnement (note)	8 633,9	6 941,5	1 692,4	24,38%
Transfert	750,0	-	750,0	100 %
Total	16 750,0	14 307,6	2 442,4	17,07%
Effectif	135	135		
Budget d'investissement				
Immobilisations	3 097,9	2 902,0	195,9	6,75%
Prêts, Placements et Avances	2,0	18,0	(16,0)	(88,88%)
Total	3 099,9	2 920,0	179,9	6,16%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 01	19 849,9	17 227,6	2 622,3	15,22%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Pour 1999-2000, les activités d'études et de recherches sur les familles et les enfants que compte intensifier le Ministère ainsi que les travaux d'évaluation de programmes expliquent principalement la hausse des dépenses de fonctionnement prévues.

En ce qui concerne les dépenses de transfert, 250 000 \$ seront dévolus au soutien de travaux de recherche, alors que 500 000 \$ sont réservés pour diverses études reliées au développement et à l'évolution de la politique familiale et pour des subventions discrétionnaires.

L'investissement en immobilisation en 1999-2000 servira principalement au développement et à la mise à niveau des systèmes informatiques pour supporter le développement des services de garde.

note : les crédits à la supercatégorie « fonctionnement » excluent l'amortissement.

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, RECHERCHE ET ADMINISTRATION

ÉLÉMENT 02- Administration des services de garde et autres services à la famille et à l'enfance

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
Budget des dépenses				
Rémunération	11 072,8	11 072,8	-	-
Fonctionnement	1 378,8	974,9	403,9	41,43%
Effectif	203	203	-	-
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 02	12 451,6	12 047,7	403,9	3,35%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Pour 1999-2000, les activités de concertation avec les CRD expliquent principalement la hausse des dépenses prévues au chapitre du fonctionnement.

FAMILLE ET ENFANCE

ÉTUDES DES CRÉDITS 1999-2000

(000 \$)

PROGRAMME 02 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

Ce programme vise, d'une part, à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité et, d'autre part, à soutenir financièrement les organismes familiaux et communautaires, les associations et les regroupements ayant des intérêts en matière de famille et d'enfance.

ÉLÉMENTS	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
01- Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	614 946,8	426 803,3	188 143,5	44,08%
02- Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	1 700,0	1 071,2	628,8	58,70%
TOTAL DU PROGRAMME 02	616 646,8	427 874,5	188 772,3	44,12%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Les principales raisons de cette hausse sont : l'ouverture de nouvelles places en services de garde régis, dont le nombre pourrait atteindre près de 20 000 en 1999-2000, l'annualisation de l'offre de services de garde à contribution réduite (PCR) pour les enfants de 3 ans offerts depuis le 1^{er} septembre 1998 et la mise en œuvre des PCR pour les enfants de 2 ans à partir du 1^{er} septembre 1999.

PROGRAMME 02 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉLÉMENT 01 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
Fonctionnement	990,1	-	990,1	100,00 %
Transfert	613 956,7	426 803,3	187 153,4	43,85%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 01	614 946,8	426 803,3	188 143,5	44,08%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Au chapitre du Fonctionnement, la variation à la hausse est attribuable aux crédits prévus pour le versement de la prime afférente aux garanties de prêts éventuellement accordées aux centres de la petite enfance (CPE) par la Société de développement industriel (SDI) pour le financement des immobilisations. Chaque prêt garanti commande une provision pour mauvaises créances égale à 15 % de la valeur du prêt garanti.

Au chapitre des Transferts, la variation à la hausse est attribuable à : l'ouverture de nouvelles places en services de garde régis, dont le nombre pourrait atteindre près de 20 000 en 1999-2000, l'annualisation de l'offre de services de garde à contribution réduite (PCR) pour les enfants de 3 ans offerts depuis le 1^{er} septembre 1998 et la mise en œuvre des PCR pour les enfants de 2 ans à partir du 1^{er} septembre 1999.

PROGRAMME 02 - SERVICES À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE

ÉLÉMENT 02 - Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation
Transfert	1 700,0	1 071,2	628,8 58,70%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 02	1 700,0	1 071,2	628,8 58,70%

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation à la hausse s'explique par une augmentation des budgets de subvention aux organismes familiaux (350 000\$), aux associations ou regroupements en services de garde (150 000\$) et aux autres organismes communautaires (200 000\$).

Ces augmentations sont effectuées dans le but d'intensifier le partenariat entre le Ministère et ces organisations et afin de reconnaître leur contribution à l'évolution et au développement de la politique familiale.

FAMILLE ET ENFANCE
ÉTUDES DES CRÉDITS 1999-2000

(000 \$)

PROGRAMME 03 - PRESTATIONS FAMILIALES

Ce programme vise à permettre le versement des prestations familiales comprenant l'allocation familiale et l'allocation pour enfant handicapé. Il inclut également les coûts de gestion et d'administration de ce programme

ÉLÉMENTS		Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
01-	Allocation familiale	762 000,0	794 572,7	(32 572,7)	(4,10%)
02-	Allocation pour enfant handicapé	37 200,0	37 000,0	200,0	0,54%
03-	Soutien administratif	13 370,9	10 427,3	2 943,6	28,22%
TOTAL DU PROGRAMME 03		812 570,9	842 000,0	(29 429,1)	(3,50%)

EXPLICATION DES VARIATIONS

La variation à la baisse provient principalement de l'investissement du gouvernement fédéral dans le cadre de sa prestation fiscale canadienne pour enfants. Par ailleurs, le gouvernement du Québec consentira des investissements additionnels au chapitre de l'allocation familiale en 1999-2000.

En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, les dépenses probables pour 1998-1999 devraient plutôt être de l'ordre de 34,8 M \$. Les crédits prévus en 1999-2000 tiennent compte de l'adoption de modifications aux règles d'attribution de l'allocation pour enfant handicapé prévues au cours de cet exercice.

PROGRAMME 03 - PRESTATIONS FAMILIALES**ÉLÉMENT 01 - Allocation familiale**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
Transfert	762 000,0	794 572,7	(32 572,7)	(4,10%)
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 01	762 000,0	794 572,7	(32 572,7)	(4,10%)

EXPLICATION DES VARIATIONS

La prévision du coût de l'allocation familiale pour l'exercice 1999-2000 aurait été d'environ 812,0 M \$ desquels aurait dû être retranché un montant d'environ 60 M \$ représentant l'économie réalisée à la suite de l'investissement du gouvernement fédéral dans le cadre de sa prestation fiscale canadienne pour enfants. Toutefois, le gouvernement du Québec a décidé de réinvestir près de 25 M \$ dans le programme d'allocation familiale pour les familles à faible revenu, plus particulièrement les familles monoparentales.

PROGRAMME 03- PRESTATIONS FAMILIALES**ÉLÉMENT 02 - Allocation pour enfant handicapé**

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation
Transfert	37 200,0	37 000,0	200,0 0,54%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 02	37 200,0	37 000,0	200,0 0,54%

EXPLICATION DES VARIATIONS

En ce qui concerne l'allocation pour enfant handicapé, les dépenses probables pour 1998-1999 devraient plutôt être de l'ordre de 34,8 M \$. Les crédits prévus en 1999-2000 tiennent compte de l'adoption de modifications aux règles d'attribution de l'allocation pour enfant handicapé prévues au cours de cet exercice.

PROGRAMME 03 - PRESTATIONS FAMILIALES

ÉLÉMENT 03- Soutien administratif

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-20000	Crédits 1998-1999	Variation	
Transfert	13 370,9	10 427,3	2 943,6	28,22%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 03	13 370,9	10 427,3	2 943,6	28,22%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Le soutien administratif se répartit en coûts de support et de remboursement (capital et intérêts).

SUPPORT : Le coût de support était de l'ordre de 8,2 M \$ en 1998-1999 et devrait être de 11,2 M \$ en 1999-2000.

Cette hausse s'explique, d'une part, parce que la Régie, en accord avec le MFE, applique un nouveau mode de partage des frais d'administration qui consiste à imputer à chaque fonds qu'elle administre, les dépenses directes qui lui sont propres et à répartir, en fonction des efforts que la Régie a prévu consacrer à chaque fonds, les dépenses indirectes et les frais de gestion. Ces dépenses représentent une augmentation de 1,6 M \$ en 1999-2000.

D'autre part, le solde de 1,4 M \$ s'explique, principalement par une nouvelle facturation du ministère du Revenu du Québec (600 000 \$) pour la communication des renseignements nécessaires à l'administration de la Loi, une augmentation des ressources pour améliorer le service à la clientèle (400 000 \$), la réalisation de divers projets (100 000 \$ pour la récupération des comptes à recevoir, l'amélioration de l'avis annuel et l'entretien de systèmes) et finalement, par des frais supplémentaires de téléphonie et des frais de la poste (160 000 \$).

REMBOURSEMENT (CAPITAL ET INTÉRÊTS) : Le coût de remboursement était de l'ordre de 2,2 M \$ en 1998-1999 et devrait être de 2,1 M \$ en 1999-2000.

Les sommes requises par la Régie pour l'adaptation des anciens systèmes aux règles du nouveau programme des prestations familiales (phase I) ont été empruntées au Fonds de financement du ministère des Finances. La dépense du gouvernement correspond au remboursement fait au Fonds. Le remboursement de la dette a débuté en avril 1998.

FAMILLE ET ENFANCE

ÉTUDES DES CRÉDITS 1999-2000

(000 \$)

PROGRAMME 04 - CONSEIL DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

Ce programme vise à assurer le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance dont le rôle consiste à donner des avis à la ministre sur toute question relative à la famille et à l'enfance, à la demande de la ministre ou de sa propre initiative.

ÉLÉMENT 01- Conseil de la famille et de l'enfance

SUPERCATÉGORIES	Crédits 1999-2000	Crédits 1998-1999	Variation	
Budget de dépenses				
Rémunération	549,8	549,8	0,0	0,0%
Fonctionnement	220,8	149,4	71,4	47,79%
Total	770,6	699,2	71,4	10,18%
Effectif	8	8	0	0,0%
Budget d'investissements				
Immobilisations	2,0	2,0	0	0,0%
TOTAL DE L'ÉLÉMENT 01	772,6	701,2	71,4	10,18%

EXPLICATION DES VARIATIONS

Afin de pourvoir à toutes ses dépenses d'opération prévues en 1999-2000, le budget du Conseil de la famille et de l'enfance a été majoré de 71 400 \$ dont 20 100 \$ au poste de dépense « Loyer » pour tenir compte de la nouvelle tarification de la SIQ en vigueur depuis le 1^{er} avril 1999.

Étude des crédits 1999-2000

Renseignements généraux



Gouvernement du Québec
Ministère de la Famille
et de l'Enfance

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

1-Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire	9
2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :.....	11
■ tirage ;	
■ coût ;	
■ distribution ;	
■ imprimeur ;	
■ copie des publications parues depuis le 1 ^{er} avril 1998	
3- Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 1998.	15
■ endroit et dates du départ et du retour ;	
■ but du voyage ;	
■ personnes rencontrées ;	
■ coût ;	
■ noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) ;	
■ pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ;	
■ bilan et résultats des rencontres.	
4- Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels	23
■ les sommes dépensées pour l'exercice financier 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000 ;	
■ la ventilation des dépenses par type de média ;	
■ les noms des fournisseurs ;	
■ le but visé par chaque dépense.	
5- Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :	27
■ liste et coût ;	
■ copie des soumissions	
■ copie du questionnaire et du résultat.	
6- Liste des études commandées durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande du ministère ou de l'organisme :	29
■ liste et coût ;	
■ copie des soumissions ;	
■ copie des études.	

- 7- Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999 en indiquant :32
- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?) ;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final) ;
 - le coût ;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
- 8- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1998, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.44
- 9- Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :48
- la photocopie ;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie ;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation ;
 - les téléavertisseurs ;
 - le mobilier de bureau ;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item) ;
 - distributeurs d'eau de source ;
 - le remboursement des frais de transport ;
 - le remboursement des frais d'hébergement ;
 - le remboursement des frais de repas ;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite ;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.
- 10-La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun :51
- la marque et le modèle du véhicule ;
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction ;
 - les coûts d'entretien des véhicules (essence, assurances, immatriculation) ;
 - appels d'offres faits en 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000 ;
 - spécifier la source de financement : fonds des équipements roulants ou autres.
- 11-Pour chacun des ministère et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1998-1999 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations ?53

- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle) ?
- 12-Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.55
- 13-Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués.....57
- 14-Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme.59
- 15- À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).....61
- Nombre total de jours de maladie pris par le personne ;
 - Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
 - Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- 16-Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :.....64
- Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
 - Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;
 - Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;

- Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;
- Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuels en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.

17-La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :70

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

18-Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :73

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

19-La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :75

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?) ;
- le mandat et le résultat du contrat ;
- la durée du contrat ;
- le coût du contrat ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

20-La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1998-1999 en indiquant :78

- la tarification pour chacun des droits et permis perçus ;
- le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés ;
- pour l'année 1999-2000, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

21-Liste du personnel du cabinet du ministre en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :80

- la date de l'entrée en fonction ;
 - la date du départ, s'il y a lieu ;
 - le titre de la fonction ;
 - l'adresse du port d'attache ;
 - la classification ;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
 - le montant total des indemnités de départ versées ;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
 - la description de tâches.
- Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1998-1999
- le nombre total d'employés au cabinet
- Liste des membres du personnel de cabinet du ministère qui, à un moment ou à un autre en 1997-1998, ont occupé des fonctions « d'agent de liaison » en incluant leur description de tâches et le lieu de leur affectation

22-Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :84

- la date de l'entrée en fonction ;
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés ;
- Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice financier 1998-1999.

■ Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

PAGE

23-Liste des sommes d'argent versées en 1998-1999 à même le budget discrétionnaire
du : a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :87

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés ;
- le montant attribué ;
- le projet visé et le résultat.

24-Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier
1998-1999.91

25-La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du
gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1998-1999 dans le
cadre des divers programmes à frais partagés ; pour chacun de ces
programmes, description sommaire du mode de subvention.94

26-Bilan 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000 des crédits alloués pour chacun des
ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action
gouvernemental visant le redressement de la métropole.96

27-Liste de projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi et leur état
d'avancement, notamment les sommes investies et les emplois créés.98

28-Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les
négociations dans la fonction publique, en indiquant :100

- la masse salariale prévue à cet effet ;
- le nombre de jours par employé prévus.

29-Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels,
fonctionnaires, etc.) en indiquant :102

- le poste initial ;
- le salaire ;
- le poste actuel, s'il y a lieu ;
- date de la mise en disponibilité.

30-Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : 104

- nom de la personne ;
- poste occupé ;
- salaire ;
- assignation initiale ;
- date de l'assignation hors structure ;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

31-La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres : 106

- assignation initiale ;
- assignation actuelle ;
- salaire.

32-La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère : 108

- assignation initiale ;
- assignation actuelle ;
- salaire.

33-Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied : 110

- salaire ;
- date du changement ;
- primes de séparation ;
- assignation initiale ;
- assignation actuelle.

34-Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit le commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : 112

- salaire de la personne ;

■ montant reçu du régime de retraite.

PAGE

35-Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....114

36-Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000 ?.....122

37-Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités de la Commission Poitras, de la Commission Nicolet, Solidarité rurale et de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :.....124

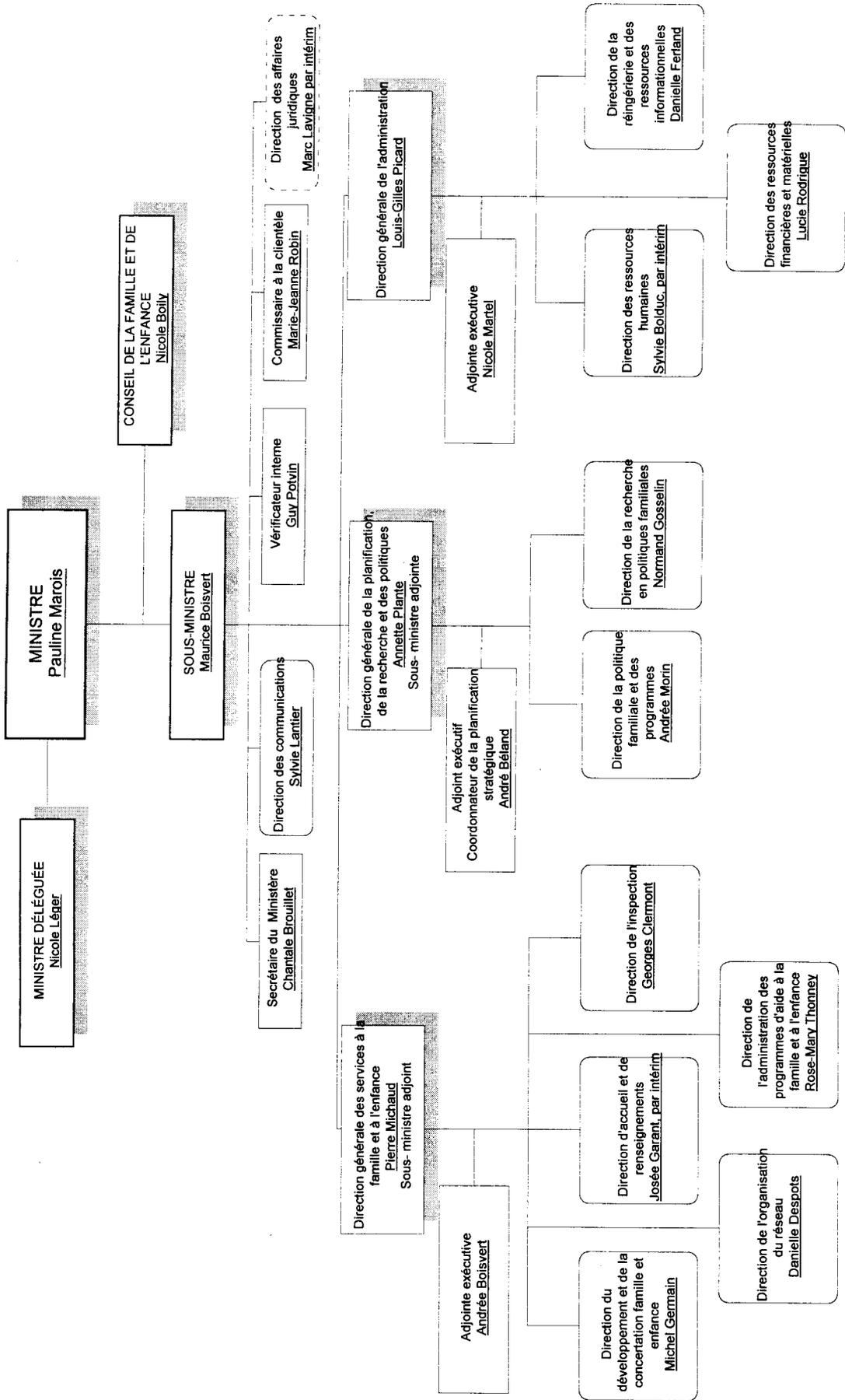
- le poste occupé ;
- le port d'attache ;
- le salaire ou honoraires ;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat ;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas ;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition ;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

38-Liste du personnel politique du cabinet ainsi que du personnel permanent contractuel ou occasionnel du ministère qui ont été contacté et ou rencontrés par la Commission d'accès à l'information et/ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre.....126

39-Quels sont les plans de régionalisation des services gouvernementaux pour chacun des ministères et organismes ?128

- 1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.**

TITRE 1 : ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE



TITRE 2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- Tirage ;
- Coût ;
- Distribution ;
- Imprimeur ;
- Copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1998.

TITRE 2 : LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME (INCLUANT LES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES)

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Brochure « <i>Être père, la belle aventure</i> » (réimpression)	15 000	7 690 \$	<i>Publication gratuite</i> Grand public	Bilodeau inc.
Brochure « <i>C'est à ton tour</i> » (questionnaire sur le partage des tâches) (réimpression)	15 000	6 085 \$	<i>Publication gratuite</i> Grand public	Bilodeau inc.
Brochure « <i>Choisir un service de garde</i> »	50 000	9 915 \$	<i>Publication gratuite</i> Grand public	Bowne de Montréal
Bulletin « <i>Bye-bye les microbes</i> »	9 500 x 3 numéros	3 650 \$	<i>Publication gratuite</i> Partenaires Services de garde	Reprotech
Brochure « <i>Centres de la petite enfance et autres services de garde</i> » (Répertoire 1998-1999)	50 000	34 447,50 \$	<i>Publication gratuite</i> Grand public	Imprimerie InterGlobe inc.
Brochure « <i>Aide financière pour les familles québécoises</i> »	20 000	7 385 \$	<i>Publication gratuite</i> Grand public	Imprimerie Gibraltar
Réimpression	10 000	4 400 \$		
Brochure « <i>Précautions universelles pour prévenir les maladies transmissibles par le sang</i> »	10 000	10 120 \$	<i>Publication gratuite</i> Ouvrage spécialisé destiné aux services de garde	Imprimerie Gibraltar
« <i>Guide à l'intention des conseils d'administration</i> »	10 000	6 439 \$	<i>Publication gratuite</i> Administrateurs des services de garde	Reprotech

TITRE 2 : LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME (INCLUANT LES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES)

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Dépliant « <i>La programmation architecturale</i> »		98 \$	<i>Publication gratuite</i> Service de garde	Reprotech
Dépliant « <i>La formation du personnel de garde</i> »	5 000	759,60 \$	<i>Publication gratuite</i> Grand public	Litho CP inc.
Réimpression	10 000	1 150 \$		
Feuillet sur l'allocation familiale et sur les services de garde à contribution réduite	625 000 (français) 155 000 (anglais)	7 894 \$	<i>Publication gratuite</i> Envoi postal auprès de 860 000 familles par la Régie des rentes du Québec, ainsi que distribution lors d'événements publics	Les entreprises Produlith inc.
Réimpression	48 000 (français) 12 000 (anglais)	1 795,40 \$		
Brochure « <i>Jouer, c'est magique - Tome 1</i> »	3 000 (imprimé en 1997-1999)	4 200 \$ (Publication subventionnée)	<i>Publication vendue</i> Services de garde	Publication du Québec
Brochure « <i>Jouer, c'est magique - Tome 2</i> »	1 500	17 955 \$ (Impression)	<i>Publication vendue</i> Services de garde	Publication du Québec
Brochure « <i>Programme éducatif pour les centres de la petite enfance</i> »	2 500 (imprimé en 97-98)	3 490 \$ (Publication subventionnée)	<i>Publication vendue</i> Services de garde	Publication du Québec
Rapport annuel 97-98	700	2 087,11 \$	<i>Publication vendue</i> Partenaires Grand public	Publication du Québec
Brochure « <i>Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde</i> »	200	2 707 \$	<i>Publication gratuite</i> Services de garde Partenaires Milieu de la recherche	Reprotech

TITRE 2 : LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME (INCLUANT LES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES)

Titre	Tirage	Coût	Distribution	Imprimeur
Petites affiches annonçant la contribution financière du ministère de la Famille et de l'Enfance à la création d'un centre de la petite enfance	1 100	1 497 \$	<i>Gratuit</i> Services de garde	Imprimerie A.D.V.
Feuillet « <i>Mon arbre généalogique</i> » dans le cadre de la Semaine Québécoise des familles	260 250	9 975 \$	<i>Publication gratuite</i> Écoles primaires	Bowne de Montréal
Brochure « <i>La politique familiale...un pas de plus vers l'épanouissement des familles et des enfants</i> »	15 000	15 000 \$	<i>Publication gratuite</i> Partenaires	Publication du Québec
Affiche « <i>La politique familiale québécoise, un pas de plus vers l'épanouissement des familles</i> »	20 000	8 070 \$	<i>Publication gratuite</i> Partenaires Grand public	Litho CP inc.

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1998:

- **endroit et dates du départ et du retour;**
- **but du voyage;**
- **personnes rencontrées;**
- **coût;**
- **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
- **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
- **bilan et résultat des rencontres.**

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DES SERVICES SOCIAUX

Lieu et date : Toronto, Ontario
Départ : le 4 mai 1998
Retour : le 5 mai 1998

Personnes rencontrées : Groupe de travail sur le Programme national d'action
pour les enfants

Coûts : 998,03 \$

Noms des participants : M. Gilles Meunier, analyste, ministère de la Famille et de
l'Enfance

Bilan et résultat des
rencontres : M. Meunier a représenté le Ministère à titre
d'observateur afin d'informer ce dernier de l'avancement
des travaux en cours de réalisation.

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

**SÉMINAIRE SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX EN MATIÈRE DE RÉFORME DES
SERVICES SOCIAUX**

Lieu et date : Vancouver, Victoria, Colombie Britannique
Départ : le 28 mai 1998
Retour : le 31 mai 1998

Personnes rencontrées : Sous-ministres provinciaux responsables des services
sociaux

Coûts : 1 794,16 \$

Noms des participants : M. Maurice Boisvert, Sous-ministre, ministère de la
Famille et de l'Enfance

Bilan et résultat des
rencontres : Forum de discussion à l'intention des sous-ministres
provinciaux responsables des services sociaux sous le
thème : «Les tendances en matière de réforme des
services sociaux»

Présentation de conférences par divers spécialistes sur
des sujets reliés au thème du Forum et échanges entre
les participants.

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

**FORUM SUR LES PRINCIPAUX ENJEUX EN MATIÈRE DE RÉFORME DES
SERVICES SOCIAUX**

Lieu et date :

Winnipeg, Manitoba
Départ le 22 septembre 1998
Retour : le 24 septembre 1998

Personnes rencontrées :

Sous-ministres provinciaux responsables des services
sociaux

Coûts :

1 976,78 \$

Noms des participants :

M. Maurice Boisvert, Sous-ministre, ministère de la
Famille et de l'Enfance
Mme Claire Robitaille, Secrétariat aux affaires
intergouvernementales canadiennes

Bilan et résultat des
rencontres :

Continuation du Forum de discussion à l'intention des
sous-ministres provinciaux responsables des services
sociaux

Présentation de conférences par divers spécialistes sur
des sujets reliés au thème du Forum et échanges entre
les participants

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

CONFÉRENCE DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DES SERVICES SOCIAUX

Lieu et date : Toronto, Ontario
Départ : le 28 septembre 1998
Retour : le 29 septembre 1998

Personnes rencontrées : Sous-ministres responsables des services sociaux des autres provinces et du gouvernement fédéral

Coûts : 2 298,03 \$ (pour le MFE)

Noms des participants : M. Maurice Boisvert, Sous-ministre, ministère de la Famille et de l'Enfance
Mme Andrée Morin, directrice de la politique familiale et des programmes, ministère de la Famille et de l'Enfance
Mme Geneviève LeBlanc, conseillère, ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Mme Claire Robitaille, conseillère, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

Bilan et résultat des rencontres Les sous-ministres ont passé en revue l'ensemble des sujets qui seront discutés à la réunion des ministres des Services sociaux essentiellement la Prestation nationale pour enfants et plus particulièrement de la phase II, le développement d'un cadre d'imputabilité concernant les services gouvernementaux s'adressant aux handicapés, l'élaboration d'un Agenda national pour enfants et l'état d'avancement des divers comités des Services Sociaux.

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

JOURNÉES EUROPÉENNES ORGANISÉES PAR L'ASSOCIATION NATIONALE DES PROFESSIONNELS ET ACTEURS DE L'ACTION SOCIALE ET SANITAIRE EN FAVEUR DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE (ANPASE) SUR LE THÈME «FAMILLES ET CULTURES - LE TRAVAIL AVEC LES FAMILLES, AVEC LES PARENTS»

Lieu et date : Aix-en-Provence, France
Départ : le 13 octobre 1998
Retour : le 25 octobre 1998

Personnes rencontrées : Hauts fonctionnaires français dont le Délégué interministériel à la famille
Chercheurs, professionnels de la santé et des services sociaux de divers pays européens

Coûts : L'ANPASE assumait la totalité des coûts de transports et de séjour de Mme Plante.

Noms des participants : Mme Annette Plante, sous-ministre adjointe aux politiques, aux programmes et à la gestion

Bilan et résultat des rencontres : Le Ministère était l'invité de l'ANPASE qui souhaitait être informée de la politique familiale du Québec. Mme Plante y a présenté une communication décrivant les mesures mises en place par le Québec pour soutenir les parents dans leurs responsabilités de voir au développement et à l'épanouissement des enfants.

Les échanges ont permis au Ministère de prendre connaissance des problématiques vécues dans différents pays d'Europe et des mesures adoptées ou envisagées pour y faire face. Cette participation devrait déboucher sur des échanges plus réguliers permettant aux différents gouvernements de bénéficier des expériences de chacun.

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

**RÉUNION FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DES SERVICES
SOCIAUX**

Lieu et date :	Toronto, Ontario Départ : le 27 octobre 1998 Retour : le 27 octobre 1998
Personnes rencontrées :	Ministres responsables des services sociaux des autres provinces et du gouvernement fédéral
Coûts :	472,25 \$ - pour le MFE (un avion nolisé du gouvernement a été utilisé pour ce transport)
Noms des participants :	Mme Pauline Marois, ministre de la Famille et de l'Enfance Mme Nicole Stafford, directrice de cabinet, ministère de l'Éducation Mme Marie-Claude Martel, directrice de cabinet, ministère de la Famille et de l'Enfance Maurice Boisvert, . Sous-ministre, ministère de la Famille et de l'Enfance Mme Andrée Morin, directrice de la politique familiale et des programmes, ministère de la Famille et de l'Enfance Mme Geneviève Leblanc, conseillère, ministère de l'Emploi et de la solidarité M. Clément Bourque, conseiller, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes M. Jean-Rock Pelletier, conseiller, ministère de la Santé et des Services sociaux
Bilan et résultat des rencontres :	Les ministres des Services Sociaux ont convenu du développement d'un cadre d'imputabilité concernant les interventions gouvernementales et services s'adressant aux personnes handicapées et approuvé la publication du document à " l'Unisson : une approche canadienne à l'égard des personnes handicapées". Les ministres ont par ailleurs été informés de l'état d'avancement des travaux visant l'élaboration d'un " Agenda national pour enfants". Concernant plus spécifiquement la Prestation nationale pour enfant, les ministres ont d'une part exprimé leur préférence quant à l'implantation de la phase II de la Prestation nationale pour enfants prévus pour 1999 et d'autre part convenu d'un mode d'évaluation du programme de la Prestation nationale. Enfin, les ministres ont passé en revue l'état d'avancement des travaux des divers comités des Services Sociaux.

**TITRE 3: LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS
LE 1^{ER} AVRIL 1998**

**RÉUNION DES HAUTS FONCTIONNAIRES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX**

Lieu et date : Victoria, Colombie Britannique
Départ : 21 novembre 1998
Retour : 25 novembre 1998

Personnes rencontrées : Sous-ministres provinciaux des autres provinces

Coûts : 2 153,53 \$

Noms des participants : M. Pierre Michaud, sous-ministre adjoint, ministère de la
Famille et de l'Enfance
Mme Andrée Morin, directrice de la politique familiale et
des programmes, ministère de la Famille et de l'Enfance

Bilan et résultat des
rencontres : Présentation par le Québec de sa politique familiale.

TITRE 4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels

- **Les sommes dépensées pour l'exercice financier 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000 ;**
- **La ventilation des dépenses par type de média ;**
- **Les noms des fournisseurs pour les articles promotionnels ;**
- **Le but visé par chaque dépense.**

TITRE 4 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

PLACEMENT PUBLICITAIRE - 1998-1999

Titre	But visé	Médias	Coût du placement
Inscription publicitaire <i>Mission du Ministère</i> Avril et septembre 1998	Informé sur la mission du Ministère et sa participation au Salon de la municipalité	Guide du Salon de la municipalité (Québec) et Répertoire des fournisseurs municipaux (Québec)	517,65 \$
Message - Cahier spécial de la Semaine québécoise des familles <i>Message de la Ministre</i> 28 avril 1998	Souligner le travail des organismes communautaires de la Mauricie à l'occasion de la Semaine québécoise des familles	La Gazette populaire de Trois-Rivières	186,35 \$
Message - Guide officiel du Salon Maternité, Paternité de Québec <i>Message de la Ministre</i> Mai 1998	Informé sur les nouvelles dispositions de la politique familiale et inviter la population à rencontrer les représentants du Ministère au Salon	Guide officiel du Salon Maternité Paternité de Québec	828,24 \$
Message - Album souvenir <i>Message de la Ministre</i> Mai 1998	Souligner le 15 ^e anniversaire du Mouvement Retrouvailles	Album souvenir du Mouvement Retrouvailles	517,65 \$
Message - Numéro spécial <i>Message de la Ministre</i> 24 mai 1998	Souligner le 20 ^e anniversaire du Regroupement des centres de la petite enfance de l'île de Montréal	Revue Zérosix	362,35 \$

TITRE 4 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Titre	But visé	Médias	Coût du placement
<p>Annonce publicitaire - <i>Les enfants au cœur de nos choix</i> Numéro spécial sur la Semaine des centres de la petite enfance 24 mai 1998</p>	<p>Informers sur la politique familiale</p>	<p>Le Réveil (Chicoutimi, Jonquière, La Baie)</p>	<p>236,05 \$</p>
<p>Campagne publicitaire de la rentrée <i>La politique familiale québécoise, un pas de plus vers l'épanouissement des familles</i> Annonces publicitaires De septembre 1998 à janvier 1999</p>	<p>Informers sur la politique familiale</p>	<p>Quotidiens (12) 2 parutions</p> <p>Hebdomadaires régionaux (55)</p> <p>Médias ethniques (7)</p> <p>Magazines (13)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Grandir avec Pomme d'Api • Programme de formation du Regroupement des CPE de l'île de Montréal • Magazine Recto Verso • L'Almanach du peuple 1999 • Magazine enfants Québec • Magazine Capital santé • Magazine L'Actualité • Magazine Femmes Plus • TV Hebdo et TV 7 jours • Magazine Coup de pouce • Magazine Châtelaine • Magazine Recto verso • La Gazette des femmes 	<p>26 714,28 \$</p> <p>11 646,80 \$</p> <p>2 430,21 \$</p> <p>1 540,00 \$</p> <p>362,35 \$</p> <p>2 277,65 \$</p> <p>1 708,24 \$</p> <p>5 975,00 \$</p> <p>3 168,00 \$</p> <p>10 797,60 \$</p> <p>4 413,20 \$</p> <p>8 140,00 \$</p> <p>8 439,20 \$</p> <p>9 543,60 \$</p> <p>2 029,17 \$</p> <p>1 760,00 \$</p>

TITRE 4 : LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Titre	But visé	Médias	Coût du placement
Annonce publicitaire - Numéro de la rentrée <i>Des services de garde éducatifs...</i> Août-septembre 1998	Informer sur les services de garde	Magazine enfants Québec	4 928,00 \$
Bandeau publicitaire sur un site internet De novembre 1998 à novembre 1999	Informer sur la politique familiale	Site Internet Petit monde	9 535,06 \$
Annonce publicitaire conjointe Salon de l'Éducation et de la Formation Octobre 1998	Annoncer la participation du Ministère au Salon de l'Éducation et de la Formation	Cahier spécial du Salon de l'Éducation et de la Formation	801,89 \$
Inscription publicitaire <i>La Mission du ministère de la Famille et de l'Enfance</i> Avril et septembre 1999	Informer sur la mission du ministère de la Famille et de l'Enfance	Guide du Salon de la municipalité (Montréal) et Répertoire des fournisseurs municipaux (Montréal)	500,00 \$
Message dans un répertoire <i>Message de la Ministre</i> Février 1999	Rendre hommage au Regroupement des camps familiaux	Répertoire 1999-2000 des camps familiaux	828,24 \$
Annonce publicitaire Numéro spécial <i>La politique familiale, un pas de plus vers l'épanouissement des familles</i> Mars 1999	Informer sur la politique familiale	Magazine Junior - Spécial bébé	1 200,00 \$

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

TITRE 5 : LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999 À LA DEMANDE DES MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT :

Il n'y a aucun sondage effectué durant l'exercice financier 1998-1999.

6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1998-1999 à la demande du ministère ou de l'organisme

TITRE 6 : LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME

Nom du contractant	Objet
BNQ Contrat négocié	Réalisation d'une étude de faisabilité «Normes concernant la fabrication, l'installation et l'entretien des appareils de jeux destinés aux centres de la petite enfance et autres services de garde.»
Fonds du Bureau de la Statistique du Québec <i>Contrat négocié</i>	Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde
Fonds du Bureau de la Statistique du Québec <i>Contrat négocié</i>	Produire un rapport d'analyse descriptive de l'enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde à partir des résultats actuellement disponibles.
Fonds du Bureau de la Statistique du Québec <i>Contrat négocié</i>	Établir le portrait statistique des familles et des enfants au Québec

7. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999 :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Adcom Québec <i>Contrat négocié</i>	Produire un matériel infographique et des acétates pour le Ministère.	1 622,05 \$
Alain, Sonia <i>Contrat négocié</i>	Réalisation d'une activité éducative, à partir de formes et de couleurs, dans le cadre du Salon des amis(es) lors de la journée des garderies du 8 avril 1998.	250,00 \$
Apostrophe <i>Contrat négocié</i>	Préparation des tableaux pour la brochure «Aide financière pour les familles québécoises».	337,50 \$
APG Solutions & Technologies inc. <i>Contrat négocié</i>	Expertise technique afin de corriger la plate-forme des serveurs bureautiques Windows NT. Quatre services devront faire l'objet d'optimisation. Également, obtention d'expertise conseil concernant l'évolution de son réseau.	9 980,00 \$
Ballons surprises J.R. inc. <i>Contrat négocié</i>	Réalisation d'une activité d'animation dans le cadre du Salon des amis(es) lors de la journée des garderies du 8 avril 1998.	1 763,00 \$
Baril, Suzanne <i>Contrat négocié</i>	Travaux de sténographie.	305,50 \$
Baril, Suzanne <i>Contrat négocié</i>	Travaux de sténographie.	3 767,75 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Bazinet Dubois Design Communication <i>Contrat négocié</i>	Production d'un scénario d'un vidéo pour le Ministère.	9 420,00 \$
Beaulieu, Marc <i>Contrat négocié</i>	Conception du rapport financier 98-99.	9 940,00 \$
Bégin et Associés <i>Contrat négocié</i>	Apporter les modifications nécessaires au site Internet du Ministère, convertir en HTML et déposer tout le document sur le site du Ministère du 1er septembre au 31 décembre 1998.	4 000,00 \$
Bégin et Associés <i>Contrat négocié</i>	Apporter les modifications nécessaires au site Internet du Ministère, convertir en HTML et déposer tout le document sur le site du Ministère du 1er avril au 31 août 1998.	6 000,00 \$
Boyer, Elise <i>Contrat négocié</i>	Traduire du français vers l'anglais et réviser les traductions de divers documents du Ministère.	9 950,00 \$
Cadorette, Normand <i>Contrat négocié</i>	Photographies pour le ministère de la Famille et de l'Enfance.	900,00 \$
Chiasson, Marie-Catherine <i>Contrat négocié</i>	Traduire du français vers l'anglais et réviser les traductions de divers documents du Ministère.	4 500,00 \$
Conseiller en gestion et informatique CGI Inc. <i>Contrat négocié</i>	Effectuer différentes tâches de support technique relativement aux applications du MFE.	9 900,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Clip inc. <i>Contrat négocié</i>	Faire quotidiennement, deux lectures du fil Telbec et identifier les coupures se rapportant aux sujets demandés par le Ministère.	4 999,00 \$
Communications Daz <i>Contrat négocié</i>	Élaboration et réalisation de travaux d'édition pour divers documents du Ministère.	9 990,00 \$
Communications DAZ <i>Soumission publique</i> <i>Plus bas soumissionnaire</i>	Travaux d'édition à réaliser en harmonie avec l'image corporative du Ministère.	19 650,00 \$
Communications C.J. Devirieux Inc. <i>Contrat négocié</i>	Séminaire de formation en communication, comprenant le volet «relation de presse» et le volet «prise de parole en public», de même qu'un séminaire d'une journée en "communication-média, technique d'entrevue et argumentaire pour les sous-ministres adjoints et les directeurs du Ministère	6 300,00 \$
Communications C.J. Devirieux Inc. <i>Contrat négocié</i>	Séminaire de formation en communication, comprenant le volet «relation de presse» et le volet «prise de parole en public», pour des professionnels du Ministère désignés comme porte-parole avec les médias.	2 600,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Connectalk <i>Contrat négocié</i>	Produire un document proposant une architecture technologique sécurisée pour les accès à l'Internet.	4 600,00 \$
Connectalk <i>Contrat négocié</i>	Former, superviser et conseiller le personnel technique du Ministère dans l'installation et la configuration des logiciels requis pour l'implantation de la première phase de la nouvelle architecture technologique sécurisée. De plus, un guide pour la configuration des postes de travail a été fourni.	5 399,00 \$
De la Chevrotière, Diane <i>Contrat négocié</i>	Assurer la rédaction finale, la coordination de la conception graphique et de la production de la Brochure sur l'aide financière.	9 950,00 \$
Robert Delisle <i>Contrat négocié</i>	Cueillette et analyse de données concernant les conditions de travail du personnel en service de garde de même que rédaction d'un rapport.	9 900,00 \$
Devant le jardin de Bertuch <i>Contrat négocié</i>	Réaliser la conception graphique de la couverture et des pages intérieures du répertoire 1998-1999 des centres de la petite enfance.	9 950,00 \$
Ducharme Perron, Communication Affaires Publiques <i>Contrat négocié</i>	Afin d'informer le Ministère sur la perception de sa clientèle quant aux nouvelles dispositions de la politique familiale, organiser quatre groupes de discussion formés de parents d'enfants âgés de 0 à 18 ans.	9 900,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Écho Sondage inc. <i>Contrat négocié</i>	Monter un programme informatique nécessaire à la collecte de l'ensemble des données des trois rapports d'activités de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1998 produits par les titulaires de permis de CPE, de garderies et d'agences.	4 900,00 \$
Film Production J G Inc. <i>Contrat négocié</i>	Travaux de production de vélox pour activité de publicité.	1 500,00 \$
Formules et systèmes Québec <i>Soumission publique</i>	Conception graphique, pelliculage et impression de 4 formulaires.	2 859,01 \$
Gariépy, Lisette <i>Contrat négocié</i>	Donner de la formation aux responsables de services de garde sur le rôle des responsables de services de garde, la santé et l'alimentation, le développement de l'enfant et le programme éducatif, formation prévue à l'article 45 du Règlement sur les centres de la petite enfance.	2 250,00 \$
Garon, Anne <i>Contrat négocié</i>	Validation des données des rapports d'activités 1997-1998 des titulaires de permis qui ont été traitées informatiquement par une firme. Rédaction d'un rapport de recherche portant sur la situation des services de garde au Québec en 1998.	9 990,00 \$
Gilbert, Hélène <i>Contrat négocié</i>	Consolider le secteur des relations de presse au sein de la Direction des communications.	15 142,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Girard, Ovilla <i>Contrat négocié</i>	Assurer un accompagnement dans la démarche de planification stratégique entamée par le ministère de la Famille et de l'Enfance. Offrir le support nécessaire au Ministère pour l'actualisation des étapes de la planification stratégique.	24 800,00 \$
Graphidée <i>Contrat négocié</i>	Production d'une brochure statistique sur la famille québécoise (projet conjoint du Conseil de la famille et de l'Enfance, du Bureau de la statistique du Québec et du ministère de la Famille et de l'Enfance).	9 500,00 \$
Groupe Gagné-Langevin <i>Contrat négocié</i>	Animer une demi journée d'une réunion sur la clientèle du Ministère.	750,00 \$
Groupe Progestic - conseillers en gestion et en informatique inc. <i>Contrat négocié</i>	Expertise conseil sur demande pour effectuer des travaux d'appoint importants autant sur les postes de travail que sur les serveurs bureautiques NT. De plus, lors de panne majeure des services bureautiques NT, obtention par le Ministère, à quelques heures d'avis, l'expertise technique requise pour corriger la situation.	9 900,00 \$
Guérin, Claude <i>Contrat négocié</i>	Conception graphique du guide à l'intention des conseils d'administration des centres de la petite enfance. Conception graphique et travail de pré-press pour le livre «Un portrait statistique des familles et des enfants au Québec». Conception graphique et mise en page de la couverture du dépliant «Les familles et les enfants au Québec».	9 262,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Guyline Bérubé Design <i>Contrat négocié</i>	Conception graphique de divers documents pour le Ministère.	9 950,00 \$
Javelot Design <i>Contrat négocié</i>	Conception pour divers documents traitant des services de garde à l'enfance.	9 990,00 \$
Lamarche, Pierre <i>Contrat négocié</i>	Conseiller les représentants du MFE sur la révision des subventions versées aux CPE en regard de la rémunération de leur personnel.	22 000,00 \$
La Mothe, Bernard <i>Contrat négocié</i>	Rédaction de divers documents incluant la rédaction d'une brochure destinée aux partenaires sur les nouvelles dispositions de la politique familiale.	9 990,00 \$
Larose, Andrée <i>Contrat négocié</i>	Participer aux travaux de révision du guide "Des enfants gardés ... en santé": en assistant à des rencontres de travail avec la responsable du dossier et un comité de travail consulté dans cette révision.	9 900,00 \$
Leclerc Senécal et Associés inc. <i>Contrat négocié</i>	Développer une formation «sur mesure» pour un sous-ministre adjoint en matière de relations de presse en situation de crise.	500,00 \$
Le Groupe SR enr. <i>Contrat négocié</i>	Saisir informatiquement, vérifier et traiter les données des questionnaires des rapports d'activités de l'exercice financier se terminant le 31 mars 1998 produits par les titulaires de permis.	3 600,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Le Marché de l'écriture <i>Contrat négocié</i>	Rédaction, révision linguistique, correction d'épreuves et traduction de divers documents.	5 000,00 \$
L.S. Design Inc. <i>Contrat négocié</i>	Conception graphique pour divers documents traitant des services de garde à l'enfance.	9 990,00 \$
Les Productions Donald Charest Inc. <i>Contrat négocié</i>	Tournage d'un vidéo.	9 979,00 \$
Les Productions du même nom Enr. <i>Contrat négocié</i>	Enregistrement d'une bande vidéo pour utilisation lors d'expositions. Copies (500) d'un vidéo pour les services de garde. Copies (6 000) cartons plastifiés à insérer dans la documentation du ministère pour promouvoir les téléphones et adresses utiles.	9 000,00 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i>	Développement de concept d'annonces et de panneaux publicitaires.	1 705,00 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i>	Développement de concept d'annonces et de panneaux publicitaires.	7 675,00 \$
Les Productions Trait d'Union <i>Contrat négocié</i>	Production de la version anglaise de la vidéo «La politique québécoise, un pas de plus vers l'épanouissement des familles».	9 835,45 \$
Noël, Francine <i>Contrat négocié</i>	Révision linguistique de divers documents rédigés au Ministère.	5 000,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Optimum Graphiques <i>Contrat négocié</i>	Concevoir et réaliser des panneaux de signalisation permanents pour le Ministère.	1 934,00 \$
Oracle <i>Contrat négocié</i> <i>fournisseur unique</i>	Formation Oracle et designer 2000, 40 jours de formation pour le personnel de la DRRI.	17 440,00 \$
Oracle Québec <i>Contrat négocié</i> <i>fournisseur unique</i>	Formation Oracle et designer 2000 pour le personnel de la DRRI.	2 180,00 \$
Paré, Ayotte, Gravel, Communication Visuelle <i>Contrat négocié</i>	Élaboration d'une norme graphique précisant les règles d'utilisation et les applications du logo et de sa signature.	6 500,00 \$
Parlimage <i>Contrat négocié</i>	Formation en technique d'accueil.	5 460,00 \$
Photo Synthèse <i>Contrat négocié</i>	Travaux de production de films pour activité de publicité.	1 500,00 \$
Prévost, Martine <i>Contrat négocié</i>	Support pour le développement d'application bureautique.	9 990,00 \$
Quantum <i>Contrat négocié</i>	Support à la gestion documentaire en restructurant le contenu de certains dossiers selon les normes définies par le Ministère.	9 999,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Ramacière, Anita <i>Contrat négocié</i>	Élaboration d'un plan d'organisation de la tournée de formation pour les CPE. Participation au développement des contenus et support pédagogique face aux chargés de projet. Animation de façon subsidiaire de certaines rencontres.	12 500,00 \$
Ramacière, Constance <i>Contrat négocié</i>	Dans le cadre d'une tournée de formation dans l'ensemble des régions du Québec, soutenir la Direction des communications dans l'organisation des éléments de cette tournée.	12 500,00 \$
RAP Communication Marketing Design <i>Appel d'offres sur invitation</i>	Créer, installer et entretenir un nouveau site internet.	16 850,00 \$
Réseau internet Québec inc. <i>Contrat négocié</i>	Hébergement du site Web du Ministère.	1 800,00 \$
Roger A. Plourde Communication Marketing <i>Contrat négocié</i>	Repérage des visiteurs et statistiques sur la circulation ; Accès contrôlé du moteur de recherche ; Accès au serveur virtuel ; Gestion du courrier électronique ; Auto-réponses ; Transmission sécuritaire (ssl).	1 950,00 \$
Samman, Aurore <i>Contrat négocié</i>	Produire une brochure sur les nouvelles dispositions de la politique familiale représentant un travail de synthèse du contenu ainsi que le suivi du travail d'impression.	9 925,00 \$
Secor <i>Contrat négocié</i>	Conception de la démarche de planification stratégique en lien avec l'approche client selon le modèle développé par SECOR. Cette démarche comprend deux volets, dans un	9 950,00 \$

TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998 AU 31 MARS 1999

Nom	Mandat	Coût
Spirale Graphiques <i>Contrat négocié</i>	premier temps, l'établissement d'un diagnostic avec définition des enjeux stratégiques, et dans un deuxième temps, la détermination des objectifs et des stratégies.	5 000,00 \$
Studio Autocomp <i>Contrat négocié</i>	Fabrication et impression d'une murale 4 panneaux, de panneaux d'extrémité fini bleu. Spectralite d'exposition pour le stand d'information portatif.	800,00 \$
Théberge, Véronique <i>Contrat négocié</i>	Assurer la conception graphique et la réalisation de six panneaux de signalisation portatifs permettant d'identifier les emplacements du Ministère lors d'activités publiques, notamment les conférences de presse.	9 995,00 \$

Élaborer de nouvelles maquettes pour la brochure «Portrait statistique des familles et des enfants au Québec». Proposer un concept pour le dépliant découplant de la brochure, en fournissant une maquette, en exécutant l'infographie, en fournissant le matériel graphique et en procédant aux ajustements demandés par le Ministère.

- 8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1998, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.**

TITRE 8 : LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998, ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL, LE MONTANT DU SURPLUS VERSÉ, LE MONTANT DU CONTRAT INITIAL, LES RAISONS DU DÉPASSEMENT ET LE NOM DE L'ENTREPRISE QUI A RÉALISÉ LE CONTRAT

Nom du contractant	Objet	Montant du contrat initial	Montant du surplus versé	Raison du dépassement
Les Productions du même nom Enr. <i>Contrat négocié</i>	Enregistrement d'une bande vidéo pour utilisation lors d'expositions. Copies (500) d'un vidéo pour les services de garde. Copies (6 000) cartons plastifiés à insérer dans la documentation du ministère pour promouvoir les téléphones et adresses utiles..	9 000,00 \$	243,60 \$	Le Ministère a demandé 150 copies de la version anglaise et l'impression de 5 000 feuillets cartonnés en français et 1 000 en anglais avec les coordonnées du Ministère pour remettre lors des visionnements du vidéo.
Ramacière, Anita <i>Contrat négocié</i>	Élaboration d'un plan d'organisation pour la tournée de formation pour les CPE. Participation au développement des contenus et support pédagogique face aux chargés de projet.	12 500,00 \$	1 920,00 \$	Développement d'une grille d'animation pour la <i>Table nationale de suivi de la politique familiale</i> et animation de cette rencontre.
Ramacière, Constance <i>Contrat négocié</i>	Dans le cadre d'une tournée de formation dans l'ensemble des régions du Québec, soutenir la	12 500,00 \$	4 373,94 \$	Le Ministère, lors de l'attribution du contrat, prévoyait la tenue de 16 séances de formation. Ce nombre est passé à 23. Le

TITRE 8 : LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998, ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL, LE MONTANT DU SURPLUS VERSÉ, LE MONTANT DU CONTRAT INITIAL, LES RAISONS DU DÉPASSEMENT ET LE NOM DE L'ENTREPRISE QUI A RÉALISÉ LE CONTRAT

Nom du contractant	Objet	Montant du contrat initial	Montant du surplus versé	Raison du dépassement
Bowne de Montréal <i>Soumission publique</i>	Direction des communications dans l'organisation des éléments de cette tournée	9 915,00 \$	206,00 \$	périmètre touché a été élargi afin de rencontrer également les régions plus éloignées. Les séjours étaient par conséquent plus longs et les frais de déplacement plus élevés.
Madame Hélène Gilbert <i>Contrat négocié</i>	Impression de 50 000 copies de la brochure « Choisir un service de garde » et préparation des films du programme éducatif.	15 142,00 \$	391,27 \$	Le coût des brochures et films a été sous-estimé.
	Consolider le secteur des relations de presse au sein de la Direction des communications, notamment en mettant en place des relations de presse efficaces qui tiennent compte des besoins du Ministère et ceux des médias et en assumant un rôle-conseil auprès de la directrice des communications.			Lors de la conclusion du contrat, les frais de déplacement et représentation de la personne ont été omis.

TITRE 8 : LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998, ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL, LE MONTANT DU SURPLUS VERSÉ, LE MONTANT DU CONTRAT INITIAL, LES RAISONS DU DÉPASSEMENT ET LE NOM DE L'ENTREPRISE QUI A RÉALISÉ LE CONTRAT

Nom du contractant	Objet	Montant du contrat initial	Montant du surplus versé	Raison du dépassement
Connectalk Contrat négocié	Former, superviser et conseiller le personnel technique du ministère dans l'installation et la configuration des logiciels requis pour l'implantation de la première phase de la nouvelle architecture technologique sécurisée. De plus, un guide pour la configuration des postes de travail devra être fourni.	5 399,00 \$	63,50 \$	Une demi-heure supplémentaire a été nécessaire pour terminer le mandat.
Paré, Ayotte, Gravel, Communication Visuelle Contrat négocié	Élaboration d'une norme graphique précisant les règles d'utilisation et les applications du logo et de sa signature.	6,500,00 \$	600,00 \$	La firme a produit quatre cahiers supplémentaires de déclinaison de couleurs de la norme graphique du Ministère afin d'offrir un choix plus varié dans l'utilisation de la signature corporative.

9. Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :

a) au Québec

b) à l'extérieur du Québec.

TITRE : 9 MONTANT POUR 1998-1999 DES DÉPENSES POUR PHOTOCOPIES, TÉLÉCOPIES, TÉLÉPHONIES CELLULAIRES, TÉLÉAVERTISSEURS, MOBILIER DE BUREAU, FOURNITURES, DISTRIBUTEURS D'EAU, REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS, LE RESSOURCEMENT OU LA PRÉPARATION À LA RETRAITE ET LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS.

9.1	LA PHOTOCOPIE		38 138,40 \$
9.2	LA TÉLÉCOPIE		16 931,82 \$
9.3	LA TÉLÉPHONIE CELLULAIRE		24 050,56 \$
9.4	LES TÉLÉAVERTISSEURS		7 633,26 \$
9.5	LE MOBILIER DE BUREAU		90 746,58 \$
9.6	LES FOURNITURES		
	Agendas	2 210,25 \$	
	Valises	1 403,81 \$	
	Dictionnaires	3 086,69 \$	
	Calculatrices	1 889,70 \$	
	Stylos ou crayons	3 255,73 \$	
	Boîtes de carton	225,00 \$	
9.7	DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		2 686,15 \$
9.8	LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT		218 043,09 \$
9.9	LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT		125 532,23 \$
9.10	LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS		62 766,11 \$

**TITRE 9 : MONTANT POUR 1998-1999 DES DÉPENSES POUR ...
PRÉPARATION À LA RETRAITE ET LA PARTICIPATION
À DES CONGRÈS ET SESSIONS DE TYPE
PERFECTIONNEMENT**

9.11 Préparation à la retraite

Aucune dépense n'a été effectuée pour 1998-1999 en raison de ressourcement ou préparation à la retraite.

9.12 L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :

a) au Québec

	Colloques ou Congrès	Perfectionnement et autres types
Dépenses	4 157,63 \$	106 404,16 \$

b) à l'extérieur du Québec

Aucune dépense n'a été effectuée à l'extérieur du Québec.

10. Liste de tous les véhicules fournis

TITRE 10 :LISTE DES VÉHICULES FOURNIS

Le ministère n'a possédé, ni loué de véhicule au cours du présent exercice financier et il n'y a aucune prévision pour ce type de dépenses pour 1999-2000.

11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1998-1999 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations ?

**TITRE 11 : COTISATIONS POUR DES CORPORATIONS
PROFESSIONNELLES 1998-1999**

Aucune cotisation ne fut payée en 1998-1999 par l'employeur.

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc. ...) pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

TITRE 12 : Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour 1998-1999

CATÉGORIES	FEMMES	HOMMES	TOTAL	FEMMES	PERSONNEL MOINS DE 30 ANS	PERSONNES HANDICAPÉES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
HAUTE DIRECTION	2	2	4	50%	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
CADRE	5	3	8	63%	0	1	0	0	0	0	0	0	0%
PROFESSIONNELLE	73	36	109	67%	0	3	1	1	0	0	0	3	3%
FONCTIONNAIRE	146	57	203	72%	14	2	0	0	0	0	0	8	4%
TOTAL	226	98	324	70%	14	6	1	0,3%	0	0	0	11	3%

Note: Les données qui concernent les personnes handicapées, anglophones, autochtones et les membres des communautés culturelles sont partielles étant donné qu'elles sont recueillies sur une base volontaire et que plusieurs personnes n'ont pas déclaré leur situation

Portrait du MFE au 26 février 1999

(Conseil de la famille et de l'enfance inclus)

Personnel régulier et occasionnel

13. Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc. ...). Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués.

TITRE 13 : Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec pour chaque catégorie d'emploi

	Nombre	% par rapport à l'effectif	Économies réalisées	Remplacements effectués
Cadres	0	0%	- \$	0
Professionnels	3	1%	186 764,00 \$	0
Fonctionnaires	2	1%	71 624,00 \$	0
Total	5	2%	258 388,00 \$	0

Ces départs ont eu lieu en 1997-1998.

14. Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été appelées pour chaque ministère et organisme.

**TITRE 14 : COMBIEN DE PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ DU
PROGRAMME DE DÉPART VOLONTAIRE ET ONT ÉTÉ
APPELÉES PAR LE MINISTÈRE**

Une personne a bénéficié du programme de départ volontaire et a été appelée par le Ministère de la Famille et de l'Enfance.

15. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque ministère ou organisme, et ce par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc. ...)

- **Nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;**
- **Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;**
- **Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

TITRE 15 : MALADIE ET VACANCES

A) C) Total des jours pris par le personnel en congé de maladie et vacances pour l'exercice 1998-1999

Congés	Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Maladie	Cadre supérieur	7,0	1,0	12,0	4,0	0,0	14,0	21,0	23,0	22,0	15,0	5,0	0,0	124,0
	Professionnel	74,0	51,5	40,0	22,0	62,5	59,0	46,0	54,0	65,5	73,0	25,0	23,0	595,5
	Personnel de bureau et technicien	183,0	166,0	239,5	185,5	177,5	225,5	215,5	235,0	176,5	181,5	71,0	25,0	2081,5
	Total	264,0	218,5	291,5	211,5	240,0	298,5	282,5	312,0	264,0	269,5	101,0	48,0	2801,0
Vacances	Cadre supérieur	5,5	4,5	26,0	60,0	52,0	19,0	13,0	2,0	9,0	0,0	11,5	0,0	202,5
	Professionnel	56,5	55,5	136,0	678,0	549,0	95,0	60,5	32,5	103,5	33,5	8,5	5,0	1813,5
	Personnel de bureau et technicien	94,5	86,0	210,5	807,0	911,5	254,0	99,5	55,0	287,5	152,0	17,5	0,0	2975,0
	Total	156,5	146,0	372,5	1545,0	1512,5	368,0	173,0	89,5	400,0	185,5	37,5	5,0	4991,0

(Conseil de la famille et de l'enfance inclus)

Données en date du 26 février 1999

TITRE 15 : HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Total des heures supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc. ...) pour l'exercice budgétaire 1998-1999

Catégorie de personnel	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
HEURES RÉALISÉES													
Professionnel	1 093,6	1 159,5	1 043,9	330,0	488,8	878,1	1 113,8	1 056,0	674,5	816,5	552,2	0,0	9 207,0 \$
Personnel de bureau et technicien	582,5	534,1	276,1	350,7	509,4	406,4	698,1	561,0	363,6	507,0	440,9	0,0	5 230,0 \$
Total	1 676,1	1 693,6	1 320,1	680,8	998,2	1 284,6	1 811,9	1 617,0	1 038,2	1 323,5	993,1	0,0	14 436,9 \$
COÛT TOTAL DES HEURES PAYÉES													
Professionnel	16 147,44	16 833,21	17 034,62	6 659,23	10 359,26	17 702,55	20 896,44	17 877,76	10 745,63	17 797,10	12 422,72	-	164 475,96 \$
Personnel de bureau et technicien	10 339,74	5 858,29	3 947,32	5 953,56	8 955,31	6 991,63	13 173,46	8 772,38	6 559,93	8 710,42	9 606,54	-	88 868,58 \$
Total	26 487,18	22 691,50	20 981,94	12 612,79	19 314,57	24 694,18	34 069,90	26 650,14	17 305,56	26 507,52	22 029,26	-	253 344,54 \$
COÛT TOTAL DES HEURES COMPENSÉES													
Professionnel	17 328,27	18 924,39	15 810,56	3 384,47	7 005,39	12 586,68	17 795,60	17 516,60	12 014,21	10 150,86	6 031,56	-	138 548,59 \$
Personnel de bureau et technicien	4 732,72	7 255,83	2 985,30	2 960,37	5 071,60	3 819,84	4 957,25	5 680,08	3 554,30	4 633,96	2 138,43	-	47 789,68 \$
Total	22 060,99	26 180,22	18 795,86	6 344,84	12 076,99	16 406,52	22 752,85	23 196,68	15 568,51	14 784,82	8 169,99	-	186 338,27 \$

(Conseil de la famille et de l'enfance inclus)

Données en date du 26 février 1999

16. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :

- **Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;**
- **Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;**
- **Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;**
- **Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;**
- **Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;**
- **Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles en indiquant la proportion de celles qui le sont depuis 5 ans.**

TITRE 16 : EFFECTIFS POUR 1998-1999

	Hors cadre et cadre supérieur		Professionnel		Technicien		Soutien		Total	
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl
a) Effectifs réguliers par catégorie d'emploi	6	7	17	77	3	65	6	48	32	197
b) Employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			1	4					1	4
c) Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie		1		3		1		1	0	6
d) Postes par catégorie d'emplois	5	10	27	87	4	84	6	57	42	238
e) Niveau des effectifs pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires										
f) Personnes occasionnelles		0	2	14	0	26	4	48	6	88
Personnes temporaires		0		3		4		0	0	7
Personnes contractuelles		0		0		0		0	0	0

TITRE 16 : EFFECTIFS POUR 1997-1998

	Hors cadre et cadre supérieur		Professionnel		Technicien		Soutien		Total	
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl
a) Effectifs réguliers par catégorie d'emploi	4	9	10	60	3	52	4	49	21	170
b) Employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir			7						7	
c) Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie			7				4		11	
d) Postes par catégorie d'emplois	4	11	15	81	4	76	4	70	27	238
e) Niveau des effectifs pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires										
f) Postes occasionnels		0		1				29	0	30
Postes temporaires		0		0				0	0	0
Postes contractuels		0		0				0	0	0

TITRE 16 : EFFECTIFS POUR 1996-1997

Le ministère de la Famille et de l'Enfance n'existait pas. Il a été créé le 1 juillet 1997.

TITRE 16 : EFFECTIFS POUR 1995-1996

Le ministère de la Famille et de l'Enfance n'existait pas. Il a été créé le 1 juillet 1997.

TITRE 16 : EFFECTIFS POUR 1994-1995

Le ministère de la Famille et de l'Enfance n'existait pas. Il a été créé le 1 juillet 1997.

17. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

TITRE 17 : LA LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ

17.1 Du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999

Emplacement de la location :		600, rue Fullum, Montréal
Superficie du local loué:	bureau :	4 539,99 mètres carrés
	entrepôt :	1 084,85 mètres carrés
Superficie réellement occupée :		5 624,84 mètres carrés
Superficie inoccupée :		Aucune superficie inoccupée
Coût de location au mètre carré :	bureau :	234,74 \$
	entrepôt :	28,72 \$
Coût total de ladite location		1 187 665,92 \$ pour 12 mois incluant les frais d'administration de la SIQ
Coût d'aménagement réalisé en 1998-1999 la nature des travaux et le ou les bureaux visés :		Aucun aménagement réalisé
Durée du bail :		Aucune date d'expiration

17.2 Du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999

Emplacement de la location :		100, rue Notre-Dame Est, Montréal
Superficie du local loué:	bureau :	1 420,19 mètres carrés
	entrepôt :	Aucune superficie
Superficie réellement occupée :		1 420,19 mètres carrés
Superficie inoccupée :		Aucune superficie inoccupée
Coût de location au mètre carré :	bureau :	183,13 \$
	entrepôt :	Aucun coût
Coût total de ladite location		276 672,48 \$ pour 12 mois incluant les frais d'administration de la SIQ
Coût d'aménagement réalisé en 1998-1999 la nature des travaux et le ou les bureaux visés :		Aucun aménagement réalisé
Durée du bail :		Aucune date d'expiration

TITRE 17 : LA LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ

17.3. Du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999

Emplacement de la location :		1050, des Parlementaires, Québec
Superficie du local loué:	bureau :	1 465,84 mètres carrés
	entrepôt :	Aucune superficie
Superficie réellement occupée :		1 465,84 mètres carrés
Superficie inoccupée :		Aucune superficie inoccupée
Coût de location au mètre carré :	bureau :	224,43 \$
	entrepôt :	Aucun coût
Coût total de ladite location		395 827,44 \$ pour 12 mois incluant les frais d'administration de la SIQ ainsi que les frais d'aménagement réalisé en 1997- 1998.
Coût d'aménagement réalisé en 1998-1999 la nature des travaux et le ou les bureaux visés :		Aucun aménagement réalisé
Durée du bail :		Aucune date d'expiration

17.4 Du 1^{er} octobre 1998 au 31 mars 1999

Emplacement de la location :		12060 Sherbrooke Est, local 100 Montréal
Superficie du local loué:	bureau :	102.19 mètres carrés
	entrepôt :	Aucune superficie
Superficie réellement occupée :		102.19 mètres carrés
Superficie inoccupée :		Aucune superficie inoccupée
Coût de location au mètre carré :	bureau :	120,41 \$
	entrepôt :	Aucun coût
Coût total de ladite location		6 544,86 \$ pour 6 mois incluant les frais d'administration de la SIQ
Coût d'aménagement réalisé en 1998-1999 la nature des travaux et le ou les bureaux visés :		Aucun aménagement réalisé
Durée du bail :		Aucune date d'expiration

18. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1998-1999 qui louent des espaces.

TITRE 18 : MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES EN 1998-1999 QUI LOUENT DES ESPACES

FOURNISSEUR OU INDIVIDU OU AUTRE	OBJET DU CONTRAT	MONTANT INITIAL SUPPLÉMENT TOTAL RÉEL
Entrepôt idéal inc. Sina 0565 2961	Entreposage de dossiers 101 boîtes	285,64

TITRE 19. Liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- **Le nom de la firme ;**
- **Le mandat et le résultat du contrat ;**
- **La durée du contrat ;**
- **Le mode d'octroi du contrat..**

**TITRE 19 : LISTE DES CONTRATS, QUEL QUE SOIT LE MONTANT, ATTRIBUÉS
EN 1998-1999 SPÉCIFIQUEMENT À DES FIRMES DE
COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES**

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Clip inc. <i>Contrat négocié</i>	Lecture du fil de presse TELBEC deux fois par jour, identification des coupures touchant le Ministère et les éléments de la politique familiale et envoi au Ministère	4 999 \$
Communications DAZ <i>Appel d'offres (plus bas soumissionnaire conforme)</i>	Conception graphique, montage, rédaction, traduction et révision linguistique pour différents projets du Ministère	19 650 \$
Communications DAZ <i>Contrat négocié</i>	Services conseils professionnels dans l'élaboration et la réalisation de travaux d'édition et de promotion	9 990 \$
Graphidée <i>Contrat négocié</i>	Production de la brochure « <i>Portrait statistique des familles et des enfants du Québec</i> »	9 500 \$
Apostrophe <i>Contrat négocié</i>	Préparation des tableaux pour la brochure « <i>Aide financière pour les familles québécoises</i> »	337,50 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat 1997-1998 se poursuivant jusqu'au 30/06/98</i>	Conception d'annonces publicitaires et de panneaux d'information pour le stand du Ministère	1 705 \$
Les Productions Imprimatur <i>Contrat négocié</i>	Conception d'annonces publicitaires et de panneaux d'information pour le stand du Ministère	7 675 \$
RAP Communication Marketing Design <i>Appel d'offres</i>	Création, installation et entretien du nouveau site internet du Ministère	16 850 \$
Bégin et associés <i>Contrat négocié commençant le 1^{er} avril 1998 et se terminant le 31/08/98</i>	Réalisation des modifications nécessaires au site internet du Ministère, conversion des documents en HTML et dépôt dans le site	6 000 \$
Bégin et associés <i>Contrat négocié commençant le 01/09/98 et se terminant le 31/12/98</i>	Réalisation des modifications nécessaires au site internet du Ministère, conversion des documents en HTML et dépôt dans le site	4 000 \$

**TITRE 19 : LISTE DES CONTRATS, QUEL QUE SOIT LE MONTANT, ATTRIBUÉS
EN 1998-1999 SPÉCIFIQUEMENT À DES FIRMES DE
COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES**

Nom de la firme	Objet du contrat	Montant du contrat
Réseau Internet Québec inc. <i>Contrat négocié couvrant deux années financières et ayant pris fin le 22/01/99</i>	Hébergement du site Web du ministère de la Famille et de l'Enfance	1 800 \$
Roger A. Plourde Communication Marketing <i>Contrat négocié d'une durée d'un an</i>	Hébergement et installation du site Web du ministère de la Famille et de l'Enfance	1 950 \$
Javelot Design <i>Contrat négocié</i>	Conception graphique de divers documents et matériel tel que panneaux pour annoncer l'ouverture de centres de la petite enfance	9 990 \$
Paré, Ayotte, Gravel Communication visuelle <i>Contrat négocié</i>	Élaboration d'une norme graphique pour le Ministère, en précisant les règles d'utilisation de la signature graphique du Ministère	6 500 \$ + 600 \$ (dépassement de contrat autorisé)
Devant le Jardin de Bertuch <i>Extension de la durée du contrat négocié en 1998</i>	Conception graphique, montage, mise en page et correction des épreuves de la brochure « <i>Centres de la petite enfance et autres services de garde</i> » (Répertoire 1998-1999) et autres documents	9 950 \$ (montant du contrat initial)
L.S. Design <i>Contrat négocié</i>	Conception graphique de divers documents du Ministère	9 990 \$
Guylaine Bérubé Design <i>Contrat négocié</i>	Conception graphique de divers documents du Ministère	9 950 \$
Ducharme Perron Communication Affaires Publiques <i>Contrat négocié</i>	Organisation de groupes de discussion sur les nouvelles dispositions de la politique familiale, analyse des résultats et dépôt d'un rapport au Ministère	9 900 \$
Le Marché de l'Écriture inc. <i>Contrat négocié</i>	Rédaction, révision linguistique, traduction et correction d'épreuves de divers documents produits par le Ministère	5 000 \$

20. Liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1998-1999

**TITRE 20 : LISTE DES TARIFS (DROITS ET PERMIS) EN VIGUEUR
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-1999**

A) Tarification des droits et permis

Non pertinent à l'étude des crédits car il s'agit d'un revenu et non d'une dépense.

B) Revenu perçus des droits et permis en 1998-1999

Non pertinent à l'étude des crédits car il s'agit d'un revenu et non d'une dépense.

C) Prévisions des revenus des droits et permis pour 1999-2000

Non pertinent à l'étude des crédits car il s'agit d'un revenu et non d'une dépense.

21. Liste du personnel du cabinet de la ministre en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction ;
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés ;
- le montant total des indemnités de départ versées ;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève ;
- la description de tâches.

Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1998-1999.

Le nombre total d'employés au cabinet

Liste des membres du personnel de cabinet du ministère, qui a un moment ou à un autre en 1998-1999, ont occupé des fonctions « d'agent de liaison » en incluant leur description de tâches et le lieu de leur affectation.

**TITRE 21 : PERSONNEL DE CABINET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE NICOLE LÉGER
EN POSTE DU 1998-09-25 AU 1999-03-12
MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE**

Nom	Prénom	Corps d'emploi	Classification	Entrée en fonction	Salaire annuel	Adresse de travail	Salaires ou honoraires au 10 mars 1999 inclusivement
Amoroza	Michelle	934	Attachée politique	1999/03/08	30 000,00 \$	Montréal	345,03 \$
Charbonneau	Sylvie	934	Attachée politique	1999/01/11	60 000,00 \$	Montréal	9 887,85 \$
Chartier	Patrick	934	Attachée politique	1998/09/25	63 000,00 \$	Montréal	28 738,50 \$
Claveau	François	934	Attachée politique	1998/09/25	38 000,00 \$	Montréal	17 334,73 \$
Crépin	Doris	935	Employée de soutien	1998/09/28	35 000,00 \$	Québec	15 826,16 \$
Gilbert	Patrick	934	Attachée politique	1998/10/12	35 000,00 \$	Québec	14 514,46 \$
Girard	Liliane	935	Employée de soutien	1998/09/25	26 000,00 \$	Montréal	11 861,92 \$
Martel	Marie-Claude	933	Chef de cabinet	1998/09/28	84 000,00 \$	Montréal	37 987,74 \$
Perreault	Stéphane	934	Attachée politique	1999/02/08	48 000,00 \$	Montréal	4 231,08 \$
Pouliot	Nathalie	935	Employée de soutien	1998/09/25	35 000,00 \$	Québec	15 960,28 \$
Rochon	Karine	935	Employée de soutien	1998/10/05	24 000,00 \$	Montréal	10 393,74 \$
Total :							167 081,49 \$

Nombre d'employées et d'employés: 11 personnes

**TITRE 21 : PERSONNEL DE CABINET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE NICOLE LÉGER
 QUI ONT QUITTÉ ENTRE LE 1998-09-25 AU 1999-03-12
 MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE**

Nom	Prénom	Salaires ou honoraires au 10 mars 1999 inclusivement	Corps d'emploi	Classification	Date de fin d'emploi	Indemnité de départ	Entrée en fonction au Cabinet de Mme Léger	Traitement annuel	Port d'attache
Bossé	Nancy	1 625,00 \$		Contractuelle	1998/11/20		1998/10/19		Montréal
Chantal	Claude	1 625,00 \$		Contractuel	1998/11/20		1998/10/19		Montréal
Gignac	Hélène	17 148,93 \$	934	Attachée politique	1999/02/05	612,50 \$	1998/10/16	35 000,00 \$	Québec
Lévesque	Lucille	1 625,00 \$		Contractuelle	1998/11/20		1998/10/19		Québec
Ménard	Luc	13 858,32 \$	934	Attaché politique	1999/02/16		1998/10/05	32 000,00 \$	Montréal
Savard	Nathalie	9 077,15 \$		Contractuelle	1998/12/31		1998/10/12		Québec

Total 44 959,40 \$

612,50 \$

Total versé en salaire: 31 007,25 \$

Nombre de personnes: 6 personnes

Total versé en honoraire: 13 952,15 \$

Total versé en indemnité: 612,50 \$

**TITRE 21 : PERSONNEL DE CABINET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE
NICOLE LÉGER QUI , À UN MOMENT OU À UN AUTRE EN 1997-
1998, ONT OCCUPÉ DES FONCTIONS « D'AGENT DE LIAISON »
MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE**

Aucun membre du personnel du cabinet de la ministre déléguée Nicole Léger n'a occupé une fonction d'agente ou d'agent de liaison.

22. Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1998-1999 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction
- la date du départ, s'il y a lieu ;
- le titre de la fonction ;
- l'adresse du port d'attache ;
- la classification ;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés ;

- Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1998-1999.

- Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

**TITRE 22 : LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE EN 1998-1999
MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE**

Le salaire du personnel non-cadre n'est pas public en vertu du dernier alinéa de l'article 57 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et de la protection des renseignements personnels. Toutefois, le salaire des cadres pourra être fourni sur demande.

Nom	Prénom	Date d'entrée en fonction	Titre de la fonction	Port d'attache	Classification
Bernier	Marie-Claude	1998/10/09	Agente de secrétariat	Québec	221-10
Boisvert	Maurice	1998/04/14	Sous-ministre	Montréal	617-00
Brouillet	Chantale	1998/08/10	Secrétaire du ministère	Québec	105-00
Frenette	Liette	1997/07/01	Agente de secrétariat	Montréal	221-10
Harton	Jacinthe C.	1997/07/01	Secrétaire principale	Québec	297-05
Larente	Line	1997/07/01	Technicienne en administration	Montréal	264-10
Mercier	Ginette	1997/07/01	Secrétaire principale	Montréal	297-05
Potvin	Guy	1997/07/01	Vérificateur interne	Montréal	108-00
Robin	Marie-Jeanne	1997/07/01	Commissaire à la clientèle	Montréal	105-00
Sanfaçon	Marie	1999/02/15	Agente de secrétariat	Québec	221-10
Vallières	Lucie	1998/10/13	Agente de secrétariat	Québec	221-10

Montant total des salaires et honoraires versés:

519 717,54 \$

Le ministère a été créé le 1er juillet 1997. La suite sous-ministérielle a donc débuté ses activités à cette date.

**TITRE 22 : LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE QUI ONT QUITTÉ
DU 1^{ER} AVRIL 1998 AU 12 MARS 1999
MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE**

Nom	Prénom	Date d'entrée en fonction	Date de départ	Titre de la fonction	Port d'attache	Classification
Boisvert	Andrée	1998/08/03	1998/12/23	Adjointe exécutive et relation avec les médias	Montréal	111-00
Charbonneau	Sylvie	1997/07/01	1999/01/08	Adjointe exécutive et relation avec les médias	Montréal	104-00
Lévesque	Suzanne	1998/04/14	1998/06/02	Chargée de projet	Montréal	619-00
Rodrigue	Andrée	1998/06/22	1998/11/23	Agente de secrétariat	Montréal	221-10

Montant total des salaires et honoraires versés

62 602,84 \$

Le ministère a été créé le 1er juillet 1997. La suite sous-ministérielle a donc débuté ses activités à cette date.

**23. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 1998-1999 À
MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE**

A) DE LA MINISTRE ET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE

**TITRE 23 : LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 1998-1999 À MÊME LE BUDGET
DISCRÉTIONNAIRE
A) DE LA MINISTRE ET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE**

NOM DE L'ORGANISME	PROJET VISÉ	MONTANT ATTRIBUÉ \$
Familis	Conférence internationale sur "Les familles et la mondialisation"	5 000
Association pour la santé publique du Québec	Prix MATERNA (distinction - qualité des soins et services de périnatalité)	3 000
Le Mitoyen Services aux familles	Activités auprès des familles en situation de crise	500
Maternaide du Québec	Activités d'éducation en matière de santé familiale	500
Carrefour Jeunesse-Emploi Ahuntsic Bordeaux Cartierville	Étude des besoins de garde - femmes chefs de famille monoparentale désirant réintégrer le marché du travail	2 000
La Petite Maison de Pointe-Calumet	Promotion de l'exposition "Dessine-moi un papa"	500
Regroupement pour la valorisation de la paternité	Événements valorisation de la paternité (H.-Maisonneuve et Centre-Sud)	500
Association Lien Pères Enfants de Québec, inc.	Aide aux pères lors de l'éclatement des familles	500
Féd. des ass. familles monoparentales et recomposées Qc.	Publication du "Bulletin de liaison"	500
Groupe de Jeunes Mères de Pointe St-Charles inc.	Prog. de marrainage de jeunes mères / anciens membres plus âgés	500
Maison de la famille de Québec	Activités d'écoute et d'entraide - pers. démunies de la région de Québec	350
La Corporation de l'Étincelle	Activités auprès des pers. défavorisées économiquement et socialement	500
Maison des familles de La Mitis	Prév. des abus et négligences et promotion d'attitudes éducatives...	500
Maison de la famille de St-François	Ateliers parents/enfants pour favoriser relations et prévenir problèmes d'adaptation	2 500
Association pour la santé publique du Québec	Production du journal d'informations périnatales "Périscoop"	1 500
Féd. québ. des centres communautaires de loisirs inc.	Activités de garde estivale des centres communautaires de loisir	25 000
Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF)	Activités de coordination et de secrétariat	3 000
La Maison magique du Cap	Activités auprès des enfants de 4 à 11 ans - quartier habité par des familles à faible revenu	500
Carrefour Mousseau	Coordination des activités et services auprès d'une clientèle défavorisée	5 000
CPE Pignons sur Rue	Équipement informatique	1 000
CPE La Déboulade	Équipement informatique	1 000
ADISEP Drummond inc.	Activités auprès des familles mono., recomposées, pers. divorcées ...	250
Groupe Les Relevailles	Soutien aux parents d'enfants de 0 à 5 ans	500
L'Horizon, Familles monoparentales de Sainte-Ursule	Aide aux personnes seules et chefs de famille	250

**TITRE 23 : LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 1998-1999 À MÊME LE BUDGET
DISCRÉTIONNAIRE
A) DE LA MINISTRE ET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE**

NOM DE L'ORGANISME	PROJET VISÉ	MONTANT ATTRIBUÉ \$
Carrefour Action municipale et familles	Organisation du 10e Colloque sur l'action municipale et les familles	3 000
La Maison de la famille d'Amos inc.	Action préventive auprès des jeunes familles de leur M.R.C.	2 500
Comité de la Semaine québécoise des familles inc.	Semaine québécoise des familles - édition 1999	10 000
Défis en Fête	9e édition de Défis en fête (fête familiale)	500
La Joujoutheque Hochelega-Maison neuve	Activités récréatives au Camp Brico-Nature	2 000
Regroupement "Entre Mamans" inc.	Activités et réaménagement des locaux	1 000
Concertation Jeunesse Hochelega-Maison neuve	Projet de carte-ressources pour les familles de leur quartier	1 000
La Maison des Grands-Parents de Sherbrooke	Projets intergénérationnels	1 000
Fédération des unions de familles	4e Colloque de formation panquébécois	1 000
Ass. de Spina-Bifida & d'Hydrocéphalie, région Mtl...	Campagne de financement 1998-1999	500
Fondation des arts et métiers d'art du Québec	Parrainage d'une œuvre d'art dans une résidence pour mères en difficulté	240
Familis	Projet "Recherche, dév. et info" (RDI) - faire connaître à travers le monde les politiques familiales du Québec	15 000
Retrouvailles internationales	Soutien à l'implantation de l'organisme	1 000
La Maison ouverte de Québec inc.	Participation au Colloque international Francoise Dolto	1 000
Boursiers de la Fondation Jean-Charles Bonenfant	Stage - Connaissance des institutions parlementaires étrangères	400
L'Association G.R.A.N.D.	Soutien à la participation de grands-parents à titre de bénévoles	1 000
Les Matinées éducatives Maman et moi	Projet de halte garderie	500
Centre d'action bénévole Les Hauts-Bois inc.	Travaux de rénovation	500
Halte-Parents de la Vallée	Aménagement des locaux de l'organisme	500
Maison Élisabeth-Turgeon pour les familles	Service d'aide aux devoirs et aux leçons pour les enfants du primaire	500
La Joujoutheque du Haut-Richelieu	Continuité des services de prêts de jouets auprès des familles démunies	500
Fondation de la Visite	Soutien aux services offerts (prévention des abus et négligences envers les enfants)	500
Comité central de parents de la CSDM	Projet de concert intergénérationnel et familial (Semaine qcoise familles)	500
Regroupement inter-organismes pour une politique familiale...	Consolidation des salaires et des activités du Secrétariat	10 000
Centre d'éveil moteur Mallet	Prog. d'intervention auprès des enfants ayant des troubles de dév. ...	800
La Maison des familles de Mercier-Est	Prog. d'aide aux devoirs pour les enfants de 6 à 12 ans	1 000

**TITRE 23 : LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 1998-1999 À MÊME LE BUDGET
DISCRÉTIONNAIRE
A) DE LA MINISTRE ET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE**

NOM DE L'ORGANISME	PROJET VISÉ	MONTANT ATTRIBUÉ \$
Regroupement des CPE régions Québec et Chaudières...	Semaine des CPE du 16 au 22 mai 1999	1 000
Association pour la santé publique du Québec	Bilan critique sur l'évolution des pratiques périnatales (20 dern. années)	5 000
Carrefour Action municipale et familles	Organisation du 11e Colloque sur l'action municipale et les familles	7 000
Regroupement des Maisons de la Famille inc.	Soutien aux activités de l'organisme	1 000
Comité de la Semaine québécoise des familles inc.	Semaine québécoise des familles - édition 2000	12 000
Violence Info	Prévention et sensibilisation auprès de la population / violence conjugale	1 210
La Maison de la famille (Entraide Pont-Viau et Laval ...)	Projet de jardins communautaires - quartiers défavorisés	1 000
TOTAL :		140 000

24. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1998-1999

TITRE 24 LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS, PAR PROGRAMMES ET PAR ÉLÉMENTS, POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998- 1999:
--

Programme 1 Services à l'enfance et à la famille

Élément 1 - soutien financier aux centres de la petite enfance et autres services de garde

crédits comparatifs :	427 874,5 k \$
dépense probable :	<u>422 013,3 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	5 861,2 k \$

Élément 2 - administration et coordination

crédits comparatifs * :	26 540,0 k \$
dépense probable :	<u>23 679,3 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	2 860,7 k \$

Total du programme 1 : crédits périmés ou (dépassements)	8 721,9 k \$
--	--------------

Programme 2 - Prestations familiales

Élément 1 : allocation pour enfant

crédits comparatifs :	794 572,7 k \$
dépense probable :	796 700,0 k \$
crédits périmés ou (dépassements) :	(2 127,3 k \$)

Élément 2 : allocation pour enfant handicapé

crédits comparatifs :	37 000,0 k \$
dépense probable :	<u>34 800,0 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	2 200,0 k \$

Élément 3 : soutien administratif

crédits comparatifs **: :	10 338,0 k \$
dépense probable :	<u>10 545,7 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	(207,7 k \$)

Total du programme 2 : crédits périmés ou (dépassements)	(135,0 k \$)
--	--------------

TITRE 24 LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS, PAR PROGRAMMES ET PAR ÉLÉMENTS, POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998- 1999:
--

Programme 3 -

Élément 1 - Conseil de la famille et de l'enfance

crédits comparatifs ***:	699,2 k \$
dépense probable :	<u>776,2 k \$</u>
crédits périmés ou (dépassements) :	(77,0 k \$)
 Grand total pour le portefeuille : crédits périmés ou (dépassements) :	 8 509,9 k \$

* excluant le budget d'investissements (2920,0 k \$) et l'amortissement (184,7 k \$)

** excluant le budget d'investissements (89,3 k \$)

*** excluant le budget d'investissements (2,0 k \$)

25. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1998-1999 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

**TITRE 25 : LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES
AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT
REÇU) EN 1998-1999 DANS LE CADRE DES DIVERS
PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS; POUR CHACUN DE
CES PROGRAMMES, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE
DE SUBVENTION.**

Aucun transfert obtenu du gouvernement fédéral en 1998-1999 dans le cadre de programmes à frais partagés.

26. Bilan 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole.

TITRE 26 : BILAN 1998-1999 ET PRÉVISIONS POUR 1999-2000 DES CRÉDITS ALLOUÉS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS QUI PARTICIPENT AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE REDRESSEMENT DE LA MÉTROPOLE.

Le Ministère n'a pas participé au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole.

27. Liste des projets retenus à l'occasion du Sommet de l'économie de l'emploi et leur état d'avancement, notamment les sommes investies et les emplois créés.

**TITRE 27 LISTE DES PROJETS RETENUS À L'OCCASION DU
SOMMET DE L'ÉCONOMIE DE L'EMPLOI ET LEUR ÉTAT
D'AVANCEMENT, NOTAMMENT LES SOMMES INVESTIES
ET LES EMPLOI CRÉÉS**

L'information relative à cette question sera fournie par le Secrétariat du suivi du Sommet de l'économie de l'emploi.

28. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique

**TITRE 28 : PERSONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR LES
NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Aucun employé du ministère de la Famille et de l'Enfance n'a été libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique.

**29. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois
(cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)**

**TITRE 29 : PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE
D'EMPLOI**

Il n'y a aucun employé du ministère de la Famille et de l'Enfance en disponibilité.

30. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.

**TITRE 30 : PERSONNEL HORS STRUCTURE, QUI N'OCCUPE
AUCUN POSTE AU MFE ET QUI EST RÉMUNÉRÉ PAR
L'ORGANISME.**

Aucun employé rémunéré par le ministère de la Famille et de l'Enfance n'est hors structure et n'occupe aucun poste.

31. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres

**TITRE 31 : PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MFE ET AFFECTÉ À
DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON
GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

Aucun employé rémunéré par le ministère de la Famille et de l'Enfance n'est affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

32. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au Ministère

**TITRE 32 : PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES
PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES
ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE**

Aucun employé du ministère de la Famille et de l'Enfance n'est rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.

33. Démission, affectation ou mise à pied de cadres et hauts fonctionnaires

**TITRE 33 : DÉMISSION, AFFECTATION OU MISE À PIED DE CADRES
ET HAUTS FONCTIONNAIRES**

Aucun cadre n'a démissionné, n'a été réaffecté ou mis à pied au ministère de la Famille et de l'Enfance.

- 34. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers**

TITRE 34 : PERSONNEL RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION

Aucun employé ne reçoit une double rémunération.

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

MATÉRIEL INFORMATIQUE

MICRO-ORDINATEURS DE BUREAU ET PORTABLES

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-20	Bureau 486 DX 66	1995
MFE-31	Bureau 486 SX 25	1995
MFE-100	Bureau Pentium 100	1996
MFE-101	Bureau Pentium 100	1996
MFE-102	Bureau Pentium 100	1996
MFE-103	Bureau Pentium 100	1996
MFE-104	Bureau Pentium 100	1996
MFE-105	Bureau Pentium 100	1996
MFE-106	Bureau Pentium 100	1996
MFE-107	Bureau Pentium 100	1996
MFE-108	Bureau Pentium 100	1996
MFE-109	Bureau Pentium 100	1996
MFE-110	Bureau Pentium 100	1996
MFE-111	Bureau Pentium 100	1996
MFE-112	Bureau Pentium 100	1996
MFE-113	Bureau Pentium 100	1996
MFE-114	Bureau Pentium 100	1996
MFE-115	Bureau Pentium 100	1996
MFE-116	Bureau Pentium 100	1996
MFE-117	Bureau Pentium 100	1996
MFE-118	Bureau Pentium 100	1996
MFE-119	Bureau Pentium 100	1996
MFE-120	Bureau Pentium 100	1996
MFE-123	Bureau Pentium 100	1996
MFE-124	Bureau Pentium 100	1996
MFE-125	Bureau Pentium 100	1996
MFE-126	Bureau Pentium 100	1996
MFE-127	Bureau Pentium 100	1996
MFE-128	Bureau Pentium 100	1996
MFE-129	Bureau Pentium 100	1996
MFE-130	Bureau Pentium 120	1997
MFE-131	Bureau Pentium 120	1997
MFE-132	Bureau Pentium 120	1997
MFE-133	Bureau Pentium 120	1997
MFE-134	Bureau Pentium 120	1997
MFE-135	Bureau Pentium 120	1997
MFE-136	Bureau Pentium 120	1997
MFE-137	Bureau Pentium 120	1997
MFE-138	Bureau Pentium 120	1997
MFE-139	Bureau Pentium 120	1997
MFE-140	Bureau Pentium 120	1997
MFE-141	Bureau Pentium 120	1997
MFE-142	Bureau Pentium 120	1997
MFE-143	Bureau Pentium 120	1997
MFE-144	Bureau Pentium 120	1997
MFE-145	Bureau Pentium 120	1997
MFE-146	Bureau Pentium 120	1997

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-147	Bureau Pentium 120	1997
MFE-148	Bureau Pentium 120	1997
MFE-149	Bureau Pentium 120	1997
MFE-150	Bureau Pentium 166	1997
MFE-151	Bureau Pentium 166	1997
MFE-152	Bureau Pentium 166	1997
MFE-153	Bureau Pentium 166	1997
MFE-154	Bureau Pentium 166	1997
MFE-155	Bureau Pentium 166	1997
MFE-156	Bureau Pentium 166	1997
MFE-157	Bureau Pentium 166	1997
MFE-158	Bureau Pentium 166	1997
MFE-159	Bureau Pentium 120	1997
MFE-160	Bureau Pentium 120	1997
MFE-161	Bureau Pentium 120	1997
MFE-162	Bureau Pentium 120	1997
MFE-163	Bureau Pentium 120	1997
MFE-164	Bureau Pentium 120	1997
MFE-165	Bureau Pentium 120	1997
MFE-166	Bureau Pentium 120	1997
MFE-167	Bureau Pentium 120	1997
MFE-168	Bureau Pentium 120	1997
MFE-169	Bureau Pentium 120	1997
MFE-170	Bureau Pentium 120	1997
MFE-171	Bureau Pentium 120	1997
MFE-172	Bureau Pentium 120	1997
MFE-173	Bureau Pentium 120	1997
MFE-174	Bureau Pentium 120	1997
MFE-175	Bureau Pentium 120	1997
MFE-176	Bureau Pentium 120	1997
MFE-177	Bureau Pentium 120	1997
MFE-179	Bureau Pentium 120	1997
MFE-180	Bureau Pentium 120	1997
MFE-181	Bureau Pentium 120	1997
MFE-182	Bureau Pentium 120	1997
MFE-183	Bureau Pentium 120	1997
MFE-184	Bureau Pentium 120	1997
MFE-185	Bureau Pentium 120	1997
MFE-186	Bureau Pentium 120	1997
MFE-187	Bureau Pentium 120	1997
MFE-188	Bureau Pentium 120	1997
MFE-189	Bureau Pentium 120	1997
MFE-190	Bureau Pentium 120	1997
MFE-191	Bureau Pentium 120	1997
MFE-192	Bureau Pentium 120	1997
MFE-193	Bureau Pentium 120	1997
MFE-194	Bureau Pentium 120	1997

MATÉRIEL INFORMATIQUE

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-195	Portable Pentium 100	1996
MFE-196	Portable Pentium 100	1996
MFE-197	Portable Pentium 100	1996
MFE-198	Portable Pentium 100	1996
MFE-199	Portable Pentium 100	1996
MFE-200	Portable Pentium 100	1996
MFE-201	Portable Pentium 100	1996
MFE-202	Portable Pentium 100	1997
MFE-203	Portable Pentium 100	1997
MFE-204	Bureau Pentium 120	1997
MFE-205	Bureau Pentium 120	1997
MFE-206	Bureau Pentium 120	1997
MFE-207	Bureau Pentium 120	1997
MFE-208	Bureau Pentium 120	1997
MFE-209	Bureau Pentium 120	1997
MFE-210	Bureau Pentium 120	1997
MFE-211	Bureau Pentium 120	1997
MFE-212	Bureau Pentium 120	1997
MFE-213	Bureau Pentium 120	1997
MFE-214	Bureau Pentium 120	1997
MFE-215	Bureau Pentium 120	1997
MFE-216	Bureau Pentium 120	1997
MFE-217	Bureau Pentium 166	1997
MFE-218	Bureau Pentium 166	1997
MFE-219	Bureau Pentium 166	1997
MFE-220	Bureau Pentium 166	1997
MFE-221	Bureau Pentium 166	1997
MFE-222	Bureau Pentium 120	1997
MFE-223	Bureau Pentium 120	1997
MFE-224	Bureau Pentium 120	1997
MFE-225	Bureau Pentium 120	1997
MFE-226	Bureau Pentium 120	1997
MFE-227	Bureau Pentium 120	1997
MFE-228	Bureau Pentium 120	1997
MFE-229	Bureau Pentium 120	1997
MFE-230	Bureau Pentium 120	1997
MFE-231	Bureau Pentium 120	1997
MFE-232	Bureau Pentium 120	1997
MFE-233	Bureau Pentium 120	1997
MFE-234	Bureau Pentium 120	1997
MFE-235	Bureau Pentium 120	1997
MFE-236	Bureau Pentium 120	1997
MFE-237	Bureau Pentium 120	1997
MFE-238	Bureau Pentium 120	1997
MFE-239	Bureau Pentium 120	1997
MFE-240	Bureau Pentium 120	1997
MFE-241	Bureau Pentium 120	1997
MFE-242	Bureau Pentium 120	1997
MFE-243	Bureau Pentium 120	1997
MFE-244	Bureau Pentium 120	1997

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-245	Bureau Pentium 120	1997
MFE-246	Bureau Pentium 120	1997
MFE-247	Bureau Pentium 120	1997
MFE-248	Bureau Pentium 120	1997
MFE-249	Bureau Pentium 120	1997
MFE-250	Bureau Pentium 120	1997
MFE-251	Bureau Pentium 120	1997
MFE-252	Bureau Pentium 120	1997
MFE-253	Bureau Pentium 120	1997
MFE-254	Bureau Pentium 120	1997
MFE-255	Portable Pentium 120	1997
MFE-256	Portable Pentium 120	1997
MFE-257	Bureau 486 DX2-66	1995
MFE-258	Bureau Pentium 75	1996
MFE-259	Portable Pentium 120	1997
MFE-260	Portable Pentium 120	1997
MFE-261	Portable Pentium 120	1997
MFE-262	Portable Pentium 120	1997
MFE-263	Portable Pentium 120	1997
MFE-264	Portable Pentium 120	1997
MFE-265	Portable Pentium 120	1997
MFE-266	Portable Pentium 120	1997
MFE-267	Bureau Pentium 120	1996
MFE-268	Portable Pentium 120	1997
MFE-269	Portable Pentium 133	1997
MFE-270	Portable Pentium 133	1997
MFE-271	Portable Pentium 133	1997
MFE-272	Portable Pentium 133	1997
MFE-273	Portable Pentium 133	1997
MFE-274	Bureau Pentium 166	1997
MFE-275	Bureau Pentium 166	1997
MFE-276	Bureau Pentium 166	1997
MFE-277	Bureau Pentium 166	1997
MFE-278	Bureau Pentium 166	1997
MFE-279	Bureau Pentium 166	1997
MFE-280	Bureau Pentium 166	1997
MFE-281	Bureau Pentium 166	1997
MFE-282	Bureau Pentium 166	1997
MFE-283	Bureau Pentium 166	1997
MFE-284	Portable Pentium 133	1997
MFE-285	Portable Pentium 133	1997
MFE-286	Bureau Pentium 120	1997
MFE-287	Bureau Pentium 166	1997
MFE-288	Bureau Pentium 166	1997
MFE-289	Bureau Pentium 166	1997
MFE-290	Bureau Pentium 166	1997
MFE-291	Bureau Pentium 166	1997
MFE-292	Bureau Pentium 166	1997
MFE-293	Bureau Pentium 166	1997
MFE-294	Bureau Pentium 166	1997

MATÉRIEL INFORMATIQUE

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-295	Bureau Pentium 166	1997
MFE-296	Bureau Pentium 166	1997
MFE-297	Bureau Pentium 166	1997
MFE-298	Bureau Pentium 166	1997
MFE-299	Bureau Pentium 166	1997
MFE-300	Bureau Pentium 166	1997
MFE-301	Bureau Pentium 166	1997
MFE-302	Bureau Pentium 166	1997
MFE-303	Bureau Pentium 166	1997
MFE-304	Bureau Pentium 166	1997
MFE-305	Bureau Pentium 166	1997
MFE-306	Bureau Pentium 166	1997
MFE-307	Bureau Pentium 166	1997
MFE-308	Bureau Pentium 166	1997
MFE-309	Bureau Pentium 166	1997
MFE-310	Bureau Pentium 166	1997
MFE-311	Bureau Pentium 166	1997
MFE-312	Bureau Pentium 166	1997
MFE-313	Bureau Pentium 166	1997
MFE-314	Bureau Pentium 166	1997
MFE-315	Bureau Pentium 166	1997
MFE-316	Bureau Pentium 166	1997
MFE-317	Portable Pentium 166	1997
MFE-318	Portable Pentium 166	1997
MFE-319	Portable Pentium 166	1997
MFE-320	Portable Pentium 166	1997
MFE-321	Portable Pentium 166	1997
MFE-322	Bureau Pentium 166	1998
MFE-323	Bureau Pentium 166	1998
MFE-324	Bureau Pentium 166	1998
MFE-325	Bureau Pentium 166	1998
MFE-326	Bureau Pentium 166	1998
MFE-327	Bureau Pentium 166	1998
MFE-328	Bureau Pentium 166	1998
MFE-329	Bureau Pentium 166	1998
MFE-330	Bureau Pentium 166	1998
MFE-331	Bureau Pentium 166	1998
MFE-332	Bureau Pentium 166	1998
MFE-333	Bureau Pentium 166	1998
MFE-334	Bureau Pentium 166	1998
MFE-335	Bureau Pentium 166	1998
MFE-336	Bureau Pentium 166	1998
MFE-337	Bureau Pentium 166	1998
MFE-338	Bureau Pentium 166	1998
MFE-339	Bureau Pentium 166	1998
MFE-340	Bureau Pentium 166	1998
MFE-341	Bureau Pentium 166	1998
MFE-342	Bureau Pentium 166	1998
MFE-343	Bureau Pentium 166	1998
MFE-344	Bureau Pentium 166	1998

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-345	Bureau Pentium 166	1998
MFE-346	Bureau Pentium 166	1998
MFE-347	Bureau Pentium 166	1998
MFE-348	Bureau Pentium 166	1998
MFE-349	Bureau Pentium 166	1998
MFE-350	Bureau Pentium 166	1998
MFE-351	Bureau Pentium 166	1998
MFE-352	Bureau Pentium 166	1998
MFE-353	Bureau Pentium 166	1998
MFE-354	Bureau Pentium 166	1998
MFE-355	Bureau Pentium 166	1998
MFE-356	Bureau Pentium 166	1998
MFE-357	Bureau Pentium 166	1998
MFE-358	Bureau Pentium 166	1998
MFE-359	Bureau Pentium 166	1998
MFE-360	Bureau Pentium 166	1998
MFE-361	Bureau Pentium 166	1998
MFE-362	Portable Pentium 166	1998
MFE-363	Portable Pentium 166	1998
MFE-364	Bureau Pentium 166	1998
MFE-365	Bureau Pentium 166	1998
MFE-366	Bureau Pentium 166	1998
MFE-367	Bureau Pentium 166	1998
MFE-368	Bureau Pentium 166	1998
MFE-369	Bureau Pentium 166	1998
MFE-370	Bureau Pentium 166	1998
MFE-371	Bureau Pentium 166	1998
MFE-372	Bureau Pentium 166	1998
MFE-373	Bureau Pentium 166	1998
MFE-374	Bureau Pentium 166	1998
MFE-375	Bureau Pentium 166	1998
MFE-376	Bureau Pentium 166	1998
MFE-377	Bureau Pentium 166	1998
MFE-378	Bureau Pentium 166	1998
MFE-379	Bureau Pentium 166	1998
MFE-380	Bureau Pentium 166	1998
MFE-381	Bureau Pentium 166	1998
MFE-382	Bureau Pentium 166	1998
MFE-383	Bureau Pentium 166	1998
MFE-384	Bureau Pentium 166	1998
MFE-385	Bureau Pentium 166	1998
MFE-386	Bureau Pentium 166	1998
MFE-387	Bureau Pentium 166	1998
MFE-388	Bureau Pentium 166	1998
MFE-389	Bureau Pentium 166	1998
MFE-390	Bureau Pentium 166	1998
MFE-391	Bureau Pentium 166	1998
MFE-392	Bureau Pentium 166	1998
MFE-393	Bureau Pentium 166	1998
MFE-394	Bureau Pentium 166	1998

MATÉRIEL INFORMATIQUE

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-395	Bureau Pentium 166	1998
MFE-396	Bureau Pentium 166	1998
MFE-397	Bureau Pentium 166	1998
MFE-398	Bureau Pentium 166	1998
MFE-399	Bureau Pentium 166	1998
MFE-400	Bureau Pentium 166	1998
MFE-401	Bureau Pentium 166	1998
MFE-402	Bureau Pentium 166	1998
MFE-403	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-404	Bureau Pentium 166	1998
MFE-405	Bureau Pentium 166	1998
MFE-406	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-407	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-408	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-409	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-410	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-411	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-412	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-413	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-414	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-415	Bureau Pentium 120	1997
MFE-416	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-417	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-418	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-419	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-420	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-421	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-422	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-423	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-424	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-425	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-426	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-427	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-428	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-429	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-430	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-431	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-432	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-433	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-434	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-435	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-436	Portable Pentium II 233	1998
MFE-437	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-438	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-439	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-440	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-441	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-442	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-443	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-444	Bureau Pentium II 233	1998

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-445	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-446	Bureau Pentium II 233	1998
MFE-447	Portable Pentium II 233	1998
MFE-448	Portable Pentium II 233	1998
MFE-449	Portable Pentium II 233	1998
MFE-450	Portable Pentium II 233	1998
MFE-451	Portable Pentium II 233	1998
MFE-452	Portable Pentium II 233	1998
MFE-453	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-454	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-455	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-456	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-457	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-458	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-459	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-460	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-461	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-462	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-463	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-464	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-465	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-466	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-467	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-468	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-469	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-470	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-471	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-472	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-473	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-474	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-475	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-476	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-477	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-478	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-479	Bureau Pentium II 333	1998
MFE-480	Portable Pentium II 233	1999
MFE-481	Portable Pentium II 233	1999
MFE-482	Portable Pentium II 233	1999
MFE-483	Portable Pentium II 233	1999
MFE-484	Portable Pentium II 233	1999
MFE-485	Portable Pentium II 233	1999
MFE-486	Portable Pentium II 233	1999
MFE-487	Portable Pentium II 233	1999
MFE-488	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-489	Bureau 486 25 Mhz	1996
MFE-490	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-491	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-492	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-493	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-494	Bureau Pentium II 333	1999

MATÉRIEL INFORMATIQUE

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-495	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-496	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-497	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-498	Bureau Pentium II 333	1999
MFE-499	Bureau Pentium II 333	1999

# du Poste	Type / Processeur	Année d'acquisition
MFE-500	Portable Pentium II 233	1999
MFE-501	Portable Pentium II 233	1999
MFE-502	Portable Pentium II 333	1999
MFE-503	Portable Pentium II 266	1999

acquisition de micro-ordinateurs du 98/04/01 au 99/03/31 : 81 146 566 \$ Coût moyen : 1 809 \$

acquisition de portables du 98/04/01 au 99/03/31 : 19 76 569 \$ Coût moyen : 4 030 \$

TOTAL MICRO-ORDINATEURS : 350

TOTAL PORTABLES : 53

MATÉRIEL INFORMATIQUE

IMPRIMANTES RÉSEAU ET LOCAL

# du Poste	Modèle	Marque	Numéro	Année d'acquisition
EXO-HP4	Laser	HP	USBC123102	1995
IMPQ1009	Laser	Lexmark	11-35936	1997
IMPQ2009	Laser	Lexmark	11-35967	1997
IMPQ3009	Laser	Lexmark	11-35978	1997
LOCAL	Matricielle	IBM	11-D9199	1995
LOCAL	Matricielle	IBM	11-D9200	1995
EXO-HP2	Laser	HP	JPGL003624	1995
IMPQ1010	Laser	Lexmark	11-35903	1997
IMPQ1004	Laser	Lexmark	11-GKB56	1997
LOCAL	Laser	Epson	24C0033789	1994
IMPQ1005	Laser	Lexmark	11-HCC20	1997
IMPQ2005	Matricielle	Epson	24C0033786	1994
LOCAL	Laser	HP	3022J40272	1995
LOCAL	Laser	Xerox	601883	1993
LOCAL	Laser	IBM	11-C9259	1993
IMPQ1001	Laser	Lexmark	11-M5711	1997
IMPQ1012	Jet d'encre	HP	SG7AL1J0QZ	1998
IMPQ1013	Laser	Lexmark	11-PZ239	1998
IMPQ1006	Laser	Lexmark	11-HCB83	1998
LOCAL	Laser	Xerox	601874	1993
IMPQ1011	Laser	Lexmark	11-APL41	1999
LOCAL	Laser	IBM	11-C9281	1993
IMPQ1018	Laser	Lexmark	11-WG991	1998
IMPQ2018	Laser	IBM	11-C6211	1993
IMPQ1008	Laser	Lexmark	11-GKC54	1998
LOCAL	Matricielle	Fujitsu	MA125558	1993
LOCAL	Laser	Ogivar	13848499	1993
LOCAL	Matricielle	Fujitsu	48425	1993
LOCAL	Matricielle	Fujitsu	MA126591	1993
LOCAL	Laser	Brother	B91687294	1993
LOCAL	Matricielle	IBM	11-C6207	1995
LOCAL	Laser	Lexmark	11-14839	1998
LOCAL	Matricielle	Fujitsu	MA126567	1993
LOCAL	Laser	Brother	H91858140	1994
LOCAL	Laser	Brother	1385336	1994
LOCAL	Laser	HP	3022J47826	1994
IMPQ1007	Laser	Lexmark	11-GKC07	1998
LOCAL	Matricielle	Fujitsu	MA125576	1993
IMPQ1015	Laser	Lexmark	11-M5860	1998
IMPQ1002	Laser	Lexmark	11-M5861	1998
IMPQ1003	Laser	Lexmark	11-M5725	1998
IMPQ1014	Laser	Lexmark	11-XC344	1998
IMPQ1017	Laser	Lexmark	11-WG980	1998
IMPQ1105	Laser	Lexmark	11-M5712	1998
IMPQ1103	Laser	Lexmark	11-M5846	1998
IMPQ1104	Laser	Lexmark	11-M5715	1998
IMPQ1101	Laser	Lexmark	11-V4259	1998

MATÉRIEL INFORMATIQUE

# du Poste	Modèle	Marque	Numéro	Année d'acquisition
LOCAL	Matricielle	Fujitsu	MA029814	1993
LOCAL	Laser	Epson	634379	1993
IMPQ1102	Laser	HP	JPBF036991	1993
IMPQ1201	Laser	Lexmark	11-GKC39	1998
CAF08/famille	Laser	HP	JPBF036993	1995
IMPQ1202	Laser	Lexmark	11-HCC08	1998
LOCAL	Laser	HP	JPGL003605	1995

36. Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000?

TITRE 36 : QUEL EST L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE MISE À NIVEAU POUR CONTRER LES EFFETS DU BOGUE DE L'AN 2000?

À ce jour, la deuxième phase de cette opération soit la stratégie de conversion a été réalisée. Les trois autres phases consistant à la réalisation des travaux de conversion, des essais et à l'implantation des applications et de l'infrastructure technologique (celle-ci incluant l'étude de conformité des logiciels et du matériel) sont en cours. Étant donné l'urgence de l'opération, un contrat est en voie d'être octroyé pour finaliser ces étapes. Les systèmes informatiques sont prévus être conformes et certifiés à la fin de l'été 1999.

En regard de la problématique des immeubles, le ministère a mandaté la SIQ pour effectuer les opérations de vérification et de certification ainsi que pour effectuer les travaux d'ajustements requis autant pour l'immeuble situé au 600 Fullum, Montréal que pour celui situé au 1050 des Parlementaires à Québec, 7^e étage.

Par ailleurs, le Ministère est représenté sur l'équipe interministérielle en communication mise en place par la Régie des Rentes du Québec pour rassurer les citoyens, clientèles des ministères et organismes payeurs, sur les moyens pris afin qu'il n'y ait pas d'interruption dans les paiements des prestations dans le contexte du passage à l'an 2000.

37. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités de la Commission Poitras, de la Commission Nicolet, Solidarité rurale et de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales

**TITRE 37 : LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL
OU OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR
QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU
INDIRECTEMENT AUX ACTIVITÉS DE LA COMMISSION
POITRAS, DE LA COMMISSION NICOLET, SOLIDARITÉ
RURALE ET DE LA COMMISSION NATIONALE SUR LES
FINANCES ET LA FISCALITÉ LOCALES**

Aucun employé du ministère de la Famille et de l'Enfance n'a été libéré ou embauché.

38. Liste du personnel politique du cabinet ainsi que du personnel permanent contractuel ou occasionnel du ministère qui ont été contacté et ou rencontrés par la Commission d'accès à l'information et /ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre.

**TITRE 38 PERSONNEL POLITIQUE DU CABINET AINSI QUE DU
PERSONNEL PERMANENT CONTRACTUEL OU
OCCASIONNEL DU MINISTÈRE QUI ONT ÉTÉ CONTACTÉ
ET OU RENCONTRÉS PAR LA COMMISSION D'ACCÈS À
L'INFORMATION ET/OU SES ENQUÊTEURS DANS LE
CADRE DE L'ENQUÊTE SUR LA DIVULGATION DE
RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PAR LE CABINET DU
PREMIER MINISTRE.**

Aucune personne, ni au cabinet, ni au ministère n'a été contacté ou rencontré par la Commission d'accès à l'information et/ou ses enquêteurs dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de renseignements personnels par le cabinet du Premier ministre.

39. Quels sont les plans de régionalisation des services gouvernementaux pour chacun des ministères et organismes ?

TITRE 39 : QUELS SONT LES PLANS DE RÉGIONALISATION DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ?

Le Ministère de la Famille et de l'Enfance a entrepris à l'automne 1998 des travaux avec le ministère des Affaires municipales et de la Métropole, le ministère des Régions, le Secrétariat sur l'économie et l'emploi, l'Association des régions du Québec ainsi que le Chantier de l'économie sociale afin de permettre un développement harmonieux et efficace de ses places en services de garde éducatifs. Le MFE maintient donc son intention d'associer les conseils régionaux de développement (CRD) à la planification du développement des services de garde éducatifs sur tout le territoire du Québec. Des travaux ont cours afin de conclure avec les CRD des ententes spécifiques de collaboration, dans cette approche de régionalisation. Ce nouveau modèle de collaboration régionale permet d'envisager pour les prochaines années une implication plus grande des régions dans la mise en œuvre des services de garde éducatifs prévus à la politique familiale.

Conseil de la famille et de l'enfance

Renseignements généraux

Note : Le Conseil n'a complété que les fiches pertinentes à leur situation.

1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire	134
2- Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :.....	137
<ul style="list-style-type: none"> ■ tirage ; ■ coût ; ■ distribution ; ■ imprimeur ; ■ copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1998 	
3- Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 1998.	139
<ul style="list-style-type: none"> ■ endroit et dates du départ et du retour ; ■ but du voyage ; ■ personnes rencontrées ; ■ coût ; ■ noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre) ; ■ pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés ; ■ bilan et résultats des rencontres. 	
7- Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 1999 en indiquant :	143
<ul style="list-style-type: none"> ■ le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?) ; ■ le mandat et le résultat (rapport ou document final) ; ■ le coût ; ■ le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié). 	
9- Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :	146
<ul style="list-style-type: none"> ■ la photocopie ; ■ la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie ; ■ la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation ; ■ les téléavertisseurs ; ■ le mobilier de bureau ; ■ les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item) ; 	

- distributeurs d'eau de source ;
- le remboursement des frais de transport ;
- le remboursement des frais d'hébergement ;
- le remboursement des frais de repas ;
- le ressourcement ou préparation à la retraite ;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

12-Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc ...) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. 148

13-Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués..... 150

15- À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)..... 152

- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;
- Nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) ;
- Nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

16-Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 : 154

- Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir ;
- Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ;
- Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) ;
- Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires ;
- Nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuels en indiquant la proportion de ceux qui le sont depuis 5 ans.

17-La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : ... 156

- l'emplacement de la location ;
- la superficie du local loué ;
- la superficie réellement occupée ;
- la superficie inoccupée ;
- le coût de location au mètre carré ;
- le coût total de ladite location ;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- la durée du bail.

19-La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant : 158

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire ?) ;
- le mandat et le résultat du contrat ;
- la durée du contrat ;
- le coût du contrat ;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

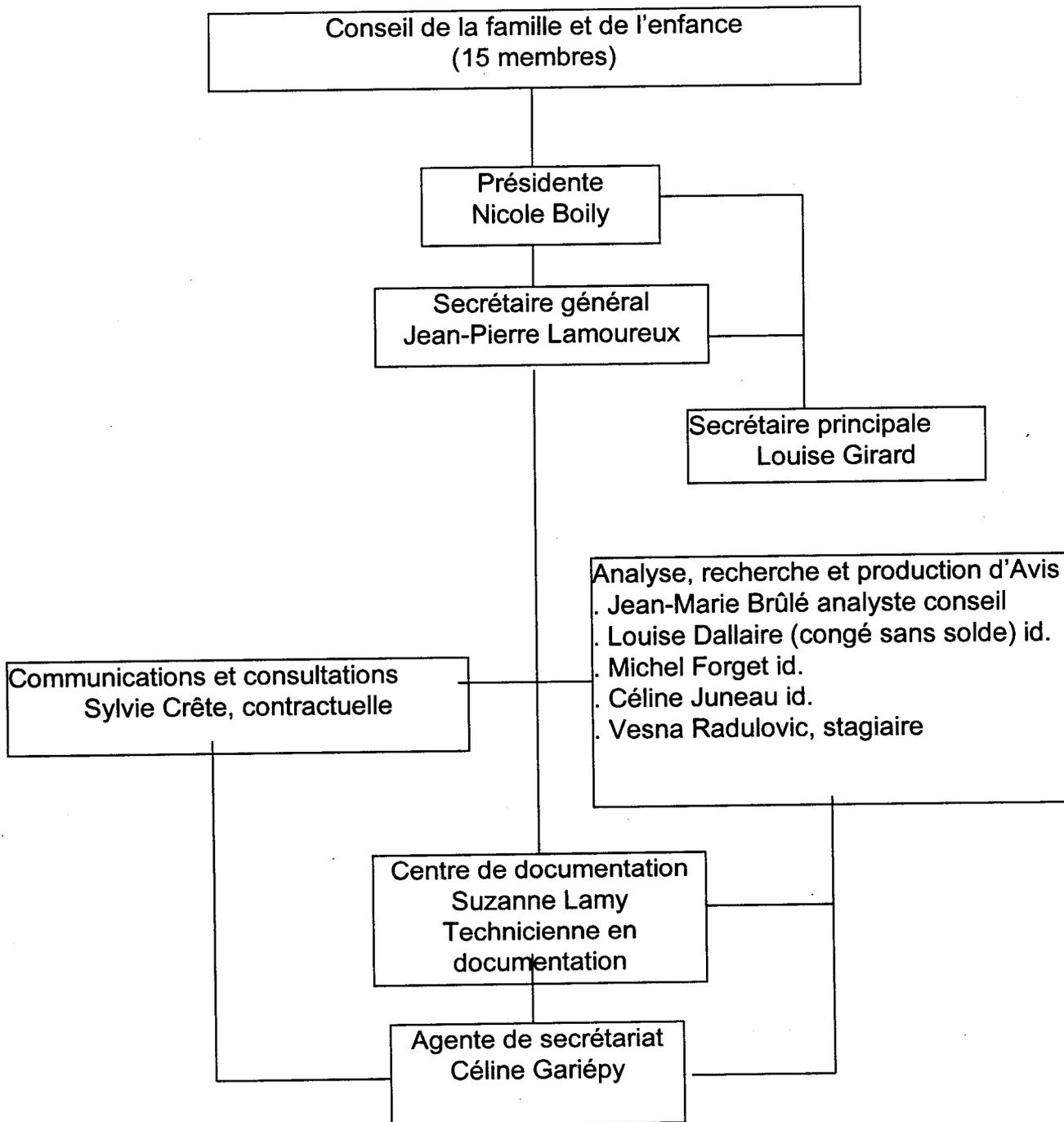
24-Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1998-1999.	160
33-Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :	162
■ salaire ;	
■ date du changement ;	
■ primes de séparation ;	
■ assignation initiale ;	
■ assignation actuelle.	
35-Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).....	164
36-Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000 ?.....	166

1. Organigramme de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

- a) Conseil de la famille et de l'enfance, organigramme**
- b) Les membres du Conseil**

TITRE 1: Organigramme de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

a) Conseil de la famille et de l'enfance, organigramme :



15 mars 1998

TITRE 1: Organigramme de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

b) Les membres du Conseil :

BOILY, Nicole
Présidente
Québec

LABEAUME, Régis
Président
Société d'investissement Orléans inc.
Ile-d'Orléans

CARBONNEAU, Claudette
Première vice-présidente
CSN
Montréal

LABRECQUE, Huguette
Présidente provinciale
Association féminine d'éducation et
d'action sociale
Saint-Jean-Chrysostome

CASIMIR, Denise T.
Directrice exécutive
YMCA
Saint-Laurent

LEBLANC-SÉNÉCHAL, Fernande
Présidente
Commission scolaire Maire-Victorin
Saint-Hubert

CONDÉ - ICART, Renée
Coordonnatrice
Centre haïtien d'action familiale
Montréal

MASSÉ, Henri
Président
FTQ
Montréal

ESCOJIDO, Catherine
Directrice des Affaires publiques
Vidéotron Communications
Montréal

MÉNARD, Pierre
Maire du canton de Lochaber
et secrétaire-trésorier de la municipalité
de Cantley
Canton de Lochaber

FOURNIER, Danielle
Professeure
Université de Montréal
Montréal

MONGRAIN, Suzelle
Coordonnatrice
Maison de la famille
Trois-Rivières

GEORGE, Kenneth
Commissaire scolaire de
Montréal
Montréal

PITRE-ROBIN, Claudette
Directrice
Regroupement des centres de la petite
enfance de la Montérégie
Saint-Lambert

1 poste est vacant

MEMBRE DÉSIGNÉE
PLANTE, Annette
Sous-ministre adjointe
MFE Québec

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Jean-Pierre Lamoureux
Charlesbourg

2. Liste de toutes les publications de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- **tirage;**
- **coût;**
- **distribution;**
- **imprimeur;**
- **copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1998,**

**TITRE 2 : LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DE L'ORGANISME
(INCLUANT LES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES,
PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES) :**

Rapport annuel 1997-1998

Tirage : 1000
Coût : 972,60 \$
Distribution : Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
Imprimeur : Les Publications du Québec

Dépliant du Conseil de la famille et de l'enfance

Tirage : 1000 (mise à jour)
Coût : 430 \$ (graphisme et impression)
Distribution : Listes gouvernementales et autres constituées par le Conseil
Imprimeur : OSE Design.

Faire progresser la réflexion sur la famille et les enfants – document de consultation

Tirage : 500
Coût : 2267 \$
Distribution : Participants aux séances de consultation
Imprimeur : Les Copies de la Capitale inc.

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1998 :

- **endroit et dates du départ et du retour;**
- **but du voyage;**
- **personnes rencontrées;**
- **coût;**
- **noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);**
- **pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;**
- **bilan et résultat des rencontres.**

**TITRE 3 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL
1998 :**

Endroit et dates : Les 7 et 8 mai 1998, à Ottawa et
les 22 et 23 octobre, à Ottawa

But du voyage : M. Jean-Pierre Lamoureux a participé aux réunions de l'Assemblée
générale et du Conseil d'administration de l'Institut Vanier de la
famille.

Coût : Aucun frais occasionné au Conseil.

Nom du fonctionnaire : M. Jean-Pierre Lamoureux, secrétaire général

**TITRE 3 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL
1998 :**

Endroit et dates : Du 27 au 29 octobre 1998, à Ottawa

But du voyage : Participation à une Conférence nationale sur la recherche, 1998
"Investir dans nos enfants"

Coût : 591,68 \$

Nom du fonctionnaire : M^{me} Céline Juneau, analyste-conseil

Bilan et résultat des rencontres : M^{me} Juneau est responsable du dossier sur la petite enfance au Conseil et en ce sens, cette participation a permis de connaître les plus récents travaux de recherche de Statistique Canada sur les enfants et les familles.

**TITRE 3 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL
1998 :**

Endroit et dates : Du 19 au 22 mars 1999, en Angleterre

Personnes rencontrées : Une trentaine de participants surtout de l'Angleterre.
Quatre rencontres ont été prévues par la Délégation générale de Londres avec des hauts fonctionnaires

Coût : 1700 \$

But du voyage : Séminaire sur le rôle de la famille dans les politiques publiques

Nom : M^{me} Nicole Boily, présidente

Bilan et résultat des rencontres : Ce Séminaire organisé par la Ditchley Foundation a un certain prestige puisqu'il réunit des représentants de milieux officiellement reconnus. La participation à une telle rencontre assure, parmi d'autres résultats, un rayonnement international du Québec particulièrement en ce qui a trait à sa politique familiale qui en est une tout à fait progressiste dans le monde occidental.

- 7. Liste des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par l'organisme depuis le 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999 en indiquant :**
- **le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);**
 - **le mandat et le résultat (rapport ou document final);**
 - **le coût;**
 - **le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).**

**TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS
OCTROYÉS PAR L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998
AU 31 MARS 1999 EN INDIQUANT :**

Le nom de la firme : André Morin
Groupe SECOR

Le mandat et le résultat : Concevoir une démarche de positionnement stratégique en lien avec l'approche et le modèle développé par SECOR.

Le coût : 8 000 \$

Le mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Le nom de la firme : Louis Duhamel
Sirtec

Le mandat et le résultat : Réaliser une cueillette de données auprès de la clientèle du Conseil, laquelle permettra d'analyser l'environnement en termes de besoins, d'attentes, de forces et d'opportunités.

Le coût : 8 000 \$

Le mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Le nom de la professionnelle : Lisette Hade

Le mandat et le résultat : Fournir des services professionnels pour développer des outils d'analyse.

Coût : 12 000 \$

Le mode d'octroi du contrat : contrat négocié

**TITRE 7 : LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 DOLLARS
OCTROYÉS PAR L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998
AU 31 MARS 1999 EN INDIQUANT :**

Le nom de la firme : Danièle Blain
 Passez Go Communication

Le mandat et le résultat : Préparer, sous la forme d'une problématique, un canevas de discussion soulevée par le projet du ministre de la Justice de reconnaître et d'harmoniser certains avantages dans les lois sociales pour les conjoints de fait incluant les conjoints de même sexe.

Le coût : 5000 \$

Le mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Le nom de la professionnelle : Sylvie Crête

Le mandat et le résultat : Concevoir et proposer un plan de communication pour le Conseil; organiser quatre séances de consultation dans quatre villes différentes pour le Rapport annuel sur la situation et les besoins des familles et des enfants et préparer une allocution pour la présidente.

Le coût : 10 000 \$

Le mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Le nom du professionnel : Daniel Villeneuve

Le mandat et le résultat : Produire un nouveau document de travail en vue d'un projet d'avis sur la conciliation famille et travail.

Le coût : 5000 \$

Le mode d'octroi du contrat : contrat négocié

9. Le montant, pour l'année 1998-1999, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie(fax), si identifiable à même les coût reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeur d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et perfectionnement;
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec
- le ressourcement.

**TITRE 9 : LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 1998-1999, DE CHACUNE
DES DÉPENSES SUIVANTES :**

• la photocopie		2000 \$
• location d'un photocopieur :		720
• la reprographie :		2000
• la télécopie :	incluse dans la téléphonie	
• téléphonie et téléphonie cellulaire :		7500
• le mobilier de bureau :		5200
• les fournitures :		
Agendas	30	
Valise :	72	
Stylos ou crayons :	20	
Autres:	2800	
	<hr/>	2922 total des fournitures
• distributeurs d'eau de source :		180
• remboursement frais de transport, hébergement et repas :	membres :	5000
	personnel :	12000
• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques, du perfectionnement :	au Québec :	2500
	hors Québec :	3000
• le ressourcement ou préparation à la retraite :		250

Ces montants sont des estimations au 31 mars 1999.

- 12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1998-1999 ainsi que les prévisions pour 1999-2000. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total de l'organisme.**

**TITRE 12 : LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION DU PERSONNEL
MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30
ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES,
AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS
CULTURELLES...**

Pour les fins de cette réponse, les caractéristiques du personnel du Conseil sont intégrées aux tableaux du ministère de la Famille et de l'Enfance. Mais, pour l'essentiel du personnel du Conseil, voici la répartition du personnel masculin et féminin :

En 1998-1999 : 1 hors cadre féminine
 1 cadre masculin
 2 professionnels masculins
 3 professionnelles féminines
 3 fonctionnaires féminines

3h – 7f

En 1999-2000 : 1 hors cadre féminine
 1 cadre masculin
 2 professionnels masculins
 3 professionnelles féminines
 3 fonctionnaires féminines

3h – 7f

13. Le bilan du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total de l'organisme. Indiquer les économies réalisées et les remplacements effectués.

**TITRE 13 : LE BILAN DU PROGRAMME DE MISE À LA RETRAITE DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR CHAQUE
CATÉGORIE D'EMPLOI. POUR CHAQUE CATÉGORIE,
INDIQUER LE POURCENTAGE PAR RAPPORT À
L'EFFECTIF ...**

En terme de bilan, deux personnes ont bénéficié d'une mesure de mise à la retraite depuis 1996-1997:

- une secrétaire principale en 1996-1997, dont le poste fut aboli, mais qui fut remplacée d'abord par une secrétaire principale en prêt de service du MRCl, puis ensuite mutée (sans le salaire);
- une professionnelle dont le poste fut aboli, en 1997-1998.

Pour les fins de cette réponse, les autres caractéristiques du personnel du Conseil sont intégrées aux tableaux du ministère de la Famille et de l'Enfance.

15. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1998-1999) pour chaque organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

- **nombre total de jours de maladie pris par le personnel**
- **nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)**
- **nombre total de jours de vacances pris par le personnel.**

**TITRE 15 : À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE
BUDGÉTAIRE (1998-1999) POUR CHAQUE ORGANISME,
ET CE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES,
PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)**

Pour les fins de cette réponse, les données concernant le personnel du Conseil sont intégrées à celles du ministère de la Famille et de l'Enfance.

Le temps supplémentaire est compensé en temps.

16. Concernant les effectifs de chaque organisme et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1994-1995 :

- **évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- **évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;**
- **nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**
- **nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);**
- **niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;**
- **nombre de personnes occasionnelles, temporaires et contractuelles en indiquant la proportion de celles qui le sont depuis 5 ans.**

**TITRE 16 : CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHAQUE ORGANISME
ET CE POUR CHACUN DES EXERCICES BUDGÉTAIRES
DEPUIS 1994-1995 :**

	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
Hors cadre					
	1	1	1	1	1
Cadre	1	1	1	1	1
Professionnels	4	3	3	2	4
Technicienne	1	1	1	1	1
Secrétaire principale	1	1	0	1 prêt de service	1
Secrétaire	1	1	1	1	1
Total					
Hors cadre	1	1	1	1	1
ETC autorisés	8	7	6	5	8
ETC prêt de service				1	

Tous les emplois sont logés au siège social du Conseil de la famille et de l'enfance à Québec. Aucun ne bénéficie de majoration de salaires ou de primes additionnelles. Il n'y a pas de prévisions concernant le niveau d'effectifs pour les 5 prochaines années.

17. Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

**TITRE 17 : LA LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA
SIQ EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :**

l'emplacement de la location :	1050, des Parlementaires, bureau 3.21, à Québec.
la superficie du local loué :	346,81 m.c.
la superficie réellement occupée :	346,81 m.c.
la superficie inoccupée :	ne s'applique pas
le coût de location au mètre carré :	159,31 \$
le coût total de ladite location :	4897,93 \$ / mois
les coûts d'aménagement réalisés en 1998-1999, la nature des travaux et le ou les bureaux visés :	ne s'applique pas
la durée du bail :	la durée du bail est indéterminée, mais la tarification des espaces est fixe jusqu'au 31 mars 1999.

19. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1998-1999 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- **le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);**
- **le mandat et le résultat du contrat;**
- **la durée du contrat;**
- **le coût du contrat;**
- **le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).**

**TITRE 19 : LA LISTE DES CONTRATS, QUEL QUE SOIT LE
MONTANT, ATTRIBUÉS EN 1998-1999 SPÉCIFIQUEMENT
À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE
OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT :**

Voir la question 7

**24. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments,
pour l'exercice financier 1998-1999.**

**TITRE 24 : LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS, PAR PROGRAMMES ET
PAR ÉLÉMENTS, POUR L'EXERCICE FINANCIER 1998-
1999.**

Voir question 24 du MFE programme 3.

33. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :

- **Salaire;**
- **date du changement;**
- **primes de séparation;**
- **assignation initiale;**
- **assignation actuelle.**

**TITRE 33 : LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES
(ADMINISTRATEURS D'ÉTAT) QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI
ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS, OU MIS À PIED :**

Aucun cadre n'a démissionné, été réaffecté ou mise à pied.

35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

TITRE 35 : POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LA LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE ET LA SOMME DÉPENSÉE).

Le Conseil a en sa possession :

11 Pentium et 1 portable

1996-1997	5 Pentium à 1900 :	9500 \$
1997-1998	4 Pentium à 1800 :	7200
1998-1999	2 pentium à 1600 :	3200
	1 portable à 2990 :	2990
La somme dépensée :		22 890 \$

4 imprimantes

1 Lexmark	1998 :	2100 \$
1 HP laserJet 11P	1994 usagée du MCE	
1 HP laserJet 4000	1999 :	2166
1 à matrice	1990 usagée du MSSS	
La somme dépensée :		4266 \$

36. Quel est l'état d'avancement des travaux de mise à niveau pour contrer les effets du bogue de l'an 2000?

**TITRE 36 : QUEL EST L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE
MISE À NIVEAU POUR CONTRER LES EFFETS DU
BOGUE DE L'AN 2000?**

Pour les locaux et les systèmes de sécurité : les services de la S.I.Q. nous ont assurés de la conformité des installations pour passer à l'an 2000.

Le Conseil de la famille et de l'enfance effectue les démarches nécessaires pour s'assurer de la conformité à l'an 2000.

Étude des crédits 1999-2000

Renseignements particuliers



Gouvernement du Québec
Ministère de la Famille
et de l'Enfance



TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Ventilation de l'ensemble des crédits du gouvernement du Québec affectés à l'aide financière aux familles.....	4
Nombre de places, par type de services (CPE Installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), par région, au 31 mars 1999, comparativement au 31 mars 1998 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 1999	6
- Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les CPE et les garderies, et celles en milieu scolaire, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 1998-1999 et prévisions 1999-2000.....	9
- Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde, par catégorie de services, pour les années 1997-1998, 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000.....	12
i- Demandes d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées, par région et par type de services, depuis le 1 ^{er} avril 1998.:	14
j- Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région, au 31 mars 1999 et prévisions pour le 1 ^{er} septembre 1999.	16
7- Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 1999, et prévisions pour l'année 1999-2000.	19
8- Estimation des besoins à combler pour les enfants de 3 ans et 4 ans, au 31 mars 1999, et prévisions pour 1999-2000.....	21
9- Prévisions du nombre de places à contribution réduite disponible, pour les enfants de 2 ans au 1 ^{er} septembre 1999 et coût de financement des places.	23
10- Estimation des besoins à combler, en termes de places par région, pour les enfants de 2 ans	25
11- Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE et aux garderies, par région, pour l'année 1998-1999 et prévisions pour 1999-2000.....	27

1-	Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE, nombre de transformations autorisées au 31 mars 1999, incluant le coût de leurs transformations. Inclure l'échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations.....	46
3	Formule de financement des transformations des garderies en CPE.....	48
4-	Prévisions de l'augmentation des subventions aux CPE et aux garderies, afin de redresser les salaires des éducateurs et éducatrices en services de garde.	50
5-	Nombre de CPE et de garderies, dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 1999. Inclure le Plan de redressement du Ministère.....	52
6-	Répartition, par région, des projets enregistrés <i>en attente</i> (spécifier le nombre de places, par projet), par type de services de garde, au 31 mars 1999 comparativement au 31 mars 1998.....	54
7-	Nombre de bénéficiaires de l'exonération financière, selon l'âge des enfants et le service utilisé, incluant le montant total versé pour chacune de ces catégories, pour 1997-1998, 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000.....	59
18-	Nombre de ménages qui ont bénéficié, ainsi que le montant total des sommes versées pour les années 1997-1998 et 1998-1999 et les prévisions 1999-2000, de :	70
	<ul style="list-style-type: none"> • l'allocation familiale; • l'allocation familiale pour enfant handicapé; • l'allocation à la naissance. 	
19-	Nombre de ménages qui ont bénéficié du <i>crédit d'impôt non-remboursable pour enfant à charge</i> , ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1996 et 1997.....	72
20-	Nombre de ménages qui ont bénéficié du <i>crédit d'impôt remboursable pour frais de garde</i> , par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1996 et 1997.	74
21-	Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 1998-1999, suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, et prévisions pour 1999-2000.....	76

- Affectations des sommes dégagées, suite aux bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 1998-1999, et prévisions pour 1999-2000.....	78
- Plan de développement stratégique du Ministère 1999-2004, concernant l'implantation des services de garde à contribution réduite.....	80

- 1. Ventilation de l'ensemble des crédits du gouvernement du Québec affectés à l'aide financière aux familles.**

TITRE 1 : Ventilation de l'ensemble des crédits du gouvernement du Québec affectés à l'aide financière aux familles

En 1999-2000, les crédits du ministère de la Famille et de l'Enfance affectés à l'aide financière aux familles sont de l'ordre de 1,4 milliard de \$, et se répartissent comme suit :

Dépenses de transfert	1999-2000 (millions de \$)
Subventions aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	588,1
Soutien financier aux organismes familiaux et communautaires	1,7
Programme exonération et aide financière	25,8
Sous-total	615,7
Allocation familiale	762,0
Allocation pour enfant handicapé	37,2
Sous-total	799,2
Total de l'aide financière	1 414,9

D'autres programmes de soutien financier aux familles sont administrés par d'autres ministères ou organismes :

Ministère ou organisme	Montants et programmes
Solidarité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Prestations APPORT • Allocation de maternité • Suppléments divers pour les familles à l'aide de dernier recours
Ministère de l'Éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Garde en milieu scolaire
Société d'habitation du Québec	<ul style="list-style-type: none"> • Allocation-logement pour les familles avec enfants

Ces programmes pourront être examinés lors de l'étude des crédits des ministères concernés.

- 2. Nombre de places, par type de services (CPE Installation, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), par région, au 31 mars 1999, comparativement au 31 mars 1998 et prévisions pour le 1^{er} septembre 1999.**

TITRE 2 : NOMBRE DE PLACES, PAR TYPE DE SERVICES (CPE INSTALLATION, CPE EN MILIEUFAMILIAL, GARDERIE À BUT LUCRATIF SANS BUT LUCRATIF), PAR RÉGION AU 31 MARS 1999, COMPARATIVEMENT AU 31 MARS 1998 ET PRÉVISIONS POUR LE 1ER SEPTEMBRE 1999

Région	Centre de la petite enfance		Garderie à but lucratif		Garderie sans but lucratif*	
	Installation Nombre de places au 31 mars 1999	Milieu familial Nombre de places au 31 mars 1998	Nombre de places au 31 mars 1999	Nombre de places au 31 mars 1998	Nombre de places au 31 mars 1999	Nombre de places au 31 mars 1998
1	754	696	2105	1830	20	0
2	1135	1062	1760	1100	272	0
3	4251	3831	4260	2830	1970	43
4	1297	1192	1400	1095	240	0
5	1974	1873	1950	1010	526	0
6	13878	13507	2950	2000	10415	758
7	1691	1674	2250	1700	499	0
8	592	568	811	496	37	0
9	437	355	750	525	0	0
10	662	373	50	50	0	0
11	379	368	840	725	15	0
12	1564	1425	2410	1425	481	0
13	1699	1667	1260	900	1647	88
14	1316	1291	1800	900	1221	20
15	1738	1663	1620	1200	1159	0
16	5111	4724	5380	3125	4415	177
17	958	855	1220	850	443	0
TOTAL	39436	37124	32816	21761	23360	1086
					22241	1176

* Une garderie sans but lucratif est une corporation sans but lucratif qui n'est pas éligible à la subvention de fonctionnement. parce que le conseil d'administration n'est pas majoritaire de parent.

**TITRE 2 : NOMBRE DE PLACES, PAR TYPE DE SERVICES
(CPE INSTALLATION, CPE EN MILIEU FAMILIAL,
GARDERIE À BUT LUCRATIF, SANS BUT
LUCRATIF), PAR RÉGION, AU 31 MARS 1999,
COMPARATIVEMENT AU 31 MARS 1998 ET
PRÉVISIONS POUR LE 1^{ER} SEPTEMBRE 1999**

Au 1^{er} septembre 1999, nous prévoyons ajouter 9 000 places dont :

- 6 100 en milieu familial
- 2 900 en installation

- 3. Nombre de nouvelles places, par type de services, par région, dans les CPE et les garderies, et celles en milieu scolaire, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 1998-1999 et prévisions 1999-2000.**

**TITRE 3: NOMBRE DE NOUVELLES PLACES FAMILIARISÉES EN MILIEU
RÉGION, DANS LES GPE ET LES GARDERIES ET CELLES EN MILIEU
SCOLAIRE**, INCLUANT LE TAUX DE CROISSANCE POUR CHAQUE
DE CES CATÉGORIES, PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET
PRÉVISIONS 1999-2000**

Région	Centre de la petite enfance		Milieu familial		Garderie à but lucratif		Garderie sans but lucratif*	
	Installation	Milieu familial	Nombre de nouvelles places	Taux de croissance	Nombre de nouvelles places	Taux de croissance	Nombre de nouvelles places	Taux de croissance
1	58	8.33%	275	15.03%	0	0.00%	0	0.00%
2	73	6.87%	660	60.00%	55	25.35%	0	0.00%
3	420	10.96%	1430	50.53%	-42	-2.09%	-38	-46.91%
4	105	8.81%	305	27.85%	60	33.33%	0	0.00%
5	101	5.39%	940	93.07%	15	2.94%	0	0.00%
6	371	2.75%	950	47.50%	457	4.59%	-52	6.42%
7	17	1.02%	550	32.35%	65	14.98%	0	0.00%
8	24	4.23%	315	63.51%	0	0.00%	0	0.00%
9	82	23.10%	225	42.86%	0	0.00%	0	0.00%
10	289	77.48%	0	0.00%	0	0.00%	0	0.00%
11	11	2.99%	115	15.86%	-20	-57.14%	0	0.00%
12	139	9.75%	985	69.12%	-19	-3.80%	0	0.00%
13	32	1.92%	360	40.00%	1	0.06%	0	0.00%
14	25	1.94%	900	100.00%	37	3.13%	0	0.00%
15	75	4.51%	420	35.00%	18	1.58%	0	0.00%
16	387	8.19%	2255	72.16%	466	11.80%	0	0.00%
17	103	12.05%	370	43.53%	21	4.98%	0	0.00%
TOTAL	2312		11055		1114		-90	

* Une garderie sans but lucratif est une corporation sans but lucratif qui n'est pas éligible à la subvention de fonctionnement parce que le conseil d'administration n'est pas majoritaire de parent.

** Les données des services de garde en milieu scolaire sont incluses dans l'Étude des crédits du ministère de l'Éducation.

TITRE 3 : NOMBRE DE NOUVELLES PLACES PAR TYPE DE SERVICES, PAR RÉGION, DANS LES CPE ET LES GARDERIES ET CELLES EN MILIEU SCOLAIRE, INCLUANT LE TAUX DE CROISSANCE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

Les prévisions pour les nouvelles places sont au nombre de 19 700.

Le taux de croissance sera de 20,3 % au 31 mars 2000.

**4. Taux de couverture des besoins régionaux en services de garde,
par catégorie de services, pour les années 1997-1998, 1998-1999 et
prévisions pour 1999-2000**

TITRE 4 : TAUX DE COUVERTURE DES BESOINS RÉGIONAUX EN SERVICES DE GARDE, PAR CATÉGORIE DE SERVICES, POUR LES ANNÉES 1997-1998, 1998-1999 ET PRÉVISIONS POUR 1999-2000

	Taux de couverture 1997-1998		Taux de couverture 1998-1999		Taux de couverture Prévisions 1999-2000	
	Installation & Garderie	Milieu familial	Installation & Garderie	Milieu familial	Installation & Garderie	Milieu familial
	%	%	%	%	%	%
Total Québec	55.7	25.4	51.6	31.7	56.5	45.2
Bas St-Laurent	26.4	71.0	38.8	79.7		
Saguenay/Lac St-Jean	46.0	33.3	45.7	44.9		
Québec	60.8	40.0	62.5	44.1		
Mauricie	67.1	36.2	60.2	41.7		
Estrie	70.8	26.7	62.4	41.6		
Montréal	72.5	20.3	60.9	16.1		
Outaouais	31.8	34.6	35.8	38.6		
Abitibi-Témiscamingue	36.0	22.4	30.7	32.2		
Côte-Nord	31.9	36.8	33.3	49.4		
Nord du Québec	54.9	6.1	82.6	4.1		
Gaspésie/Iles de la Madeleine	38.4	52.7	34.5	59.9		
Chaudière-Appalaches	48.4	30.9	41.5	45.1		
Laval	52.4	20.9	53.8	23.4		
Lanaudière	49.5	14.1	43.1	27.0		
Laurentides	45.1	16.3	41.3	22.7		
Montérégie	47.7	16.1	43.1	26.0		
Centre-du-Québec	52.1	27.5	49.9	39.4		

Les taux de couverture pour 1998-1999 et les prévisions 1999-2000 ont été établis à l'aide du modèle d'estimation des besoins ; celui-ci a été révisé en mars 1999 pour tenir compte des résultats de l'Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde réalisée en 1998.

Pour 1999-2000, la répartition régionale des prévisions de développement n'est pas encore disponible. Les autorisations finales d'ouverture de nouvelles places seront données au cours des prochaines semaines, en concertation avec les Centres régionaux de développement (CRD).

- 5. Demande d'augmentation de places au permis reçues et celles autorisées par région et par type de services, depuis le 1^{er} avril 1998**

RE 5 : DEMANDES* D'AUGMENTATION DE PLACES AU PERMIS REÇUES ET CELLES AUTORISÉES PAR RÉGION ET PAR TYPE DE SERVICES, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1998.

	CPE INSTALLATION		GARDERIE		CPE MILIEU FAMILIAL		TOTAL	
	reçues	autorisées	reçues	autorisées	reçues	autorisées	reçues	autorisées
BAS ST-LAURENT	408	283	10	10	802	395	1220	688
SAGUENAY LAC ST-JEAN	420	307	47	19	1387	560	1854	886
QUÉBEC	1100	780	177	83	3295	1105	4572	1968
MAURICIE	462	326	19	19	731	531	1212	876
ESTRIE	726	503	92	43	1360	1160	2178	1706
MONTRÉAL	2920	1737	1375	756	3217	2200	7512	4693
OUTAOUAIS	727	491	54	54	1310	1070	2091	1615
ABITIBI- TÉMISCAMIGUE	384	364	0	0	615	315	999	679
CÔTE-NORD	65	49	0	0	335	205	400	254
NORD DU QUÉBEC	154	139	0	0	120	120	274	259
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	161	121	0	0	585	305	746	426
CHAUDIÈRE APPALACHES	1085	539	40	15	1900	1170	3025	1724
LAVAL	294	130	243	234	1230	520	1767	884
LANAUDIÈRE	719	349	228	77	1723	1238	2670	1664
LAURENTIDES	1281	521	132	32	2101	1004	3514	1557
MONTERÉGIE	3181	2356	598	450	4201	3571	7980	6377
CENTRE DU QUÉBEC	276	256	33	33	750	600	1059	889
TOTAUX	14363	9251	3048	1825	25662	16069	43073	27145

- Les chiffres identifient le nombre de places demandées et autorisées.

6. Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région, au 31 mars 1999 et prévisions pour le 1^{er} septembre 1999.

**TITRE 6 : NOMBRE DE PLACES A CONTRIBUTION REDUITE, PAR
ÂGE, PAR RÉGION, AU 31 MARS 1999 ET PRÉVISIONS
POUR LE 1er SEPTEMBRE 1999.**

RÉGION	PCR 4 ANS	PCR 3 ANS
01	750	725
02	941	980
03	3601	3129
04	1077	1002
05	1349	1293
06	8762	9006
07	1325	1229
08	484	446
09	347	297
10	215	152
11	392	401
12	1430	1317
13	1568	1340
14	1495	1285
15	1653	1490
16	4815	4364
17	674	676
TOTAL	30878	29132

**TITRE 6: NOMBRE DE PLACES A CONTRIBUTION RÉDUITE,
PAR ÂGE, PAR RÉGION, AU 31 MARS 1999
ET PRÉVISIONS POUR LE 1ER SEPTEMBRE 1999**

Prévisions au 1er septembre 1999

	PCR 4 ans	PCR 3 ans	PCR 2 ans	Total PCR
Installations	14100	12200	9800	36000
Milieu familial	8800	11700	7400	28000
Total CPE	22900	23900	17200	64000
Garderies	8900	7900	4800	21600
Grand total	31800	31800	22000	85600

7. Coûts totaux des places à contribution réduite (PCR) au 31 mars 1999, et prévisions pour l'année 1999-2000

TITRE 7: Coûts totaux des places à contribution réduite (PCR) au 31 mars 1999, et prévisions pour l'année 1999-2000

Coût de fonctionnement des PCR en 1998-1999 :	190,5 M\$
Coût prévu pour le fonctionnement des PCR en 1999-2000 :	395,0 M\$

8. Estimation des besoins à combler pour les enfants de 3 ans et 4 ans, au 31 mars 1999, et prévisions pour 1999-2000

TITRE : 8 ESTIMATION DES BESOINS À COMBLER POUR LES ENFANTS DE 3 ANS ET 4 ANS, AU 31 MARS 1999, ET PRÉVISIONS POUR 1999-2000

Au 31 mars 1999 :

Au 31 mars 1999, l'Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde, réalisée en 1998, permet d'estimer les besoins à combler pour les enfants de 4 ans et ceux de 3 ans aux nombres suivants :

	Places existantes*	Places requises	Écart
Enfants de 4 ans	30 800	55 800	25 000
Enfants de 3 ans	29 100	56 000	26 900

*: Le nombre de places pour 1998-1999 est arrondi

Prévisions pour 1999-2000 :

L'estimation au 31 mars 2000 tient compte de la décroissance démographique et du développement accéléré de places en services de garde :

	Places existantes*	Places requises	Écart
Enfants de 4 ans	38 200	55 200	17 000
Enfants de 3 ans	30 900	52 800	21 900

*: Les places existantes sont estimées.

9. Prévision du nombre de places à contribution réduite (PCR) disponibles pour les enfants de 2 ans au 1^{er} septembre 1999 et coût de financement des places

**TITRE 9: Prévion du nombre de places à contribution réduite (PCR)
disponibles pour les enfants de 2 ans au 1^{er} septembre 1999 et coût
de financement des places**

Prévion du nombre de places à contribution réduite disponibles pour les enfants de 2
ans le 1^{er} septembre 1999 : 22 000 places

Coût prévu de la mesure pour 1999-2000 : 52,3 M\$

10. Estimation des besoins à combler, en termes de places par région, pour les enfants de 2 ans.

TITRE :10 ESTIMATION DES BESOINS À COMBLER, EN TERMES DE PLACES PAR RÉGION, POUR LES ENFANTS DE 2 ANS

Région administrative	Places existantes	Places requises	Besoins à combler
	Nombre de places		
Bas St-Laurent	556	956	400
Saguenay/Lac St-Jean	611	1 511	900
Québec	1 968	4 468	2 500
Mauricie	555	1 255	700
Estrie	858	1 858	1 000
Montréal	5 416	12 416	7 000
Outaouais	857	2 457	1 600
Abitibi-Témiscamingue	278	978	700
Côte-Nord	229	529	300
Nord-du-Québec	137	437	300
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	238	538	300
Chaudière-Appalaches	924	2 324	1 400
Laval	906	2 406	1 500
Lanaudière	830	2 530	1 700
Laurentides	871	3 171	2 300
Montérégie	2 908	9 008	6 100
Centre-du-Québec	521	1 221	700
Total	18 663	47 963	29 300

On entend par « besoins à combler » pour les enfants de 2 ans, l'écart entre le nombre total de places requises pour les enfants de 2 ans et le nombre total de places sous permis occupées par les enfants de 2 ans.

L'estimation des besoins est faite en date du 31 mars 1999.

11. Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE et aux garderies, par région, pour l'année 1998-1999 et prévisions 1999-2000.

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : FONCTIONNEMENT CPE

RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT	7 430 559.67	
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	8 906 992.90	
QUÉBEC	29 983 664.43	
MAURICIE	9 399 348.72	
ESTRIE	12 380 446.85	
MONTREAL	77 725 416.02	
OUTAOUAIS	14 131 284.04	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 441 217.08	
CÔTE-NORD	3 287 902.99	
NORD DU QUÉBEC	2 198 306.55	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	3 878 837.74	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	11 566 217.96	
LAVAL	11 432 261.05	
LANAUDIÈRE	9 817 527.07	
LAURENTIDES	13 326 585.52	
MONTÉRIE	35 343 244.82	
CENTRE DU QUÉBEC	6 743 343.16	
TOTAL	261 993 156.57	441 335 200.00

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : IMPLANTATION D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	85 035.00	
QUÉBEC	112 161.00	
MAURICIE		
ESTRIE		
MONTRÉAL		
OUTAOUAIS	28 756.00	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13 256.00	
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC	109 868.00	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	15 500.00	
CHAUDIÈRES-APPALACHES		
LAVAL		
LANAUDIÈRE		
LAURENTIDES	4 341.33	
MONTRÉGIE	193 749.00	
CENTRE DU QUÉBEC	90 225.00	
TOTAL	652 891.33	* 7 849 600,00

*Ce montant doit être ventilé entre les subventions: Implantation installation augmentation nb places cpe, Implantation cpe et Augmentation nb places cpe.

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : IMPLANTATION INSTALLATION, AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLACES D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT	106 331.00	
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	26 512.00	
QUÉBEC	436 384.00	
MAURICIE	205 780.00	
ESTRIE	173 372.00	
MONTREAL	266 174.00	
OUTAOUAIS	69 536.00	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13 256.00	
CÔTE-NORD	133 762.00	
NORD DU QUÉBEC	51 867.00	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	13 256.00	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	347 142.00	
LAVAL	74 713.60	
LANAUDIÈRE	46 032.00	
LAURENTIDES	140 016.00	
MONTÉRÉGIE	414 175.00	
CENTRE DU QUÉBEC	21 512.00	
TOTAL	2 539 820.60	* 7 849 600,00

*Ce montant doit être ventilé entre les subventions: Implantation installation augmentation nb places cpe, Implantation cpe et Augmentation nb places cpe.

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX OPE ET AUX GARDERIES PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLACES D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT	6 075.00	
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN		
QUÉBEC	9 240.00	
MAURICIE	33 110.00	
ESTRIE	36 485.00	
MONTREAL	48 744.74	
OUTAOUAIS		
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	18 166.00	
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC	24 300.00	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES	23 855.00	
LAVAL		
LANAUDIÈRE	24 300.00	
LAURENTIDES	24 470.00	
MONTÉRÉGIE	51 120.00	
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	299 865.74	* 7 849 600,00

*Ce montant doit être ventilé entre les subventions: Implantation installation augmentation nb places cpe, Implantation cpe et Augmentation nb places cpe

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : IMPLANTATION MILIEU FAMILIAL AUGMENTATION DU NOMBRE DE PLACES D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	29 004.00	
QUÉBEC	71 508.00	
MAURICIE	25 899.87	
ESTRIE	57 178.67	
MONTREAL	36 678.67	
OUTAOUAIS	11 000.01	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	18 512.01	
CÔTE-NORD	3 000.00	
NORD DU QUÉBEC	3 000.00	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	6 000.00	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	55 333.33	
LAVAL	9 000.00	
LANAUDIÈRE	24 000.00	
LAURENTIDES	21 600.00	
MONTÉRÉGIE	97 937.17	
CENTRE DU QUÉBEC	28 833.34	
TOTAL	498 485.07	1 177 900.00

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : AUGMENTATION DU NOMBRE PLACES MILIEU DÉFAVORISÉ		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN		
QUÉBEC		
MAURICIE		
ESTRIE		
MONTREAL	206 270.00	
OUTAOUAIS		
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES		
LAVAL		
LANAUDIÈRE		
LAURENTIDES		
MONTÉRÉGIE		
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	206 270.00	3 600 000.00

TITRE 11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX C.P.E. ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : CHANGEMENT DE LOCALISATION, ACQUISITION D'IMMEUBLE

RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	3 256.00	
QUÉBEC	84 399.00	
MAURICIE		
ESTRIE		
MONTRÉAL	373 569.50	
OUTAOUAIS	93 532.10	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD	3 258.00	
NORD DU QUÉBEC	60 957.40	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	3 256.00	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	23 574.00	
LAVAL	137 396.80	
LANAUDIÈRE		
LAURENTIDES	79 495.80	
MONTÉRÉGIE	541 216.40	
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	1 403 911.00	1 972 300.00

TITRE 11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : RÉAMÉNAGEMENT DES LOCAUX D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE

RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN		
QUÉBEC		
MAURICIE		
ESTRIE	21 475.07	
MONTRÉAL	77 905.76	
OUTAOUAIS		
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD	14 963.06	
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES	31 150.16	
LAVAL	5 365.00	
LANAUDIÈRE		
LAURENTIDES		
MONTÉRÉGIE		
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	150 859.05	290 500.00

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : ACQUISITION D'ACTIFS D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN		
QUÉBEC	399 763.80	
MAURICIE		
ESTRIE	15 112.40	
MONTREAL		
OUTAOUAIS		
ABITIBI-TEMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES		
LAVAL		
LANAUDIÈRE		
LAURENTIDES		
MONTÉRÉGIE		
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	414 876.20	4 645 500.00

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : LOCATION PLACE GARDERIE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	GARDERIE	GARDERIE
BAS SAINT-LAURENT	67 368.66	
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	562 814.90	
QUÉBEC	6 056 143.61	
MAURICIE	553 086.64	
ESTRIE	1 409 883.53	
MONTRÉAL	28 981 360.56	
OUTAOUAIS	1 125 738.52	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	87 792.99	
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	57 012.27	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	1 031 524.41	
LAVAL	4 544 790.35	
LANAUDIÈRE	3 689 921.39	
LAURENTIDES	3 339 875.81	
MONTRÉGIE	11 824 990.59	
CENTRE DU QUÉBEC	890 520.89	
TOTAL	64 222 825.12	98 237 700.00

TITRE 11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : FORMATION PERFECTIONNEMENT ET VIH SIDA		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	GARDERIE	GARDERIE
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4 258.00	
QUÉBEC	23 545.00	
MAURICIE	3 228.00	
ESTRIE	13 294.00	
MONTREAL	109 059.00	
OUTAOUAIS	7 285.00	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES	5 132.00	
LAVAL	4 276.00	
LANAUDIÈRE	10 219.00	
LAURENTIDES	5 623.00	
MONTÉRÉGIE	55 110.00	
CENTRE DU QUÉBEC	6 151.00	
TOTAL	247 180.00	685 500.00

TITRE 11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDEES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : MATÉRIEL ÉDUCATIF GARDERIE

RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	GARDERIE	GARDERIE
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4 562.00	
QUÉBEC	45 539.00	
MAURICIE	4 562.00	
ESTRIE	13 605.00	
MONTREAL	192 286.50	
OUTAOUAIS	6 843.00	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES	9 124.00	
LAVAL	20 529.00	
LANAUDIÈRE	27 372.00	
LAURENTIDES	15 967.00	
MONTÉRÉGIE	68 430.00	
CENTRE DU QUÉBEC	9 124.00	
TOTAL	417 943.50	1 354 600.00

TITRE 11 - VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : POUpons GARDERIE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	GARDERIE	GARDERIE
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	40 179.24	
QUÉBEC	254 299.30	
MAURICIE	6 626.76	
ESTRIE	60 728.96	
MONTRÉAL	1 163 793.95	
OUTAOUAIS	34 018.74	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES	58 797.46	
LAVAL	147 465.23	
LANAUDIÈRE	51 499.71	
LAURENTIDES	47 544.86	
MONTRÉGIE	315 712.70	
CENTRE DU QUÉBEC	52 470.40	
TOTAL	2 233 137.31	2 794 500.00

TITRE 11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : POUpons MILIEU FAMILIAL		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT	409 874.71	
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	241 150.20	
QUÉBEC	804 694.52	
MAURICIE	208 261.18	
ESTRIE	285 000.57	
MONTREAL	714 784.56	
OUTAOUAIS	392 313.11	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	125 934.20	
CÔTE-NORD	105 491.52	
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	125 433.54	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	336 687.86	
LAVAL	216 407.43	
LANAUDIÈRE	166 425.47	
LAURENTIDES	220 106.53	
MONTÉRIÉ	666 677.25	
CENTRE DU QUÉBEC	176 410.20	
TOTAL	5 195 652.85	9 272 300.00

TITRE 11 : VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

RÉGIONS	1998-1999		1999-2000	
	C.P.E.	GARDERIE	C.P.E.	GARDERIE
BAS SAINT-LAURENT	42 294.82			
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	73 131.38	1 180.53		
QUÉBEC	273 302.30	3 257.08		
MAURICIE	66 408.58			
ESTRIE	111 749.23	1 144.55		
MONTRÉAL	800 849.25	50 426.26		
OUTAOUAIS	109 844.88			
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	21 518.71			
CÔTE-NORD	20 297.35			
NORD DU QUÉBEC	3 270.38			
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	14 411.35			
CHAUDIÈRES-APPALACHES	96 801.60			
LAVAL	118 037.53			
LANAUDIÈRE	72 859.89	1 902.99		
LAURENTIDES	102 681.83	3 548.11		
MONTRÉGIE	252 755.71	6 723.46		
CENTRE DU QUÉBEC	37 742.54			
CONGÉ MATERNITÉ*	981 123.24	420 639.96		
TOTAL	3 199 080.57	488 822.94	5 518 568.00	752 532.00

* Cette subvention (volet congé de maternité) n'est pas ventilée par région puisque les données ne sont pas disponibles.

TITRE 11 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPPE ET AUX GARDERIES PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : ENFANTS HANDICAPÉS

RÉGIONS	1998-1999		1999-2000	
	C.P.E.	GARDERIE	C.P.E.	GARDERIE
BAS SAINT-LAURENT	150160.44			
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	128 149.90	12 086.80		
QUÉBEC	481 043.15	70 338.91		
MAURICIE	105 662.91			
ESTRIE	175 897.63	12 602.06		
MONTREAL	829 745.89	188 506.60		
OUTAOUAIS	179 588.16	13 038.26		
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5 032.96			
CÔTE-NORD	41 493.03			
NORD DU QUÉBEC				
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	51 948.21			
CHAUDIÈRES-APPALACHES	114 513.92	6 790.48		
LAVAL	171 250.53	39 337.64		
LANAUDIÈRE	83 982.20	49 974.12		
LAURENTIDES	120 408.40	16 107.17		
MONTÉRIÉ	347 283.03	120 933.00		
CENTRE DU QUÉBEC	144 811.23	12 609.94		
TOTAL	3 130 971.59	542 324.98	3 763 760.00	940 940.00

TITRE 11 : VENTILATION DETAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDEES AUX GPE ET AUX GARDERIES, PAR RÉGION, POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : PCR OFFERTES AUX ENFANTS D'ÂGE SCOLAIRE(PCRS)

RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT	5 810.00	
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	29 146.60	
QUÉBEC	1 597.40	
MAURICIE	7 214.20	
ESTRIE	27 353.20	
MONTREAL	29 480.60	
OUTAOUAIS		
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC	9 046.80	
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	16 315.60	
CHAUDIÈRES-APPALACHES	2 324.00	
LAVAL	4 184.00	
LANAUDIÈRE	1 932.00	
LAURENTIDES	2 905.00	
MONTÉRÉGIE	21 445.20	
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	158 754.60	3 571 700.00

TITRE VI - VENTILATION DÉTAILLÉE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX CPÉ ET AUX GARDERIES PAR RÉGION POUR L'ANNÉE 1998-1999 ET PRÉVISIONS 1999-2000

SUBVENTION : REDRESSEMENT FINANCIER D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE		
RÉGIONS	1998-1999	1999-2000
	C.P.E.	C.P.E.
BAS SAINT-LAURENT		
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	16 420.02	
QUÉBEC		
MAURICIE		
ESTRIE		
MONTRÉAL		
OUTAOUAIS	500.00	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
CÔTE-NORD		
NORD DU QUÉBEC		
GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE		
CHAUDIÈRES-APPALACHES		
LAVAL		
LANAUDIÈRE	20 000.00	
LAURENTIDES		
MONTRÉGIE		
CENTRE DU QUÉBEC		
TOTAL	36 920.02	204 000.00

- 12. Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE, nombre de transformations autorisées au 31 mars 1999, incluant le coût de leurs transformations. Inclure l'échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations.**

TITRE 12 : Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE, nombre de transformations autorisées au 31 mars 1999 incluant le coût de leurs transformations. Inclure l'échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations

Nombre de garderies qui ont opté pour la transformation en CPE 127

Nombre de transformations autorisées au 31 mars 1999 65

Coût total estimé de leur transformation (pour les 65) 8 502 642,55 \$

Échéancier pour la réalisation de l'ensemble des transformations Mars 2002

13. Formule de financement des transformations des garderies en CPE.

TITRE 13: Formule de financement des transformations des garderies en CPE.

Le MFE prévoit une subvention destinée à financer la transformation des garderies en Centre de la petite enfance (CPE). Cette subvention est destinée à un demandeur ou à un titulaire d'un permis de CPE lorsqu'il autorise la transaction. La subvention se divise en deux volets : un montant pour l'achat des actifs corporels et un autre pour l'achat des actifs incorporels.

Le montant pour l'achat des actifs corporels (bâtiments, ameublement, etc.) est calculé d'après la capacité d'accueil potentielle des locaux de la garderie, laquelle ne peut excéder 80 places et diffère selon qu'elle vise une garderie locataire ou une garderie propriétaire des locaux où sont offerts les services de garde. Dans un cas comme dans l'autre, les montants prévus correspondent aux montants accordés pour l'implantation d'une installation de CPE.

Ainsi, la subvention accordée pour l'acquisition des actifs corporels d'une **garderie locataire** d'au moins 7 places est de 30 400 \$, à ce montant de base s'ajoute 1 085 \$ pour chaque place supplémentaire au-delà de 7 places, jusqu'à concurrence de 109 605 \$ pour une garderie de 80 places. Pour sa part, la subvention accordée pour l'acquisition des actifs corporels d'une **garderie propriétaire** d'au moins 29 places est de 92 978 \$, à ce montant de base s'ajoute 1 762 \$ pour chaque place supplémentaire au-delà de 29 places, jusqu'à concurrence de 182 840 \$ pour une garderie de 80 places.

Un montant de 750 \$ par place est accordé pour l'achat des actifs incorporels (achalandage selon le nombre de places au permis). Ce montant par place est identique peu importe que la garderie visée par l'achat des actifs incorporels soit locataire ou propriétaire des locaux où sont offerts les services de garde. La subvention est calculée d'après le nombre de places au permis de la garderie au moment de l'acceptation, par le vendeur, de l'offre d'achat.

- 14. Prévisions de l'augmentation des subventions aux CPE et aux garderies afin de redresser les salaires des éducateurs et éducatrices en services de garde.**

**TITRE 14 : PRÉVISIONS DE L'AUGMENTATION DES SUBVENTIONS
AUX CPE ET AUX GARDERIES AFIN DE REDRESSER LES
SALAIRES DES ÉDUCATEURS ET ÉDUCATRICES EN
SERVICES DE GARDE**

La situation évolue de jour en jour. Le point pourrait être fait sur ce sujet lors de la commission parlementaire.

15 **Nombre de CPE et de garderies, dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 1999. Inclure le Plan de redressement du Ministère.**

**TITRE :15 Nombre de CPE et de garderies dont le personnel ne rencontrera pas les nouvelles exigences académiques au 31 mars 1999.
Inclure le plan de redressement du Ministère**

Au 31 mars 1998, 228 services de garde sur 677 ne répondaient pas à l'exigence de deux éducatrices sur trois qualifiées au sens du règlement.

Le MFE procède actuellement à un recensement auprès des centres de la petite enfance afin de connaître l'état de la formation du personnel de garde.

Des plans de redressement seront appliqués par les CPE non conformes. Notamment, le MFE a obtenu le soutien d'autres partenaires ministériels afin d'assurer la formation continue pour des centaines d'éducatrices et d'éducateurs à l'emploi des services de garde.

Quant aux garderies, il n'y a pas de nouvelles exigences académiques, elles doivent toujours respecter l'exigence de 1 éducatrice sur 3.

Aucun recensement n'a été fait récemment concernant le respect de cette exigence réglementaire.

- 16. Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de services de garde, au 31 mars 1999 comparativement au 31 mars 1998.**

TITRE 16 :	RÉPARTITION PAR RÉGION DES PROJETS ENREGISTRÉS EN ATTENTE, PAR TYPE DE SERVICES DE GARDE, AU 31 MARS 1999
-------------------	--

Le tableau démontre le nombre de **places souhaitées** par les demandeurs CPE et garderie.

On entend par projets « *en attente* » :

- les **nouveaux projets** reçus au MFE à être présentés aux CRD ;
- les **projets** ayant été présentés, mais **non retenus** par les CRD. Ceux-ci seront présentés de nouveau lors des prochaines consultations régionales.

156 projets CPE représentent une demande de 7568 places en installation et de 9343 places en milieu familial. Cependant, seuls les projets «CPE » démontrant leur intention de développer les deux modes de garde seront soumis aux consultations régionales. Au 31 mars 1999, 99 demandeurs CPE sur 156 souhaitent développer les deux modes de garde, soit l'installation et le milieu familial.

Les CRD énoncent leurs recommandations d'autoriser ou non les projets de leur région, en fonction des critères nationaux et régionaux connus. Prenant en considération les résultats des consultations, le MFE autorise ou non le financement du projet. Les promoteurs des projets non retenus seront informés des raisons du refus et des améliorations souhaitées pour leur dossier.

TITRE 16 : RÉPARTITION PAR RÉGION DES PROJETS ENREGISTRÉS EN ATTENTE, PAR TYPE DE SERVICES DE GARDE, AU 31 MARS 1998

		CPE INSTALLATION	CPE MILIEU FAMILIAL	GARDERIE	TOTAL
01	BAS ST-LAURENT	4	0	0	4
02	SAGUENAY LAC ST-JEAN	9	9	9	27
03	QUÉBEC	16	20	11	47
04	MAURICIE	10	3	4	17
05	ESTRIE	7	4	3	14
06	MONTRÉAL	34	20	35	89
07	OUTAOUAIS	10	3	2	15
08	ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	5	7	1	13
09	CÔTE-NORD	4	5	2	11
10	NORD DU QUÉBEC	8	1	6	15
11	GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	2	0	0	2
12	CHAUDIÈRE APPALACHES	8	4	3	15
13	LAVAL	11	2	3	16
14	LANAUDIÈRE	10	7	4	21
15	LAURENTIDES	7	6	7	20
16	MONTERÉGIE	19	14	38	71
17	CENTRE DU QUÉBEC	3	5	3	11
TOTAUX		167	110	131	408

**TITRE 16 : RÉPARTITION PAR RÉGION DES PROJETS
ENREGISTRÉS EN ATTENTE, PAR TYPE DE SERVICES
DE GARDE, AU 31 MARS 1999**

		CPE			TOTAL	
		Nb	Places inst.	Places m.f.	Nb	Places
01	BAS ST-LAURENT	1	12	12	1	24
02	SAGUENAY LAC ST-JEAN	1	50	45	1	95
03	QUÉBEC	13	826	918	13	1744
04	MAURICIE	3	132	235	3	367
05	ESTRIE	4	204	175	4	379
06	MONTRÉAL	36	1848	3142	36	4990
07	OUTAOUAIS	1	80	60	1	140
08	ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	5	213	170	5	383
09	CÔTE-NORD	1	30	0	1	30
10	NORD DU QUÉBEC	1	40	30	1	70
11	GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0
12	CHAUDIÈRE APPALACHES	4	183	175	4	358
13	LAVAL	1	58	60	1	118
14	LANAUDIÈRE	9	720	777	9	1497
15	LAURENTIDES	1	23	150	1	173
16	MONTERÉGIE	14	802	1069	14	1871
17	CENTRE DU QUÉBEC	4	202	330	4	532
TOTAUX		99	5423	7348	99	12771

TITRE 16 : RÉPARTITION PAR RÉGION DES PROJETS ENREGISTRÉS EN ATTENTE, PAR TYPE DE SERVICES DE GARDE, AU 31 MARS 1999

		CPE INSTALLATION		CPE MILIEU FAMILIAL		GARDERIE	
		Nb Places		nb	Places	Nb	Places
01	BAS ST-LAURENT	0	0	0	0	0	0
02	SAGUENAY LAC ST-JEAN	0	0	0	0	2	115
03	QUÉBEC	5	192	3	270	3	80
04	MAURICIE	2	99	0	0	0	0
05	ESTRIE	2	120	0	0	0	0
06	MONTRÉAL	13	713	6	900	14	669
07	OUTAOUAIS	1	34	0	0	0	0
08	ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
09	CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
10	NORD DU QUÉBEC	2	54	0	0	0	0
11	GASPÉSIE ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
12	CHAUDIÈRE APPALACHES	2	85	0	0	0	0
13	LAVAL	6	295	1	150	4	220
14	LANAUDIÈRE	1	20	0	0	2	30
15	LAURENTIDES	0	0	1	150	3	160
16	MONTERÉGIE	8	438	3	375	3	105
17	CENTRE DU QUÉBEC	2	95	1	150	0	0
TOTAUX		42*	2145	15*	1995	31**	1379

* Les 57 promoteurs ci-dessus ne demandent pas les deux modes de garde. Leur demande ne se conforme pas à la réglementation. Ils ont été informés par écrit de la nécessité des deux modes de garde.

** Les 31 projets « garderie » ne seront pas présentés aux CRD. Ceux-ci peuvent toutefois poursuivre leur démarche d'obtention de permis, parce que les demandes précédaient le moratoire, mais sans être éligibles aux subventions.

17. Nombre de bénéficiaires de l'exonération financière, selon l'âge des enfants et le service utilisé, incluant le montant total versé pour chacune de ces catégories, pour 1997-1998, 1998-1999 et les prévisions pour 1999-2000.

TITRE 17: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

Depuis la mise en vigueur de la politique familiale, les données fournies pour une année financière sont réparties sur deux périodes, selon l'âge des enfants au 30 septembre, soit :

- 1^{er} avril au 31 août
- 1^{er} septembre au 31 mars.

Les informations sont disponibles par catégorie d'âge depuis le 1^{er} septembre 1997.

Le 1^{er} septembre 1997, les enfants de 4 ans avaient droit à une place à 5 \$; ils ont été annulés au programme d'exonération et d'aide financière (EXO).

Le 1^{er} septembre 1998, les enfants de 3 ans avaient droit à une place à 5 \$; ils ont été annulés du programme d'exonération et d'aide financière (EXO).

Depuis le 1^{er} septembre 1998, tous les enfants âgés de 5 à 12 ans ont droit à une place à 5,00 \$ en services de garde en milieu scolaire. Conséquemment, tous les dossiers des enfants âgés de plus 5 ans ont donc été annulés au programme d'exonération et d'aide financière (EXO).

Toutefois, les garderies BL, n'ayant pas signé une convention pour obtenir des places à contribution réduite, peuvent continuer à recevoir des enfants de 3 et 4 ans au programme d'exonération et d'aide financière (EXO). Depuis septembre 1998, environ 260 enfants dans les catégories 3 et 4 ans ont bénéficié de l'aide financière au programme EXO.

Au cours de la dernière année financière 1998-1999, la direction de l'administration des programmes d'aide à la famille et à l'enfance a procédé au développement d'un nouveau bordereau de paiement et a intégré la récupération des comptes à recevoir.

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

INSTALLATIONS - (01-04-1997 au 31-03-1998)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	792	1 859 208 \$
1 an	2 327	3 998 714 \$
2 ans	3 728	6 716 492 \$
3 ans	4 662	9 192 826 \$
(01-04-97 au 31-08-97) 4 ans	4 583	4 482 174 \$
(01-09-97 au 31-03-98) 4 ans	3	3 738 \$
5 ans	189	4 493 376 \$
6 ans et +	175	2 129 264 \$
TOTAL :	16 459	32 875 792 \$
	Compte à recevoir	1 707 311 \$
	Versement net	31 168 481 \$

MILIEU FAMILIAL - (01-04-1997 au 31-03-1998)

- 1 an	1 264	1 755 100 \$
1 an	2 305	3 304 192 \$
2 ans	2 520	3 919 164 \$
3 ans	2 517	3 982 332 \$
(01-04-97 au 31-08-97) 4 ans	2 205	1 733 130 \$
(01-09-97 au 31-03-98) 4 ans	39	37 128 \$
5 ans	667	1 604 010 \$
6 ans et +	1 485	4 867 938 \$
TOTAL :	13 002	21 202 994 \$
	Compte à recevoir	1 573 260 \$
	Versement net	19 629 734 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

GARDERIES - (01-04-1997 au 31-03-1998)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	1 549	1 037 992 \$
1 an	495	3 033 800 \$
2 ans	2 452	5 591 087 \$
3 ans	3 001	7 033 459 \$
(01-04-97 au 31-08-97) 4 ans	2 909	3 454 788 \$
(01-09-97 au 31-03-98) 4 ans	57	80 934 \$
5 ans	230	3 360 654 \$
6 ans et +	250	1 813 958 \$
TOTAL :	10 943	25 406 672 \$
	Compte à recevoir	1 330 729 \$
	Versement net	24 075 943 \$

SCOLAIRE - (01-04-1997 au 31-03-1998)

TOTAL 5 ANS ET +	8 302	9 188 715 \$
	Compte à recevoir	949 472 \$
	Versement net	8 239 243 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

ANNÉE 1997-1998

MONTANT TOTAL

TYPE	NOMBRE TOTAL D'ENFANTS	MONTANT TOTAL VERSÉ
Installations	16 459	31 168 481 \$
Milieu familial	13 002	19 629 734 \$
Garderies	10 943	24 075 943 \$
Milieu scolaire	8 302	8 239 243 \$
GRAND TOTAL :	48 706	83 113 401 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

ANNÉE FINANCIÈRE 1998-1999

INSTALLATIONS - (01-04-1998 au 31-08-1998)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	603	604 592 \$
1 an	2057	2 062 430 \$
2 ans	3546	3 555 361 \$
3 ans	4521	4 532 935 \$
4 ans	0	0 \$
5 ans	305	305 805 \$
6 ans et +	189	189 199 \$
TOTAL :	11 221	12 979 100 \$

MILIEU FAMILIAL - (01-04-1998 au 31-08-1998)

- 1 an	1 010	785 356 \$
1 an	2139	1 663 244 \$
2 ans	2373	1 845 197 \$
3 ans	2427	1 887 187 \$
4 ans	37	28 770 \$
5 ans	707	549 749 \$
6 ans et +	1 496	1 163 260 \$
TOTAL :	13 002	9 372 200 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

GARDERIES - (01-04-1998 au 31-08-1998)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	375	408 375 \$
1 an	1351	1 471 239 \$
2 ans	2280	2 482 920 \$
3 ans	2877	3 133 053 \$
4 ans	306	333 234 \$
5 ans	262	285 318 \$
6 ans et +	243	264 627 \$
TOTAL :	7694	9 991 700 \$

SCOLAIRE - (01-04-1998 au 31-08-1998)

TOTAL 5 ANS ET +	7835	9 188 715 \$
-------------------------	-------------	---------------------

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

INSTALLATIONS - (01-09-1998 au 31-03-1999)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	551	668 914 \$
1 an	1685	2 045 590 \$
2 ans	3107	3 771 898 \$
3 ans	0	0 \$
4 ans	0	0 \$
TOTAL :	5343	6 812 000 \$

MILIEU FAMILIAL - (01-09-1998 au 31-03-1999)

- 1 an	876	816 432 \$
1 an	2022	1 884 504 \$
2 ans	2614	2 436 248 \$
3 ans	1	932 \$
4 ans	0	0 \$
TOTAL :	5513	5 512 000 \$

GARDERIES- (01-09-1998 au 31 03-1999)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	285	380 475 \$
1 an	1014	1 353 690 \$
2 ans	2092	2 792 820 \$
3 ans	140	186 900 \$
4 ans	120	160 200 \$
TOTAL :	3651	5 044 000 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

ANNÉE 1998-1999 (01-04-1998 au 31-08-1998)

MONTANT TOTAL

TYPE	NOMBRE TOTAL D'ENFANTS	MONTANT TOTAL VERSÉ
Installations	12945	12 979 100 \$
Milieu familial	12053	9 372 200 \$
Garderies	9175	9 991 700 \$
Milieu scolaire	8856	2 610 378.\$
GRAND TOTAL :	43 029	34 953 378 \$

ANNÉE 1998-1999 (01-09 1998 au 31 03 1999)

MONTANT TOTAL

TYPE	NOMBRE TOTAL D'ENFANTS	MONTANT TOTAL VERSÉ
Installations	5611	6 812 000 \$
Milieu familial	5913	5 512 000 \$
Garderies	3777	5 044 000 \$
GRAND TOTAL :	15 301	17 368 000 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

PRÉVISIONS : ANNÉE FINANCIÈRE 1999-2000

INSTALLATIONS - (01-04-1999 au 31-08-1999)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	685	729 227 \$
1 an	1760	1 858 877 \$
2 ans	3166	3 343 866 \$
3 ans	0	0 \$
4 ans	0	0 \$
TOTAL :	5611	5 931 970 \$

MILIEU FAMILIAL-(01-04-99 au 31 08-99)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	1086	886 082 \$
1 an	2138	1 733 576 \$
2 ans	2689	2 180 349 \$
3 ans	0	0 \$
4 ans	0	0 \$
TOTAL :	5913	4 800 007 \$

GARDERIES-(01-04-99 au 31 08-99)

AGE	NOMBRE D'ENFANTS	MONTANT VERSÉ
- 1 an	342	403 029 \$
1 an	1088	1 263 657 \$
2 ans	2088	2 425 107 \$
3 ans	137	159 118 \$
4 ans	122	141 696 \$
TOTAL :	3777	4 392 607 \$

TITRE 17 : NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'EXONÉRATION FINANCIÈRE, SELON L'ÂGE DES ENFANTS ET LE SERVICE UTILISÉ, INCLUANT LE MONTANT TOTAL VERSÉ POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES, POUR 1997-1998, 1998-1999 ET LES PRÉVISIONS POUR 1999-2000.

PRÉVISIONS : ANNÉE 1999-2000 (01-04-1999 au 31-08-1999)

MONTANT TOTAL

TYPE	NOMBRE TOTAL D'ENFANTS	MONTANT TOTAL VERSÉ
Installations	5611	5 931 970 \$
Milieu familial	5913	4 800 007 \$
Garderies	3777	4 392 607 \$
GRAND TOTAL :	15 301	15 124 584 \$

PRÉVISIONS : ANNÉE 1999-2000 (01-09-1999 au 31-03-2000)

MONTANT TOTAL

TYPE	NOMBRE TOTAL D'ENFANTS	MONTANT TOTAL VERSÉ
Installations	2565	3 169 926 \$
Milieu familial	3385	4 267 086 \$
Garderies	1920	2 438 404 \$
GRAND TOTAL :	7 870	9 875 416 \$

18. Nombre de ménages qui ont bénéficié, ainsi que le montant total des sommes versés pour les années 1997-1998 et 1998-1999 et les prévisions 1999-2000, de :

- a) l'allocation familiale**
- b) l'allocation familiale pour enfant handicapé**
- c) l'allocation à la naissance**

TITRE 18 : Nombre de ménages qui ont bénéficié des allocations, ainsi que le montant total des montants versés pour les années 1997-1998 et 1998-1999 et les prévisions 1999-2000

Tableau 1
Nombre de ménages selon le type d'allocation

	1997-1998	1998-1999 (1)	1999-2000 (2)
Allocation familiale (3)	669 000	658 000	660 000
Allocation pour enfant handicapé	20 700	20 800	23 400
Allocation à la naissance	143 700	79 300	48 800

(1) Estimé

(2) Prévision

(3) Inclut seulement les données relatives à la nouvelle allocation familiale en vigueur depuis septembre 1997

Source : Régie des rentes du Québec

Tableau 2
Montants versés (millions de dollars) selon le type d'allocation

	1997-1998	1998-1999 (1)	1999-2000 (2)
Allocation familiale (3)	421,4	794,2	762,0
Allocation pour enfant handicapé	34,6	34,8	37,2
Allocation à la naissance	166,3	112,0	75,8

(1) Estimé

(2) Prévision

(3) Inclut seulement les données relatives à la nouvelle allocation familiale en vigueur depuis septembre 1997

Source : Régie des rentes du Québec

L'allocation à la naissance a été abolie pour les enfants qui sont nés après le 30 septembre 1997. Pour les enfants nés avant cette date, les parents continuent à recevoir leur allocation à la naissance jusqu'à ce que la totalité du montant ait été versée. Cela explique la baisse constante du nombre de ménages et des sommes versées pour l'allocation à la naissance.

19. Nombre de ménages qui ont bénéficié du *crédit d'impôt non remboursable pour enfants à charge*, ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1996 et 1997.

TITRE 19 : Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt non remboursable pour enfants à charge, ainsi que le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1996 et 1997.

Reconnaissance des besoins essentiels des enfants à charge

1996			1997 (P)		
Nombre de contribuables	Coût total de la mesure	Montant moyen	Nombre de contribuables	Coût total de la mesure	Montant moyen
1 045 233	776,1 M \$	743 \$	1 029 237	786.0 M \$	764 \$

(P) Préliminaire, l'année d'imposition 1997 est estimée à partir des données de l'année d'imposition 1996.

Source : Ministère des Finances du Québec (1999-04-06)

En 1996 et en 1997, le crédit non remboursable pour enfants à charge est égal à 20 pour cent du montant pour enfants à charge (montant pour la reconnaissance des besoins essentiels des enfants à charge). Pour l'année d'imposition 1998, ce crédit est porté à 23 pour cent.

20. Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1996 et 1997.

TITRE 20 : Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 1996 et 1997.

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

Le crédit d'impôt remboursable pour frais de garde varie de 75% à 26,4% selon le revenu familial.

1996			1997(P)		
Nombre de contribuables	Montant total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde	Montant moyen du crédit	Nombre de contribuables	Montant total du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde	Montant moyen du crédit
258 085	192,0 M \$	744 \$	290 062	198,3 M \$	684 \$

(P) Préliminaire, l'année d'imposition 1997 est estimée à partir des données de l'année d'imposition 1996.

Source : Ministère des Finances du Québec (1999-04-06)

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants selon l'âge de l'enfant (année d'imposition 1996)

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants	Crédit total M \$	Crédit moyen \$
De moins de 1 an	24 236	14,5	597,3
De 1 an	27 334	16,9	617,2
De 2 ans	29 476	19,3	655,2
De 3 ans	29 880	19,6	654,9
De 4 ans	31 642	21,9	693,5
De 5 ans	31 902	21,1	662,9
De 6 ans	33 263	20,4	612,0
De 7 ans	24 595	9,8	397,5
De 8 ans	23 020	9,1	397,0
De 9 ans	20 998	7,4	353,7
De 10 ans	21 694	6,4	293,4
De 11 ans	19 525	6,4	330,0
De 12 ans	17 837	5,5	306,4
De 13 ans	15 561	4,9	316,4
De 14 ans	14 469	4,7	327,0
De plus de 14 ans	14 664	4,1	276,2
Total	380 096	192,0	505,1

Note : L'âge est celle au 31 décembre 1996.

Source : Ministère des Finances (1999-04-06)

21. Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 1998-1999, à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfants du gouvernement du Canada, et prévisions pour 1999-2000

TITRE 21 : Variation de l'enveloppe d'allocation familiale, en 1998-1999, à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfants du gouvernement du Canada, et prévisions pour 1999-2000

Tableau 1
Montants versés (millions de dollars) pour l'allocation familiale

	1997-1998 (1)	1998-1999 (2)	Variation (2)-(1)	1999-2000 (3)	Variation (3)-(2)
Allocation familiale	421,4	794,2	372,8	762,0	-32,2

- (1) En 1997-1998, le coût de l'allocation familiale s'est élevé à 421,4 millions \$. Étant donné l'implantation du nouveau programme d'allocation familiale en septembre 1997, le coût couvre une période de 7 mois soit de septembre 1997 à mars 1998.
- (2) En 1998-1999, le coût de l'allocation familiale est estimé à 794,2 millions \$ et couvre une période de 12 mois, soit d'avril 1998 à mars 1999. Durant cette période, l'allocation familiale pour le 3^e enfant et les suivants est passée au 1^{er} juillet 1998 de 398 \$ à 975 \$.
- (3) En 1999-2000, le coût de l'allocation familiale est projeté à 762,0 millions \$. Cette projection tient compte de la prestation fiscale fédérale pour enfants afin de couvrir l'ensemble des besoins essentiels des enfants de familles à faible revenu (besoins reconnus dans la fiscalité québécoise).

22. Affectation des montants dégagés, à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfants du gouvernement du Canada, en 1998-1999, et prévisions pour 1999-2000

TITRE 22 : Affectation des montants dégagés, à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfants du gouvernement du Canada, en 1998-1999, et prévisions pour 1999-2000

Que ce soit pour l'exercice 1998-1999 ou pour l'exercice 1999-2000, le gouvernement du Québec a utilisé les économies dégagées à la suite de l'investissement du gouvernement fédéral, afin de bonifier les allocations familiales, d'accélérer le développement de places en services de garde éducatifs et enfin, d'offrir gratuitement l'accès à ces services aux enfants des familles bénéficiaires de l'aide de dernier recours.

Les économies dégagées à la suite de l'investissement du gouvernement fédéral ne représentent toutefois qu'une partie des nouveaux investissements du gouvernement du Québec par rapport à sa politique familiale.

En effet, il est important de noter que les crédits alloués pour l'exercice 1998-1999 aux services à la famille et à l'enfance (428 M \$) ont augmenté de plus de 94 M \$, soit plus de 28% par rapport à ceux alloués pour l'exercice 1997-1998 (334 M \$) . De même, les crédits prévus pour l'exercice 1999-2000 aux services à la famille et à l'enfance ont augmenté de plus de 188 millions \$, soit plus de 44 % par rapport à ceux alloués pour l'exercice 1998-1999.

**23. Plan de développement stratégique du Ministère 1999-2004,
concernant l'implantation des services de garde à contribution
réduite**

**TITRE 23 : Plan de développement stratégique du Ministère 1999-2004,
concernant l'implantation des services de garde à contribution
réduite**

Plan de mise en œuvre des places à contribution réduite :

1 ^{er} septembre 1997 :	Enfants de 4 ans
1 ^{er} septembre 1998 :	Enfants de 3 ans
1 ^{er} septembre 1999 :	Enfants de 2 ans
1 ^{er} septembre 2000 :	Enfants de moins de 2 ans